

Metrolab series

Le territoire sous l'angle des ressources locales

Metrolab Logbook



Valérie Biot
Corentin Sanchez-Trenado
Mathieu Strale
(éds.)

Metrolab series

Le territoire sous l'angle des ressources locales

Le cas de Cureghem

Metrolab Logbook

**Valérie Biot
Corentin Sanchez-Trenado
Mathieu Strale
(éds.)**

Introduction — Valérie Biot	5
 Chapitre 1 La question des ressources locales : une introduction à partir des travaux du collectif Rosa Bonheur — Mathieu Strale	11
 Chapitre 2 Urban metabolism: a situated approach — Andrea Bortolotti	25
 Chapitre 3 Un monde de ressources ? — Maguelone Vignes	35
 Chapitre 4 « Faire ressource » en quartier populaire : le cas du site des abattoirs d’Anderlecht — Corentin Sanchez-Trenado	51
 Chapitre 5 Urban infrastructure and space as resources for productive activities: three examples from Cureghem, Brussels — Valentina Bonello, Claudia Faraone, Luca Nicoletto, Giulio Pedrini	79
 Chapitre 6 Cureghem en perspective : compte-rendu des ateliers participatifs — Max Thérééné, Francisco Thielemans, Hélène Van Ngoc	107
 Colophon	130

Introduction

Valérie Biot

Le concept de ressources prend une place importante dans le champ des recherches urbaines et a été l'un des fils conducteurs des travaux du Metrolab. Ces travaux se sont déroulés durant la programmation FEDER 2014-2020, et la plupart des publications qui en découlent ont pu être finalisées dans ce laps de temps. Néanmoins, les articles de ce logbook sur les ressources, bien que rédigés durant cette période, n'ont pu être édités qu'en cette année 2023, ce qui entraîne un certain décalage entre le présent et le futur des textes, qui dans certains cas, se retrouvent déjà au passé. Cependant la pertinence de l'analyse et des méthodes utilisées sont toujours d'actualité, et ne perdent rien de leur intérêt dans cette collection de publications dédiées plus particulièrement aux outils et méthodes d'investigation. De plus, certains contextes seront des plus utiles aux chercheurs et chercheuses qui souhaitent approfondir le sujet et analyser les évolutions.

Sans prétendre à l'exhaustivité de l'analyse, les six chapitres de cet ouvrage exploreront tour à tour différentes ressources effectivement ou potentiellement mobilisées pour la rénovation et le développement urbains du quartier de Cureghem en Région de Bruxelles-Capitale (RBC), un territoire situé dans la Commune d'Anderlecht, localisé entre le canal, la gare du Midi et le boulevard Poincaré. Les méthodes utilisées pour l'analyse et la comparaison avec d'autres territoires, la pertinence et les limites des concepts de ressources, complété ici par celui de métabolisme urbain, sont appliquées à l'analyse empirique de différents cas d'étude sur le territoire de Cureghem.

Le premier chapitre, *La question des ressources locales, une introduction à partir des travaux du collectif Rosa Bonheur*, expose les méthodes et concept employés. Il présente les parallèles possibles – toutes proportions gardées – dans leur application à l'étude des cas de Bruxelles, plus spécifiquement les quartiers centraux populaires le long du Canal, et de Roubaix, qui est le champ d'étude du collectif Rosa Bonheur dont les travaux ont fortement inspiré cette publication sur les ressources.

Le chapitre deux, *Urban metabolism, a situated approach*, s'intéresse plus particulièrement à la notion de métabolisme urbain. Au vu des critiques concernant l'utilisation de ce concept, l'auteur propose une approche empirique située, localisée – ici les abattoirs d'Anderlecht et le marché des Abattoirs – par laquelle les acteurs sont étudiés dans leurs contextes social, économique et politique. Il souligne l'écart entre les visions stratégiques à l'œuvre et la réalité concrète d'un territoire particulier.

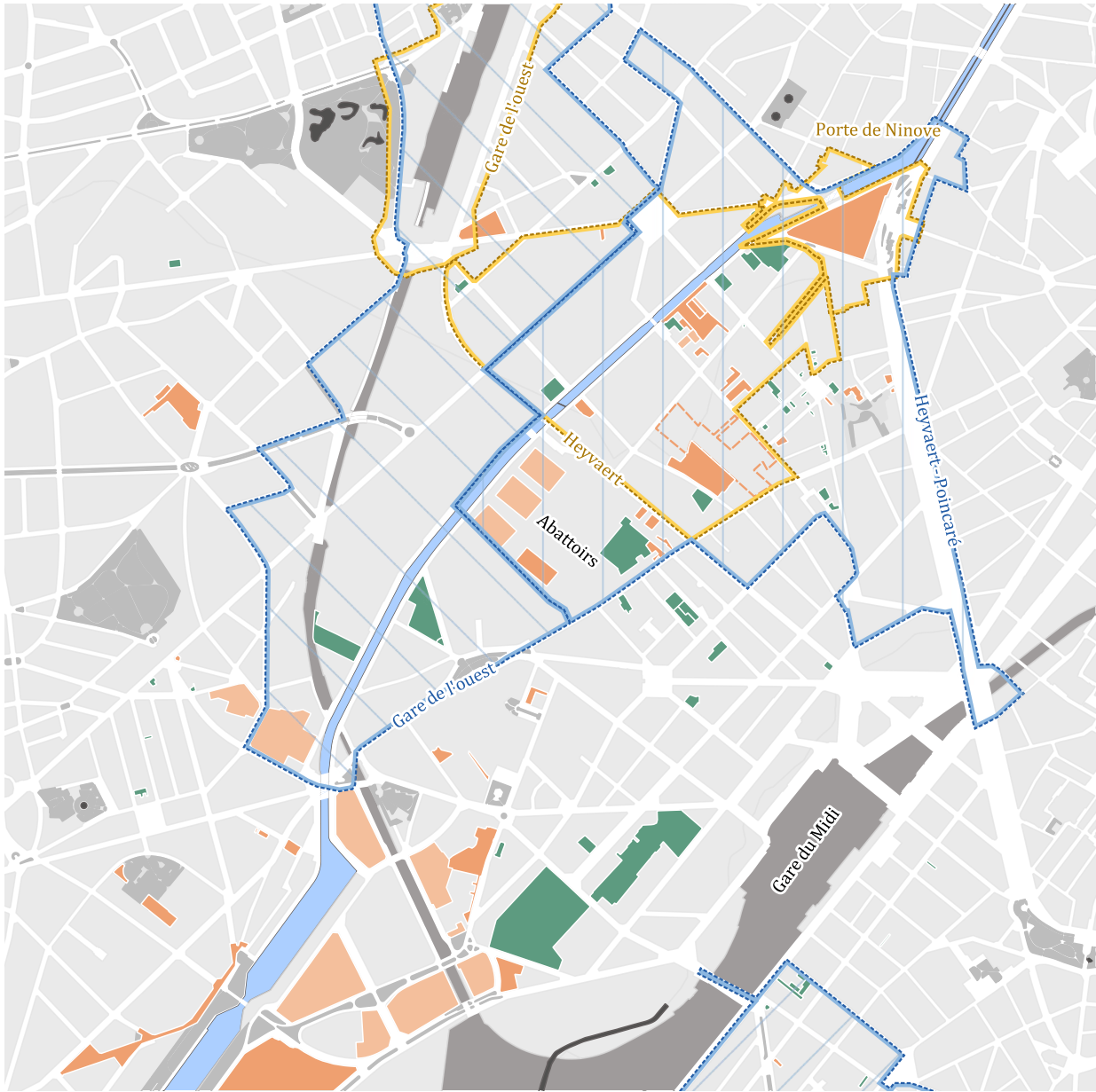
Le chapitre trois, *Un monde de ressources ?* poursuit et développe l'investigation sur les concepts de métabolisme urbain – utilisé dans le programme opérationnel FEDER – et de ressources, en interrogeant la manière dont un équipement de santé, à travers sa conception architecturale, peut devenir une ressource pour la qualité de vie et la santé des habitants, mais également sur quelles ressources locales s'appuie l'action des différents acteurs de la rénovation urbaine. A l'instar de plusieurs contributions à ce logbook, l'accent est mis sur l'importance du contexte pour la pertinence d'une ressource. En effet, il existe une variété infinie de ressources, qui peuvent être efficaces ou non dans un contexte donné.

Dans le chapitre quatre, *Faire ressource en quartier populaire*, l'auteur s'intéresse d'abord aux atouts et limites de la notion de ressources comme outil pour l'analyse des dynamiques urbaines, un outil utile, mais qui doit s'utiliser avec prudence, car il n'existe pas de ressource en dehors d'un cadre social, spatial et temporel déterminé. L'approche développée ici, fortement inspirée par les concepts de travail *de subsistance* et de *centralité populaire* (Rosa Bonheur, 2019), résulte de la volonté d'aborder les quartiers populaires en adoptant, autant que possible, le point de vue de leurs habitants et la façon dont ces quartiers peuvent rester et/ou devenir de véritables espaces de centralité. Ce chapitre s'intéresse plus particulièrement au rôle de différentes activités économiques dans la construction, ou la destruction, de telles centralités populaires.

Le chapitre cinq, *Urban infrastructure and space as resources for productive activities*, écrit collectivement, observe les interactions et les tensions entre les différents objectifs des outils de planification urbaine qui visent à développer et/ou maintenir et favoriser à la fois un espace public de qualité, un parc résidentiel abordable, l'activité industrielle et l'emploi sur le territoire de Cureghem par l'étude de trois sites d'activités économiques concentrant ce type de tensions : la rue Heyvaert (commerce de voiture), Abattoirs Anderlecht (industrie alimentaire) et Biestebroeck (projet mixte) (carte 2). Entre résistance et résilience, ces activités interviennent comme des ressources sociales face aux importants changements urbains que connaît Cureghem.

Enfin le chapitre six, *Cureghem en perspective*, brosse, grâce au compte rendu des ateliers participatifs liés à l'élaboration d'un centre socio-sanitaire (Médecin du Monde, cf. chapitre 3), un portrait général de ce territoire à travers les perceptions que certaines organisations et acteurs de la société civile ont des changements en cours et à venir dans leur périmètre d'action. Ce faisant, il pose les bases d'une réflexion sur sa capacité de résilience face à ces transformations, et souligne, comme dans d'autres contributions de ce logbook, l'écart – le précipice ? – entre les visions stratégiques à l'œuvre et les réalités quotidiennes des habitants et usagers.

Afin d'avoir un aperçu visuel des changements en cours sur ce territoire, la carte 1 reprend, de façon non exhaustive (cf. la difficulté de visualiser les changements, chapitre 6) les projets en cours, réalisés et en projets, un instantané de 2018.



Projet d'occupation temporaire (Circularium)

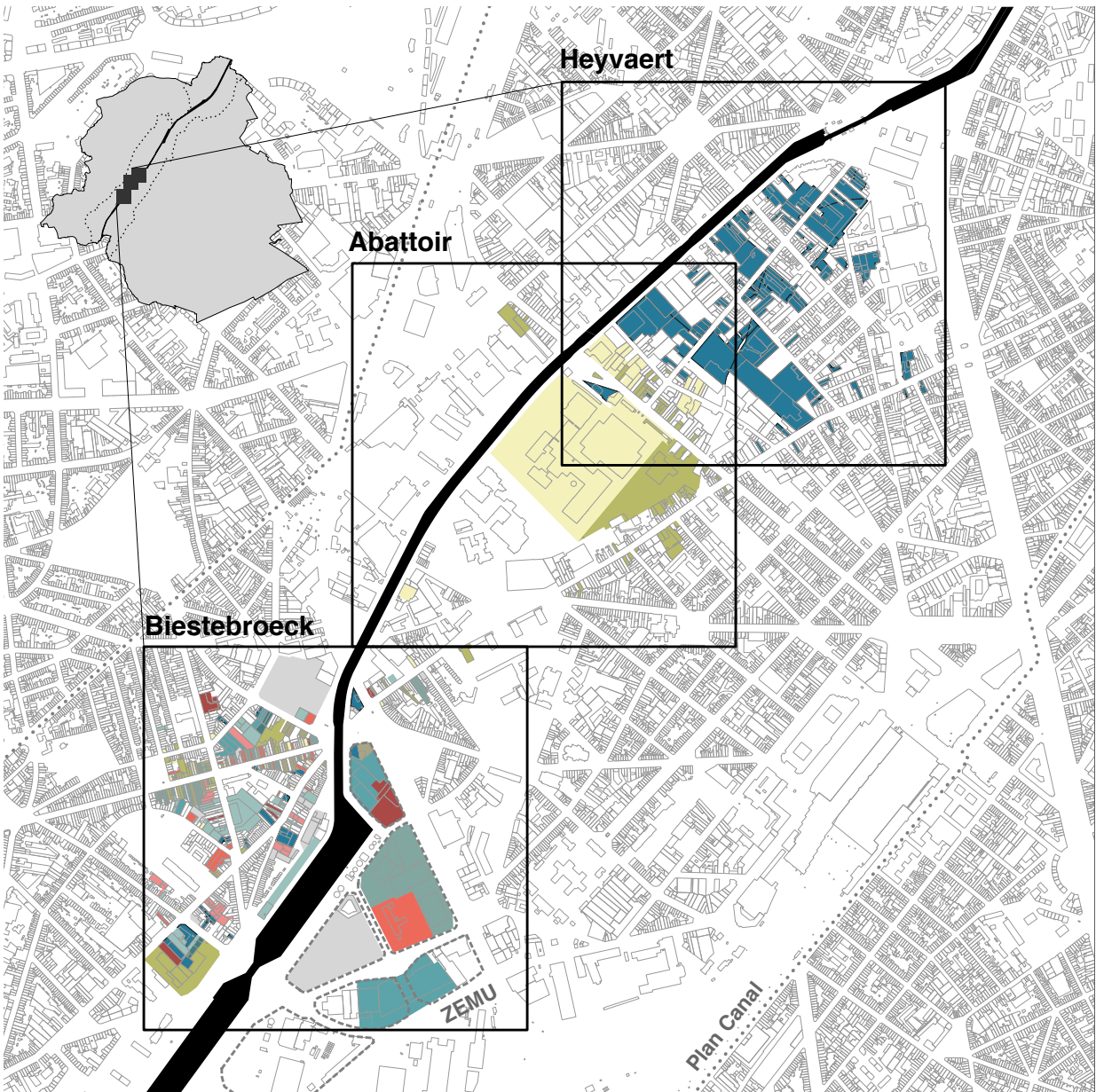
Principaux projets immobiliers

- En cours de réalisation
- En projet
- Réalisé

Périmètres d'intervention publique

- Périmètres des PAD
- Périmètres des CRU

Carte 1. Inventaires des projets en cours de réalisation ou réalisés récemment dans le quartier
Source: Metrolab, Auteur: Sanchez Trenado C.



Carte 2. Localization of the three case studies in Cureghem district in Brussels. The map shows different manufacturing activities in the district: the second-hand car dealing related activities in Heyvaert area, the food manufacturing around Abattoir, and the variety of economic activities in Biestebroeck. The spatialization merges business location (Amadeus-Bureau Van Dijk) and fieldwork survey by the authors (2018-2019)
Authors: Valentina Bonello, Claudia Faraone, Luca Nicoletto, Giulio Pedrini

Chapitre 1

La question des ressources locales

La question des ressources locales

Une introduction à partir des travaux du collectif Rosa Bonheur

Mathieu Strale

Quelles ressources ?

La notion de ressources prend une place importante dans le champ des recherches urbaines et a été l'un des fils conducteurs des travaux du Metrolab.

Derrière cette notion se trouvent des définitions et des applications variées. Les ressources s'entendent tantôt comme le territoire, au sens matériel, c'est-à-dire les terrains et les bâtiments qui les couvrent, ou figuré, en visant plutôt ses occupants et leur organisation sociale, sociétale et économique. La ressource peut être un bien matériel, des matières premières ou à recycler, une production industrielle ou artisanale, ou immatérielle, des moyens financiers, des connaissances et relations humaines, des productions culturelles, etc.

L'idée de ressource est également liée à la question de la production. Des ressources pour faire quoi ? Là aussi, les applications potentielles sont multiples. Les enjeux en vogue de métabolisme urbain, d'économie circulaire, de *foundational economy*, mobilisent tous la notion de ressource. Et des ressources pour qui ? À qui profite cette production ? Quel impact sur les inégalités sociales ou sur l'exploitation de l'environnement ?

On le voit, a priori, cette notion de ressources urbaines est large et ses champs d'applications multiples. En 2017, la revue Echogéo a consacré un numéro spécial à cette question des ressources urbaines. En voici la définition qui est faite en introduction (Michel & Ribardièrre, 2017, p. 1) :

Nous proposons d'aborder ces ressources comme des ressources urbaines, c'est-à-dire non seulement comme une somme de services, mais également selon leur répartition spécifique dans l'espace de la ville, leur articulation et leurs conditions d'accès. Cette approche permet de faire d'une localisation dans la ville une ressource en tant que telle, de même que l'accès à des lieux de ressources potentielles. En outre, elle permet d'introduire une dimension diachronique dans la qualification des ressources envisagées par leur localisation : les ressources urbaines sont en effet le résultat d'une construction, dans le temps et par des

acteurs, publics et privés ; elles sont l'objet de modifications importantes dans l'histoire de l'espace urbain (croissance de la ville, changements économiques, construction de nouvelles infrastructures, etc.). S'il n'est pas simple de qualifier les ressources urbaines par des caractères objectifs et quantifiables, leur réalité empirique est mise en évidence dans des situations connues par ailleurs : par exemple pour constater leur insuffisance dans certains quartiers, ou encore à travers le marché immobilier, qui d'une certaine manière, quantifie ces ressources sans toutefois les définir. Les ressources urbaines, au-delà de la somme brute des prestations de service auxquelles accèdent les habitants, sont en particulier mobilisées pour qualifier des situations de marginalité ou de pauvreté, tant à partir des trajectoires individuelles que des espaces produits.

On le voit, la notion de ressources urbaines est intimement liée à celle des inégalités sociospatiales. Il s'agit donc d'une notion qui est apparue de façon transversale dans les travaux du Metrolab, et plus largement de la programmation FEDER, puisque leurs axes structurants, l'inclusion, la production et l'écologie mobilisent tous la notion de ressources. Que ce soit le logement, l'activité économique, l'accès aux services, la réhabilitation d'espaces urbains, la qualité de vie en ville, la cohésion sociale, toutes ces dimensions peuvent être connectées à la notion de ressources urbaines.

La question des ressources prend une dimension particulière à Bruxelles, a fortiori dans le cadre de la programmation FEDER, qui vise justement à renforcer la cohésion économique et sociale. Bruxelles est une ville duale, avec de forts clivages sociaux qui ont des impacts sur la qualité de vie, la santé, l'insertion socioprofessionnelle, l'accès à l'enseignement et aux services publics en général, la qualité du logement, etc.

L'introduction à cette publication de synthèse sur la question se propose d'élargir le propos, en s'appuyant sur les publications et analyses du groupe de recherche français Rosa Bonheur, qui est intervenu et est venu exposer ses travaux à diverses reprises à Bruxelles. En effet, d'une part, ils font partie des chercheurs les plus actifs sur la thématique. D'autre part, leur terrain privilégié d'analyse, l'agglomération lilloise et en particulier les quartiers populaires de Roubaix, présente l'avantage d'offrir un regard sur un espace géographiquement proche de Bruxelles et qui présente des enjeux sociaux et urbanistiques permettant également des parallèles, sans pour autant que les situations soient parfaitement similaires, bien sûr. Le collectif Rosa Bonheur est composé de six chercheuses et chercheurs en sociologie et géographie qui s'attachent à développer une approche compréhensive des classes populaires¹ et des espaces qu'elles habitent et fréquentent, dans le cadre d'une analyse critique de la ville, du travail et des rapports sociaux. Leur objectif est d'aller à contre-courant de la stigmatisation et de la marginalisation sociale et politique, mais aussi scientifique des classes populaires urbaines.

¹ Définies dans les travaux du collectif Rosa Bonheur et par Olivier Schwartz selon trois caractéristiques principales : 1. la petitesse du statut professionnel ou social, 2. L'étroitesse des ressources économiques (ne signifiant pas nécessairement précarité), 3. L'éloignement par rapport au capital culturel dominant.

Après avoir traité de la pertinence de l'exemple roubaisien, des méthodes déployées et des enseignements en matière de ressources, nous revenons sur les apports du cas étudié et des analyses menées pour comprendre la situation bruxelloise et les parallèles qui peuvent être tracés entre les deux villes.

Roubaix comme exemple de la trajectoire des quartiers populaires urbains

Les villes, et les quartiers populaires en particulier, sont de bons témoins des évolutions récentes de la régulation politique et économique et du virage néolibéral des années 1980. En effet il signe à la fois la fin des politiques keynésiennes, le début des mesures d'austérité, et il acte le déclin du capitalisme industriel dans les pays occidentaux au profit des services.

Cette double transformation, qui a toujours cours aujourd'hui, induit de profondes transformations des espaces urbains populaires. D'une part, elle marque la diffusion et l'installation d'un chômage élevé, lié au déclin industriel et à la marginalisation des classes populaires sur le marché de l'emploi. Ceci se répercute aussi sur l'économie locale. D'autre part, l'austérité induit un détricotage des politiques redistributives et de la protection sociale : fermeture de services publics, aggravation de la pauvreté, montée des politiques sécuritaires, dérégulation du marché du logement et arrêt de la production d'habitat public, etc. Enfin, sous le coup de l'appauvrissement local, mais aussi des logiques globales, le tissu économique local (magasins, garages, professions libérales...) se réduit également, renforçant les problématiques de précarisation et d'accès aux services pour les ménages.

Il s'agit d'une rupture forte avec la situation de l'après-guerre, durant lequel le travail salarié était le cœur de l'insertion géographique, culturelle et socio-économique, en particulier parmi les classes populaires ouvrières. Alors que le travail se raréfie et se précarise, ces ménages se retrouvent donc contraints de trouver de nouvelles ressources, notamment locales, pour vivre et survivre, dans un contexte difficile. En parallèle, ces quartiers connaissent des dynamiques démographiques fortes et servent notamment de point d'entrée et de passage pour les populations immigrées, du voisinage européen, mais aussi d'Europe centrale et orientale.

Le collectif de recherche Rosa Bonheur a décidé d'analyser ces enjeux en partant de la situation de Roubaix. En effet, cette ville est exemplaire de l'impact de l'industrialisation sur les tissus urbains suite à la révolution industrielle et à l'intrication entre habitat et lieux de production, ici majoritairement de la transformation textile. Cette situation, qui faisait de la ville un bastion industriel à l'échelle européenne – Roubaix était alors considérée comme la capitale mondiale de la laine – est devenue un fort handicap lors du déclin du secteur, entamé dès les années 1960 et qui s'est accéléré durant la seconde moitié du XX^e siècle. L'essentiel de l'activité économique qui faisait vivre la ville et en particulier ses quartiers ouvriers a disparu, sans développement d'autres activités. Ceci a mené à un fort isolement géographique et social de la

population. D'après les observations statistiques et les témoignages de terrain, l'essentiel du travail formel a disparu de certains quartiers. Seuls semblent subsister des magasins discount et des ateliers délabrés. Pour autant, la bourgeoisie industrielle a pu traverser cette crise en réinvestissant ses capitaux dans d'autres secteurs rentables. De ce fait, Roubaix est aussi une ville où les inégalités sociales et les écarts de revenus sont particulièrement importants à l'échelle française.

Les politiques publiques de relance économique, qui dans la logique néolibérale se basent sur l'attraction d'investisseurs privés, apportent des résultats paradoxaux. Un secteur très flexible d'entreprises privées profite des mécanismes de zone franche pour créer des emplois très précaires et disqualifiés, qui disparaissent avec la fin des subsides ou se basent sur un roulement fort des travailleurs en reconversion partiellement payés par les pouvoirs publics. D'un autre côté, des entreprises plus pérennes s'installent, actives dans les services, l'informatique ou même le textile de pointe, mais elles créent peu d'emploi et demandent des qualifications que n'ont pas les ménages populaires roubaisiens. L'ambition du collectif Rosa Bonheur est donc de comprendre

comment les classes populaires parviennent à « vivre et subvenir à leurs besoins » alors même que le travail salarié ouvrier s'est retiré de l'espace local depuis longtemps, mais aussi le rôle que jouent les espaces urbains dans cette économie de la subsistance, l'organisation sociale qui la soutient et ses interactions avec le reste de la société, de ses institutions et de son fonctionnement (Vincent, 2019, p. 1).

Des méthodes d'analyse adaptées au contexte et au sujet d'étude

Se pose alors la question des méthodes déployées pour étudier cette problématique. Le collectif Rosa Bonheur a fait le choix des enquêtes ouvrières (Rosa Bonheur et coll., 2014). L'objectif est de rendre visible des phénomènes qui sont d'habitude peu traités dans les analyses scientifiques, occultés dans les politiques publiques et peu envisagés par les classes populaires elles-mêmes : la débrouille dans les quartiers populaires, quand la précarité n'est pas la crise, mais le quotidien et qu'il faut survivre à la marge. L'objectif de ces enquêtes est de mettre en lumière les pratiques de mobilisation des faibles ressources, économiques, sociales, matérielles et immatérielles, dont disposent ces populations. Le collectif entend « appréhender ces pratiques comme un travail, lui-même analysé à partir de ses contraintes, de ses conditions, de ses hiérarchisations, des territoires et des rapports sociaux qui le structurent » (Rosa Bonheur et coll., 2014, p. 3).

Cette méthodologie s'est construite à partir de 2011, sur base d'entretiens, d'observations et de relations nouées sur le terrain dans les quartiers populaires de Roubaix. Pour cela, le collectif a notamment investi le terrain d'étude, en y logeant pendant des périodes plus ou moins longues, afin d'établir des échanges avec les gens et de parcourir le quartier au quotidien. Le collectif a également

rencontré des collectifs préétablis : acteurs associatifs et syndicaux, lieux culturels et sociaux, réunions de collectifs d'habitants, de travailleurs... Ces travaux se sont aussi appuyés sur des discussions avec les commerçants, les ouvriers sur les chantiers, les mécaniciens, etc. C'est finalement une volonté de prendre part à la vie des quartiers étudiés, via toutes les entrées possibles. Ceci n'excluait pas de mener des analyses quantitatives en parallèle, pour étayer des constats de terrain, par exemple sur des secteurs économiques clés en termes de mobilisation des ressources locales, comme la réparation automobile ou l'autoconstruction.

En conséquence, le matériel mobilisé par le collectif est varié. Il s'agit de carnets de terrains, composés de retranscriptions de discussions (les enregistrements ont été volontairement bannis pour éviter d'artificialiser les relations), de photographies, mais aussi de relevés cartographiés d'activités ou de phénomènes.

Les ressources locales et la centralité populaire, enjeux fragiles de la survie dans les quartiers populaires

L'ambition du collectif Rosa Bonheur est de battre en brèche l'idée d'un assistanat et d'un immobilisme qui seraient une fatalité et une cause de la situation dégradée des quartiers populaires roubaisiens. Au contraire, les résultats des études de terrain démontrent une très forte activité, mobilisant l'ensemble des ressources disponibles, même limitées. Le travail n'a pas disparu du territoire. En particulier, le travail de subsistance est un élément clé de la vie des habitants. Il se manifeste au travers de différents petits boulots plus ou moins officiels, du soin apporté aux personnes de l'entourage (enfants ou proches malades), de la récupération et du recyclage d'objets, de la recherche des commerces les moins chers pour la consommation quotidienne, etc. (Vincent, 2019, p. 3).

L'habitat populaire sert de support, mais aussi de refuge et de ressource pour ces activités. Le tissu urbain fait de nombreux petits ateliers permet le déploiement d'activités artisanales. Le faible coût du foncier permet l'existence d'activité générant de faibles revenus, qui elles même permettent la survie des habitants. La composante populaire permet une forte acceptation sociale et une compréhension de la nécessité de ces activités, malgré les nuisances éventuelles.

Deux activités sont structurantes pour ces quartiers et leurs habitants, celle liée à l'automobile, entretien, réparation et récupération de pièces et de véhicules, et celle liée à l'autoconstruction. Toutes deux mêlent le travail formel et informel et s'appuient sur les ressources humaines et matérielles locales tout autant qu'elles servent de ressources économiques pour les habitants. Vu le coût élevé de l'achat et d'entretien, tant des automobiles que des habitations, il s'agit de postes de dépenses très importants et handicapants pour les ménages populaires. Pour autant, se loger et se déplacer sont des ressources essentielles dont ils ne peuvent se passer. C'est donc la nécessité de trouver une alternative

aux coûts classiques du marché qui explique le développement de ces activités. En outre, ces activités permettent aussi de rayonner au-delà du quartier, en attirant des automobilistes en quête de réparations ou de pièces détachées bon marché ou en allant ailleurs mener des travaux de réparation et de rénovation de bâtiments, ce qui permet de faire rentrer des ressources financières dans le quartier. De ce fait, un tiers des entreprises créées à Roubaix en 2014 avait un lien avec l'automobile (réparation et commerce), contre 19% pour la moyenne française. Une ségrégation apparaît entre les activités formelles, plutôt occupées par les « français », et les tâches moins formelles où les « étrangers » sont surreprésentés, bien que de fortes complémentarités et interactions existent entre ces deux communautés et que la limite reste floue. Ce sont enfin des activités qui permettent l'acquisition de compétences, informelles dans un premier temps, mais qui peuvent être valorisées comme des ressources ultérieurement ou ailleurs sur le marché du travail.

Autour de ces activités structurantes gravitent toute une série d'autres organisations et métiers qui permettent la survie économique et sociale. Il s'agit des activités de ménage, de garde d'enfant, de coiffure et de soins à domicile. Elles aussi s'appuient sur la nécessité de trouver des alternatives aux prix du marché et se signalent par des affichages sur les murs et fenêtres du quartier, mais aussi via les sites internet dédiés aux petites annonces. Alors que la réparation automobile et l'autoconstruction sont plutôt des activités masculines, ces tâches sont, elles, essentiellement féminines.

Au final apparaît une notion clé des travaux du collectif Rosa Bonheur, celle de la centralité populaire. Ces quartiers, qui apparaissent marginaux aux yeux des décideurs, du point de vue socio-économique, et même spatialement dans le cas de Roubaix, relativement à la métropole lilloise, sont en fait des centres culturels, sociaux, économiques pour une part importante des citadins les moins nantis. Ils y trouvent des ressources : emplois et revenus, services abordables, commerces adaptés, logements moins chers, même s'ils sont en mauvais état, réseaux sociaux et culturels permettant une certaine émancipation et une entraide. Cette logique d'entraide et d'auto-organisation des quartiers populaires et ouvriers est historique, pensons aux luttes sociales, mais aussi à la gestion de potagers collectifs. Certains auteurs affirment, visiblement trop rapidement, qu'elle avait disparu avec la dislocation de l'emploi ouvrier consécutif au virage néolibéral (Deshayes, 2015).

Pour autant, ce fragile équilibre n'est pas figé. Comme dans de nombreux espaces urbains contemporains, les autorités publiques ambitionnent de revitaliser et réinvestir ces quartiers populaires. Ceci se manifeste par des politiques de démolition/reconstruction de friches industrielles, mais aussi d'espaces de logements, des aides financières à l'accès à la propriété pour des populations extérieures, des investissements visant à transformer l'espace public et l'image de ces quartiers, de l'urbanisme par projet. L'ambition est claire, « casser ces poches de pauvreté » (Van Criekingen, 2020) en y attirant l'investissement privé et de nouveaux habitants et activités plus haut de gamme et rentables. C'est la logique de gentrification, avec ici une forte intervention des pouvoirs publics pour lancer la dynamique. Ces politiques, dont le discours

ambitionne de répondre aux urgences sociales, logement dégradé, précarité, fort taux de chômage et exclusion, sont impulsées de l'extérieur des quartiers et font donc peu de cas des réalités de ceux-ci et en particulier de cet enjeu de la centralité populaire. En y déstabilisant ces équilibres précaires et construits par les habitants, ces mesures tendent en fait souvent à aggraver la précarité des plus fragiles, qui ne peuvent plus déployer leurs activités à la marge de l'économie, voient les prix des logements augmenter et les services accessibles disparaître, sans pouvoir profiter du développement de nouvelles activités ni pouvoir s'insérer dans les dynamiques impulsées par les investisseurs privés ou les pouvoirs publics.

En ce sens, les travaux du collectif Rosa Bonheur se situent finalement dans la lignée des travaux de sociologues, urbanistes et géographes urbains qui tentent de montrer les effets des politiques néolibérales et de la désindustrialisation du capitalisme urbain occidental sur les habitants et en particulier les classes populaires (anciennement) ouvrières.

Parallèles avec Bruxelles : méthodes, terrains étudiés et enjeux de la programmation FEDER

Cet aperçu des approches du collectif Rosa Bonheur éclaire les recherches du Metrolab sur le cas bruxellois tant du point de vue des similitudes des terrains étudiés et de leur évolution, que des méthodes mobilisées et des contextes et objectifs de la programmation FEDER.

Tout d'abord, sur les terrains d'études. Bien qu'à première vue, les histoires économiques et sociales de Roubaix et de Bruxelles soient relativement éloignées, d'importantes similitudes apparaissent néanmoins si l'on s'attache aux seuls quartiers populaires de la capitale belge. En effet, Bruxelles a une histoire urbaine ancienne de rôle de ville bourgeoise et aristocratique à l'échelle belge et européenne qui la différencie profondément du contexte roubaisien, bien plus récent et dont le développement est intimement lié au développement industriel du textile au XIX^e siècle. Si l'on se penche par contre sur les quartiers populaires bruxellois bordant le canal, la comparaison devient possible et est sans doute même pertinente. En effet, leur développement est lui aussi le fruit de l'industrialisation des XIX^e et XX^e siècles. Le bas de Molenbeek et d'Anderlecht, la partie ouest du Pentagone et plus généralement une large bande urbanisée bordant le canal allant d'Anvers à Bruxelles puis Charleroi présente ainsi un bâti caractéristique de cet essor : très forte densité, habitat ouvrier, très nombreux ateliers et fabriques insérés dans le bâti, notamment dans les intérieurs d'îlots qui sont très majoritairement bâtis. Les productions étaient par contre plus variées, il n'y a pas une logique de mono-industrie textile, mais plutôt une diversité d'activités, allant de la tannerie à la métallurgie ou à la transformation alimentaire.

L'histoire récente de ces quartiers permet aussi des rapprochements avec la situation roubaisienne. Les quartiers industriels centraux bruxellois ont vu une quasi-disparition des grandes activités productives au cours du XX^e siècle et une dégradation du bâti en général. La seconde moitié du XX^e siècle a été

marquée par le départ des classes moyennes vers la périphérie, phénomène qui touche l'ensemble de l'agglomération bruxelloise, et par une paupérisation des quartiers centraux, d'autant plus marquée dans les espaces anciennement ouvriers bordant le canal. Tout comme les espaces populaires roubaisiens, ces quartiers ouvriers accueillent les populations les moins riches de la capitale belge et présentent des indicateurs de pauvreté qui les placent même parmi les espaces les plus paupérisés de Belgique. Ils servent aussi de point d'entrée et d'installation pour les populations d'origine étrangère les moins riches. De très fortes inégalités territoriales et sociales traversent donc le territoire bruxellois, qui se marquent dans les chiffres de santé, d'emploi, de niveau de revenu, d'état du bâti et de conditions de logements, de qualité de vie, d'accès aux services. Les quartiers populaires bruxellois et leurs habitants, malgré leur centralité géographique, connaissent donc une très forte ségrégation sociospatiale. C'est d'ailleurs en raison de ces fortes inégalités que les interventions du FEDER y sont plus nombreuses et que l'essentiel des travaux du Metrolab s'y est déroulé.

Autre point commun avec la situation française, si l'on s'attache aux activités qui se maintiennent ou se développent dans les quartiers populaires bruxellois, on observe la même logique d'économie proche de l'informalité, à la marge des circuits classiques, mais nécessaires à la vie des populations qui y vivent et plus largement des classes populaires de l'aire urbaine de la capitale. Comme à Roubaix, on retrouve une forte présence de garages, avec la particularité bruxelloise du développement de l'activité de négoce de voitures d'occasion, activité pour laquelle Bruxelles fait Figure de centre européen pour des raisons historiques, morphologiques et sociologiques (Rosenfeld, 2013). De même, les activités de construction et rénovation prennent une place majeure, avec de grands acteurs qui s'implantent le long du canal et sont d'ailleurs les principaux utilisateurs de la voie d'eau, et un grand nombre de petites implantations qui profitent du bâti fait de nombreux ateliers. D'autres activités fort présentes sont la transformation alimentaire et le commerce de gros en général. Ces activités s'appuient notamment sur le rôle des quartiers populaires bruxellois comme porte d'entrée pour les populations immigrées, notamment les moins riches, ce qui implique un rôle de plaque tournante aussi pour les activités de commerce et d'import-export avec leurs territoires d'origine. D'importants marchés hebdomadaires populaires y prennent notamment place. On retrouve donc cette logique de centralité populaire et de quartiers qui servent de ressources à une frange importante de la population urbaine.

Cette situation est loin d'être figée. Depuis plus d'une vingtaine d'années, Bruxelles connaît une forte gentrification, résultat de politiques publiques ciblées, visant à attirer des publics plus aisés dans la capitale, habitants et consommateurs, et d'investissements privés. Ainsi, les politiques urbaines bruxelloises ciblent la réhabilitation de l'espace public, et notamment la réduction de la place très importante de la voiture dans la capitale, mais aussi la rénovation du bâti privé par des aides ciblées et la facilitation de l'accès à la propriété. Se multiplient aussi des partenariats implicites et explicites avec les investisseurs privés dans le domaine du logement, du développement d'activités, de la réhabilitation des espaces. En ce qui concerne le logement, pensons par

exemple à la construction d'unités neuves en partenariat avec des promoteurs privés par CityDev², aux projets d'achat d'appartements clés sur porte au privé par la Société Régionale du Logement Bruxellois (SLRB, 2022) ou au mécanisme des Agences Immobilières Sociales qui semble attirer des promoteurs (Jassogne, 2018).

Ces politiques ont eu des effets variés sur les quartiers populaires. Dans un premier temps, ces politiques de réinvestissement ont ciblé les quartiers anciennement bourgeois ou aux marges des quartiers riches, induisant un délaissement des quartiers populaires de la part des pouvoirs publics et une aggravation des difficultés sociales. Mais depuis une dizaine d'années le front de gentrification avance vers des quartiers toujours plus éloignés des centres bourgeois et s'approche voire englobe une partie des quartiers populaires centraux. Les pouvoirs publics y prennent un rôle majeur. On voit se multiplier des projets de transformation de l'espace public, associés à la construction de logements acquisitifs visant les classes moyennes (alors que la construction de logements sociaux est pratiquement à l'arrêt depuis plus de 25 ans). Les investissements privés profitent également de ce mouvement, notamment sur les rives du canal, où se multiplient les projets de lofts et autres développements, de logements essentiellement, mais aussi d'espaces de *coworking*, de nouveaux lieux culturels, d'incubateurs d'entreprises, etc. Pour les habitants des quartiers populaires, cette transformation a de très forts impacts. La hausse du prix du logement bien sûr, dans un contexte où l'essentiel de l'offre relève du privé et en l'absence de mécanismes de régulation des prix. Mais aussi des transformations de l'espace public et des réglementations qui compliquent le maintien d'activités artisanales ou productives, soit parce que les normes urbanistiques et environnementales les interdisent, soit en raison de l'impossibilité de circulation des véhicules nécessaires à ces activités, soit enfin, car les prix du foncier et du bâti en hausse rendent ces activités non rentables. Dès lors, un phénomène s'accroît, qui est le départ des classes populaires urbaines bruxelloises vers la périphérie, faute de pouvoir trouver un logement abordable, alors que la pauvreté sur place des ménages les moins riches s'accroît. Cependant, pour l'instant, ces quartiers conservent leur rôle de centralité, y compris pour les populations qui les ont quittés, mais qui continuent à les fréquenter pour des raisons commerciales, sociales, familiales ou culturelles.

Se pose dès lors la question du rôle de la programmation FEDER dans cette dynamique. D'emblée, le FEDER vise à réduire ces inégalités sociospatiales par des investissements ciblant les territoires et les populations les moins riches. C'est pourquoi, à Bruxelles, jusqu'en 2014, l'essentiel des projets retenus, de même que le périmètre d'intervention ciblaient les quartiers populaires centraux. Les critères d'éligibilité des projets FEDER a été modifiée à partir de la programmation 2014-2020, pour couvrir l'ensemble du territoire régional bruxellois, menant à une dispersion géographique des projets retenus

2 À ce sujet, voir notamment l'article 33 du Contrat de Gestion 2021-2025 de Citydev : « En application spécifique des principes d'intervention propres à l'action générale de citydev.brussels, la rénovation ou la construction de logements peut se faire au départ de citydev.brussels ou dans le cadre d'un partenariat privé-public afin de démultiplier les fonds publics investis, et ceci dans le strict respect de la loi sur les marchés publics. » disponible ici : https://www.citydev.brussels/sites/default/files/2021-04/LR-FR_DEF_contrat_gestion_2021_2025.pdf

dans toute la Région, même s'ils restent plus nombreux dans les quartiers populaires. Vu les transformations en cours, se pose la question de l'impact de ces projets. Contribuent-ils à répondre à l'augmentation des inégalités sociales, en réduisant leur effet ou en répondant aux besoins non couverts par les logiques de marché, ou bien accélèrent-ils les dynamiques de gentrification en étant un autre vecteur d'arrivée de capitaux exogènes dans un quartier populaire ? Il s'agit d'une des questions qui a traversé le travail du Metrolab et qui sera au cœur de cette publication au sujet des ressources. La réponse est sans doute nuancée et demande un recul historique dont on ne dispose pas pour l'instant sur cette programmation. Se pose aussi la question des ressources. Quel est l'impact des projets financés par le FEDER ? Fragilisent-ils ou renforcent-ils la robustesse de ces réseaux, parfois informels, d'accès aux ressources pour les populations les plus fragiles ? S'appuient-ils sur ces quartiers, qui seraient alors eux-mêmes une ressource qui nourrit ces projets ? Le rôle de centralité populaire de ces espaces est-il pris en compte dans les projets ?

Enfin, les méthodes déployées sont un enjeu fondamental pour traiter de ces questions. Là aussi, les analyses du collectif Rosa Bonheur sont éclairantes et ont guidé les approches développées dans le cadre du Metrolab. En effet, que ce soit la cartographie sensible, l'interview d'acteurs, les observations (participatives) de terrains, les ateliers, l'accompagnement de dynamiques en cours et de collectifs déjà fonctionnels, toutes ces méthodes sont communes aux chercheurs du Metrolab et à leurs homologues du nord de la France. Les thèmes d'étude qui sont synthétisés au sein de ce Logbook couvrent aussi différentes facettes des ressources locales. Le déploiement d'activité, la question de l'évolution du bâti, celle de l'accès aux ressources de base pour les plus fragiles font partie des thèmes couverts. À l'image des travaux du collectif Rosa Bonheur, on retrouve donc cette volonté de couvrir différents aspects et enjeux de la notion de ressources.

Bibliographie

Deshayes, J. (2015). Le retour des classes est « populaire » à l'Association française de sociologie. *Savoir/Agir*, 34, 45-54. <https://doi.org/10.3917/sava.034.0045>

Jassogne, P. (2018), Quand le privé s'intéresse aux AIS, *Alter-Echos*, n°467. <https://www.alterechos.be/quand-le-prive-sinteresse-aux-ais/>

Michel, A., Ribardi re, A. (2017). Identifier les ressources urbaines pour lire les inégalités socio-spatiales, *EchoGéo* [En ligne], 39. <https://doi.org/10.4000/echogeo.14925>

Rosa Bonheur, C., Bory, A., Calderon, J., Cohen, V., Mortain, B., Muller, S., Verdière, J. & Vignal, C. (2014). Comment étudier les classes populaires aujourd'hui ? Une démarche d'ethnographie comparée. *Espaces et sociétés*, 156-157, 125-141. <https://doi.org/10.3917/esp.156.0125>

Rosenfeld, M. (2013). Entrepreneurs transnationaux et commerce d'exportation de véhicules d'occasion: la filière Bruxelles-Cotonou, *Revue européenne des migrations internationales*, 29(2), 57-76.

Schwartz, O. (2011). « Peut-on parler des classes populaires ? », *La Vie des idées* [En ligne]. <https://laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html>

SLRB, Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale, (2022, 17 janvier). 308 logements sociaux clé-sur-porte acquis en 2021: la nouvelle stratégie d'acquisition de la SLRB porte ses fruits [Communiqué de Presse, En ligne] <https://slrb-bghm.brussels/fr/communiques-presse/308-logements-sociaux-cle-sur-porte-acquis-en-2021-la-nouvelle-strategie>

Van Crielingen, M. (2020). *Contre la gentrification*, La dispute

Vincent, S. (2019). Collectif Rosa Bonheur, *La ville vue d'en bas. Travail et production de l'espace populaire, Lectures* [En ligne], Les comptes rendus. <https://doi.org/10.4000/lectures.38226>

Chapitre 2

Urban metabolism: a situated approach

Urban metabolism: a situated approach

The metabolism of a poor inner-city neighbourhood: the case of the Anderlecht Abattoirs and Marketplace¹

Andrea Bortolotti

A situated approach

The aim of this article is to discuss urban metabolism from a situated approach perspective. Studies on the metabolism of cities have mostly been divided into two approaches: a) the assessment of material and energy consumption in cities and b) Marxian-inspired critiques of the uneven appropriation and redistribution of natural resources. However, these two binaries, taken separately, are deemed to fall short of providing a comprehensive understanding of urban metabolism (Angelo & Wachsmuth, 2015; Heynen, 2014; Newell & Cousins, 2015).

To supersede theoretical a priori gaps (e.g., inherited categories such as the opposition of the city vs. the countryside) and single disciplinary gaps, recent literature in the field has stressed the need for more interdisciplinary approaches and different authors have acknowledged that better contextualisation would greatly improve our understanding of the correlation between metabolic flows and their localised substantiation (Barles, 2010; Broto et al., 2012; Dijst et al., 2018; Wachsmuth, 2012). This could be achieved through an empirically situated urban metabolism and by situating agents in their social, economic and political contexts (Demaria & Schindler, 2016; Lawhon et al., 2014). This call for a situated approach to urban metabolism, which would be more attentive to the materiality (the contingencies, ecologies and politics) of urban flows, is open to cross-fertilisation with post-structuralism (e.g., the Actor-Network Theory) and post-colonial theories. This short essay provides a snapshot on the socio-metabolism of the Anderlecht Abattoirs and marketplace and the Cureghem neighbourhood

¹ Published in Dutch as: Bortolotti, A. (2018). Het metabolisme van een arme stadswijk. *Agora – Magazine* 4, 24-26.

in Brussels. It does so first by retracing human and material flows and their entanglements in socio-economic and spatial processes that are specific to this urban neighbourhood and second by discussing how these entanglements set the conditions for any future transformation. The goal is to show how a situated approach to urban metabolism can help to inform a more thorough urban theory and contribute to the debate on local urban development. This narrative is based on fieldwork conducted as part of the Metrolab project (Bortolotti, 2019).

The Anderlecht Abattoirs case: slaughterhouse and marketplace

The Anderlecht Abattoirs is a slaughterhouse that has been continuously in operation since 1890, despite its changing fortunes. It is also a market and until very recently (2007) was the place where livestock was transported to the city (originally by rail and by truck since the 1950s) to be sold underneath a monumental market hall to wholesalers and butcheries, and where one of the largest weekly city marketplaces is held to this day. Due to its activity and size (10.5 ha), the Anderlecht Abattoirs has always played and still plays an important economic role in the neighbourhood of Cureghem, an urban enclave covering two square kilometres between the South train station, the perimeter of the historic centre and the Brussels-Charleroi Canal (Kinnaer & Sénéchal, 2015).

Today, Cureghem is one of the denser and more multi-ethnic neighbourhoods of Brussels, inhabited by 26,000 people, with more than a hundred different nationalities. In the past, a whole district of butcheries, soap factories and tanneries has sprung up in the area, followed by the leather clothing and textile industry (IBSA, 2018).

In the 1960s, due to suburbanisation and the relocation of industry to the city outskirts, Cureghem suffered an economic and demographic decline. Since then, the neighbourhood has received different waves of immigration (initially Italians and Spaniards, then Moroccans, Lebanese, Romanians and more recently Syrians). Newcomers settled there because of the low rental costs for housing, which was made available by the middle class as it moved to the periphery (Kesteloot & Loopmans, 2009; Mistiaen et al., 1995). Like other inner-city neighbourhoods, Cureghem was marginally involved in the radical transformation of Brussels into the Capital of Europe (and the transfiguration of the central urban neighbourhoods in business districts). In the years that followed, access to real estate property increased and helped to stabilise parts of the immigrant population. However, it also reproduced forms of socio-spatial segregation of the poorer segments of the population of Brussels, which resulted in little investment in building renovation (Vandermotten, 2014).

Diversity of flows

Since the crisis of the 1970s, in order to escape unemployment, ethnic enterprises have developed into independent activities (e.g., restaurants, groceries, butcheries, etc.) based on family and ethnic networks. Due to little public support, informal, charity and social aid networks have flourished to meet the local demand for primary goods and second-hand products. The second-hand car trade, based on import and export towards African and East European countries, has flourished since the 1980s in garages that once hosted wholesale activities along Rue Heyvaert and Chaussée de Mons (Van Crielingen & Rosenfeld, 2015). At the time of the research (2018), although downscaled and opposed by the regional administration, some 150 garages were still active in the business.

Similarly, a general market has begun to be organised underneath and around the Anderlecht Abattoirs' 19th-century market hall. The marketplace currently attracts up to 100,000 customers every weekend and is attended by up to 500 daily stall holders selling all sorts of goods, including fresh produce, groceries, clothing and housewares, both new and used. Customers and merchants come from all around the Brussels metropolitan area, but most of them come from poor inner-city neighbourhoods and have immigrant backgrounds. The marketplace is a resource for this part of the population, as it supplies inexpensive consumer goods, provides employment to non-skilled workers and offers a way for immigrants and newcomers to enter the labour market.



Figure 1. The Abattoirs square on a sunny market day

The private company Abattoir SA and future strategies

More recently, market activity has grown. The private company (Abattoir SA) that holds a long-lease contract to exploit this publicly owned land opened a new covered market building (with fish and grocery stores) in 2007, then further expanded in 2015 with FOODMET, a project partly financed by European and Regional funds. Along with this project, the company released a master plan for the general transformation of the site. Early FOODMET and master plan versions were designed by a renowned Belgian architecture firm (ORG) and have had a wide impact, including exhibition in two different architectural biennales (Venice and Rotterdam 2016) and entry in regional and urban planning documents (e.g., Plan Canal, PRDD, etc.) in a relatively short time. The master plan foresees the demolition and reconstruction of the existing slaughterhouses within new *urban warehouses* conceived as flexible multi-storey, mixed-use and green-roofed buildings adapted to house, new small and medium enterprises (SMEs) related to the food sector, as well as new residential apartments to attract new users, customers and investments. Connecting to regional plans and programmes, Abattoir SA leveraged “sustainable” and “circular economy” discourses to promote its renovation programmes, such as the creation of short distribution and consumption chains.

Yet until now, few companies have shown interest in the area and no real estate has rushed to partner with Abattoirs SA to create new apartment blocks. On the contrary, market vendors still complain about the same single clientele interested exclusively in buying the cheapest option possible, which leads to lower prices and poorer quality of products. Except for meat products that are largely supplied by the nearby slaughterhouse, most fresh food products sold in the marketplace are supplied by the global food distribution chain (the Brussels' wholesale centre, but also the ones in Paris and Barcelona). On the other hand, since 2012, due to the presence of disadvantaged groups of people that used to glean the market's food leftovers, a food recovery project has been launched by a non-profit association with the aim to support local charity networks, tightening the existing relation between the market and its urban neighbourhood even more.

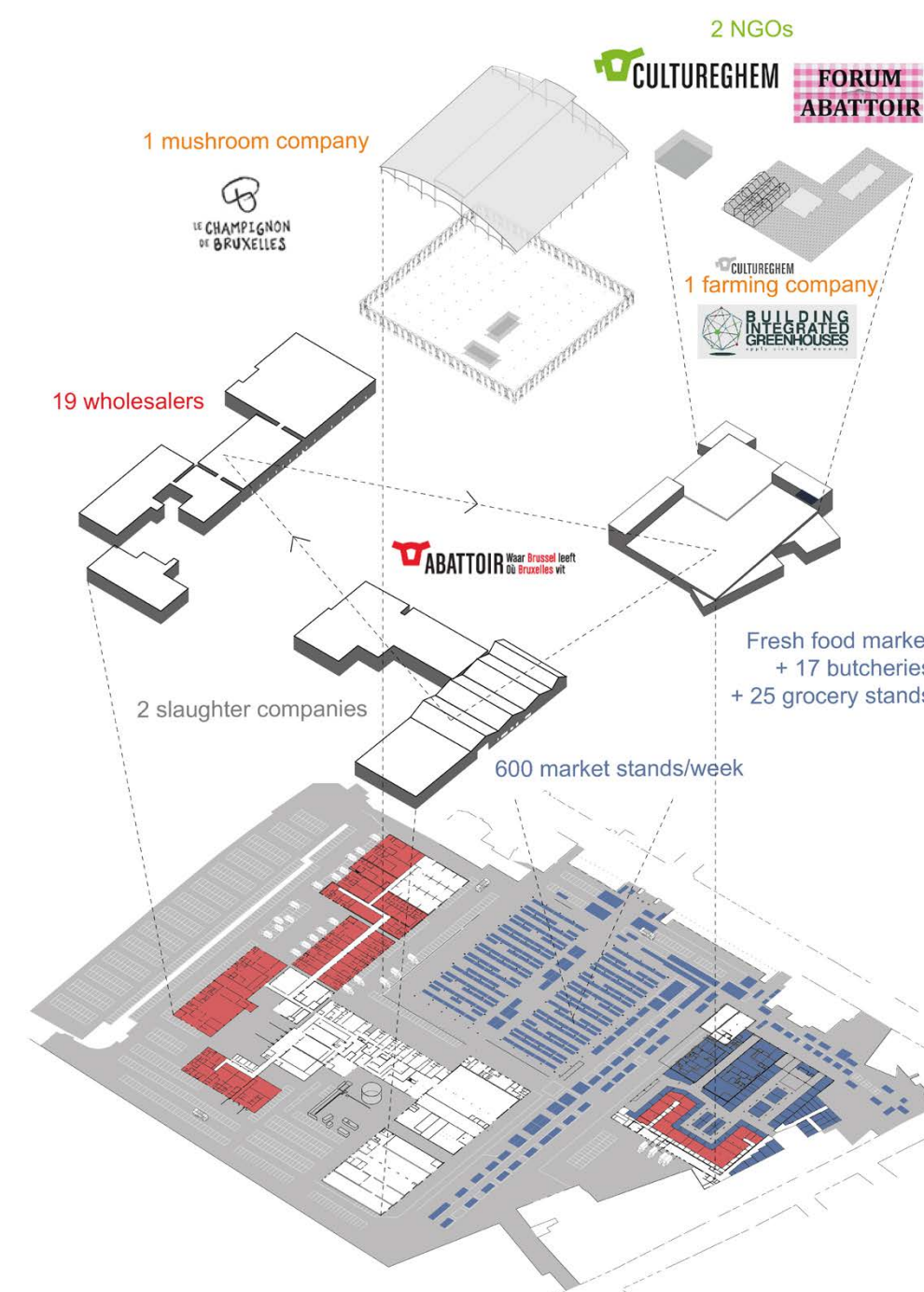


Figure 2. (Dis)assembled Abattoir: exploded axonometry of the Abattoir site, buildings and actors (image by the author)

A situated approach to urban metabolism, highlighting the vision: locks in and missed opportunities

A situated approach to urban metabolism, in this case an empirically situated account of the socio-metabolism of the Anderlecht Abattoirs, highlights the gap between the project’s vision and the material reality of its context. This gap reveals the lack of the project’s vision to break up conventional urban renewal imaginaries (e.g., attract new users and clientele), while not fully accounting for the rich neighbourhood human resources and economy, even if they are hard to evaluate. A more comprehensive understanding of the metabolism of Cureghem and the Anderlecht Abattoirs as a whole, and of the current renewal project as fully part of it, rather than the product of superimposed and separately managed flows (of products) and interventions, might greatly help to include a more thorough social perspective in the current sustainable and circular development agenda. Nevertheless, the present and future of the Abattoirs remain closely intertwined with those of Cureghem. This is proven by the difficulty in finding real estate and large food distribution companies interested in investing in such an enclave of poverty. Due to this and the presence of so many different actors, the renovation programme for the Anderlecht Abattoirs cannot include the creation of new middle-class apartments, as is the norm in Brussels today.

References

Angelo, H., & Wachsmuth, D. (2015). Urbanizing Urban Political Ecology: A Critique of Methodological Cityism. *International Journal of Urban and Regional Research*, 39(1), 16-27. <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12105>

Barles, S. (2010). Society, energy and materials: The contribution of urban metabolism studies to sustainable urban development issues. *Journal of Environmental Planning and Management*, 53(4), 439-455. <https://doi.org/10.1080/09640561003703772>

Bortolotti, A. (2019). *Questioning Waste Through Urban Metabolism: Technologies, Scales, Practices*, Faculté d'architecture La Cambre-Horta, Université Libre de Bruxelles.

Broto, V.C., Allen, A., & Rapoport, E. (2012). Interdisciplinary Perspectives on Urban Metabolism. *Journal of Industrial Ecology*, 16(6), 851-861. <https://doi.org/10.1111/j.1530-9290.2012.00556.x>

Demaria, F., & Schindler, S. (2016). Contesting Urban Metabolism: Struggles Over Waste-to-Energy in Delhi, India. *Antipode*, 48(2), 293-313. <https://doi.org/10.1111/anti.12191>

Dijst, M., Worrell, E., Böcker, L., Brunner, P., Davoudi, S., Geertman, S., Harmsen, R., Helbich, M., Holtslag, A.A.M., Kwan, M.-P., Lenz, B., Lyons, G., Mokhtarian, P.L., Newman, P., Perrels, A., Ribeiro, A.P., Rosales Carreón, J., Thomson, G., Urge-Vorsatz, D., & Zeyringer, M. (2018). Exploring urban metabolism – Towards an interdisciplinary perspective. *Resources, Conservation and Recycling*, 132, 190-203. <https://doi.org/10.1016/j.resconrec.2017.09.014>

Heynen, N. (2014). Urban political ecology I: The urban century. *Progress in Human Geography; London*, 38(4), 598-604. <http://dx.doi.org.ezproxy.ulb.ac.be/10.1177/0309132513500443>

Kesteloot, C., & Loopmans, M. (2009). Citizens' forum of Brussels: Social inequalities. *Brussels Studies*, 16, 1-12.

Kinnaer, A., & Sénéchal, C. (2015). *L'abattoir illustré*. Forum Abattoir.

Lawhon, M., Ernstson, H., & Silver, J. (2014). Provincializing Urban Political Ecology: Towards a Situated UPE Through African Urbanism: Provincialising Urban Political Ecology. *Antipode*, 46(2), 497-516. <https://doi.org/10.1111/anti.12051>

Mistiaen, P., Meert, H., & Kesteloot, C. (1995). Polarisation socio-spatiale et stratégies de survie dans deux quartiers bruxellois. *Espace, populations, sociétés*, 13(3), 277-290. <https://doi.org/10.3406/espos.1995.1703>

Newell, J.P., & Cousins, J.J. (2015). The boundaries of urban metabolism. *Progress in Human Geography; London*, 39(6), 702-728. <http://dx.doi.org.ezproxy.ulb.ac.be/10.1177/0309132514558442>

Van Crieelingen, M., & Rosenfeld, M. (2015). Bienvenue à Heyvaert. *Uzance*, 4, 1-3.

Vandermotten, C. (2014). *Bruxelles, une lecture de la ville: De l'Europe des marchands à la capitale de l'Europe*. Editions de l'Université Libre de Bruxelles.

Wachsmuth, D. (2012). Three Ecologies: Urban Metabolism and the Society-Nature Opposition. *The Sociological Quarterly*, 53(4), 506-523. <https://doi.org/10.1111/j.1533-8525.2012.01247.x>

Chapitre 3

Un monde de ressources ?

Un monde de ressources ?

Etude des transformations d'une zone de Cureghem (Anderlecht, Bruxelles) à partir d'un projet de centre socio-sanitaire intégré¹

Maguelone Vignes

Vers une action urbaine intégrée ?

« Y aurait-il un architecte dans votre équipe qui pourrait travailler avec nous ? » a demandé, un jour de février 2016, la coordinatrice d'un projet porté par Médecins du Monde (MDM), à une sociologue du Metrolab. Alors au début de la mise en œuvre de son projet de création de deux centres socio-sanitaires intégrés (CSSI), également financés par le FEDER, la question de la coordinatrice était la suivante : « Comment penser les aménagements intérieurs de l'un des deux futurs centres, en s'appuyant sur l'expérience des potentiels usagers, professionnels et patients ? »

Pour répondre à cette question et pouvoir transmettre des directives aux développeurs et architectes du projet immobilier, il lui fallait réunir des compétences sociologiques, susceptibles de faire émerger l'expérience pratique des usagers et leurs besoins, et des compétences architecturales, pour identifier les formes spatiales liées à ces usages. L'un des architectes du Metrolab se prêtant au jeu, un noyau de recherche collaborative transdisciplinaire voyait le jour, constitué d'une coordinatrice de projet également médecin, d'une sociologue spécialisée sur les parcours de soins et l'approche locale de la santé et d'un architecte engagé dans une recherche sur le métabolisme urbain. Les compétences ainsi réunies autour de ce projet multidimensionnel ont engagé une réflexion – que nous présentons ici – sur la capacité de différents opérateurs du développement territorial et de la rénovation urbaine à faire face à la complexité des enjeux locaux et sur les ressources sur lesquelles ils appuient leur action.

¹ Voir aussi Vignes, M. & Ranzatto M. (2022). Codesign & espaces de soin. In *Design social et enquête collective, Metrolab logbook* (pp. 13-53). Metrolab Brussels.

En effet, à l'issue d'une première série d'ateliers, il devenait évident que l'intérieur du CSSI de Médecins du Monde ne pourrait être pensé sans son lien avec l'extérieur : l'environnement urbain et le tissu social dans lequel il allait s'implanter. L'architecture du futur centre devait à la fois soutenir les collaborations d'un ensemble de professionnels de disciplines différentes n'ayant pas l'habitude de travailler ensemble, favoriser l'accès aux soins d'une diversité de patients et servir l'ambition du projet de répondre aux besoins de la population environnante en matière de soins, de santé et de bien-être.

Or, l'environnement qui doit accueillir ce projet multidimensionnel est celui de Cureghem, un quartier de la commune d'Anderlecht, située au cœur de la Région Bruxelles-Capitale (RBC). Ce quartier a la particularité d'être le théâtre de nombreuses et larges transformations urbaines, initiées par une diversité d'acteurs publics et privés. À l'horizon 2020, son visage et sa population connaîtront de profonds changements.

Historiquement, Cureghem a déjà fait l'objet de multiples politiques de rénovation urbaine. Quartier sensible, accueillant des populations d'immigration ancienne et récente (Van Hamme, Grippa, et Van Crieckingen, 2016), il a été investi dès les années 1990 par des politiques des niveaux régional, fédéral et européen (Sacco, 2010). En particulier, c'est là qu'est né l'un des outils innovants de l'institution régionale bruxelloise en matière de rénovation urbaine : les Contrats de quartier, créés à l'issue des violences urbaines de 1991 qui ont affecté les communes avoisinantes, et dont l'objectif était « d'empêcher que la violence se reproduise et s'intensifie » en intervenant sur le milieu de vie quotidien afin de remédier au mal-être social vécu par les habitants (Berger, 2019, p.25). À cette politique communale qui a évolué vers des Contrats de Quartier Durables (CQD), se superpose une diversité d'autres instruments (contrats et plans), opérant au niveau intercommunal (Contrats de Rénovation Urbaine, CRU), infra-régional (Plan d'Aménagement Directeur, PAD) et régional. Ce dernier niveau fixe le cadre du développement urbain au moyen d'une série de plans (schéma 1) et finance également des projets, notamment via la gestion des fonds accordés dans le cadre de la politique régionale de l'Union Européenne. En plus des acteurs publics de l'aménagement du territoire, des acteurs privés développent également des projets destinés à accueillir des logements, équipements ou des activités économiques, dans le respect du cadre de la planification régionale.

L'ensemble de ces acteurs, ainsi que les instruments de financement et de programmation qui définissent les cadres de leurs actions, constituent une *arène*² de développement territorial et de rénovation urbaine, opérant dans un contexte où s'entremêlent des enjeux de développement économique, de cohésion sociale et d'urgence environnementale. Dans sa première partie diagnostique, le programme opérationnel 2014-2020 du FEDER pointe les enjeux complexes qui caractérisent Bruxelles : pression démographique, enjeux climatiques, dualisation territoriale de la ville-région : sociale (chômage), économique (désindustrialisation)

2 Le concept d'*arène* s'entend ici dans le sens que lui donne Daniel Cefaï : « une arène publique est une arène sociale dont les acteurs visent des biens publics, se réfèrent à l'intérêt public, définissent leurs problèmes comme publics et sentent, agissent et parlent en conséquence » (Cefaï, 2016, p.38). À ceci près que les acteurs privés que sont les entreprises, s'ils ne visent pas forcément le bien public en premier lieu, sont toutefois obligés de « se référer à l'intérêt public », ou à tout le moins de s'y conformer, puisque leur marge de manœuvre est encadrée par les différents outils de planification urbaine.

et environnementale (pollution des sols et de l'air, insalubrité des logements), etc. Pour y faire face, ce même texte rassemble l'ensemble des priorités qu'il définit derrière l'objectif global d'« amélioration du fonctionnement du métabolisme urbain de la Région » (FEDER, p. 11). La programmation mobilise ce concept dans l'objectif de penser la ville-région de Bruxelles-Capitale « de manière intégrée » (id, p. 10), en cohérence avec la stratégie européenne de développement durable et la stratégie Europe 2020 : « Pour répondre à cette situation, une approche intégrée est nécessaire tant sur le plan socio-économique, démographique, climatique et environnemental que sur un plan territorial » (id, p. 147).

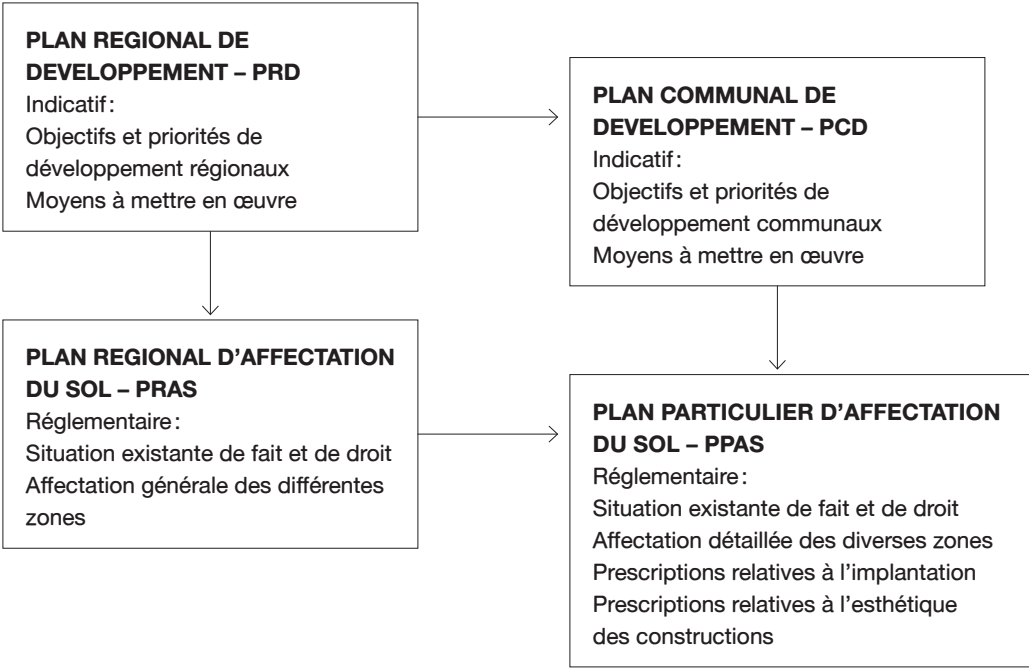


Schéma 1. Les outils de développement urbain : les plans
(Source : Perspective.brussels – Communication du 18 janvier 2018)

Métabolisme urbain : quelles ressources pour les transformations urbaines ?

Réalisé à partir du texte du programme opérationnel, le schéma 2 montre comment le métabolisme urbain se trouve – dans la conception qui en est présentée – à la croisée des trois dimensions sociale, économique et environnementale et à quelles priorités opérationnelles sont reliées ces dimensions. Dans cette programmation, l'ambition d'améliorer le métabolisme urbain « vise à concilier les accents importants mis sur l'innovation et le développement économique avec la nécessité de répondre aux défis de la dualisation économique, sociale, environnementale et territoriale de la région » (*idem*, p. 148). Il doit donc être l'outil conceptuel permettant de réaliser le difficile équilibre entre des objectifs potentiellement antagonistes.

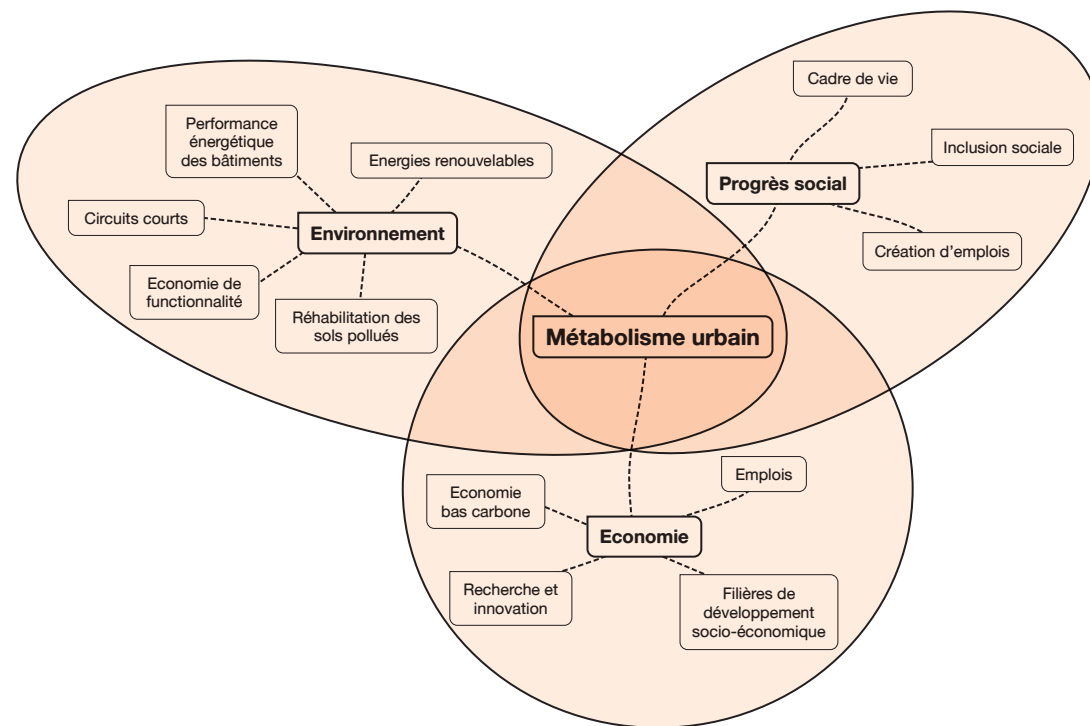


Schéma 2. Les trois dimensions du métabolisme urbain dans le programme opérationnel du FEDER en RBC (Schéma réalisé à partir du programme opérationnel 2014-2020 du FEDER en RBC)

Qu'est-ce que le *métabolisme urbain* tel qu'entendu dans le programme opérationnel du FEDER 2014-2020 ? « Il s'agit de considérer la ville comme un écosystème qui importe, métabolise et rejette différents flux »³. En effet, dans le texte du programme opérationnel, le métabolisme urbain est souvent lié aux enjeux environnementaux : transition vers une économie bas-carbone, consommation d'énergie, de matières premières et rejet de déchets. Cependant, la logique de flux est également appliquée aux personnes :

Limitier la demande en flux entrants, métaboliser mieux, et rejeter le moins possible est une approche qui vise à revaloriser les ressources environnementales et économiques de Bruxelles, mais aussi les ressources humaines : Bruxelles importe une part trop importante de la main-d'œuvre qu'elle emploie et laisse sur le carreau une part trop importante de ses ressources humaines. Un enjeu majeur est donc de créer des emplois durables et non délocalisables en faveur, prioritairement, des publics bruxellois marginalisés (FEDER, p. 147).

Il découle de cette vision un programme d'action à trois entrées, avec une sélection de priorités dans les domaines social, économique et environnemental. Pour autant, si le programme tend à développer ces trois dimensions dans un même mouvement, qu'en est-il au niveau des projets, qui eux, s'inscrivent prioritairement dans l'une ou l'autre de ces dimensions ? Et si le métabolisme urbain fait facilement sens dans le domaine environnemental dont il est issu, comment est-il pris en compte dans les projets axés sur les dimensions économique et sociale ?

Jusqu'à présent, dans la littérature scientifique, le métabolisme urbain est le plus souvent abordé par la question environnementale (Barles, 2002). Si la dimension économique s'invite dans ce concept assez facilement, notamment à travers les stratégies bas-carbone et la promotion de l'économie circulaire, la dimension sociale y semble plus difficilement soluble. Dans son acception première, le métabolisme urbain désigne le processus de transformation des ressources naturelles par le travail humain, pour produire des biens et services. Dans le texte du programme opérationnel du FEDER, la notion de ressources est principalement associée aux aspects suivants : « cycle de l'eau, gestion des déchets, dépollution des sols, pression sur les espaces verts » (FEDER, p. 16), quoique, comme on l'a vu, les ressources humaines soient également visées. En pratique, dans la mise en œuvre des projets et en dynamique avec leur espace d'implantation, sur quelles ressources s'appuie la rénovation urbaine ?

Parmi l'ensemble des outils de rénovation et de développement urbain évoqués plus haut, certains visent des réalisations matérielles et immatérielles comme c'est le cas de contrats de quartier durables, quand d'autres, comme les projets bénéficiant du FEDER ou différents projets de développement immobilier privés ou publics, privilégient le bâti. Implicitement, ces options s'appuient sur des hypothèses différentes, quoique complémentaires, à propos des facteurs de transformation urbaine. Dans une première hypothèse, le *contenu* – les individus,

³ Description du programme opérationnel du FEDER sur le portail commun belge des Fonds structurels et d'investissement européens : <http://www.europeinbelgium.be/fr/region-bruxelles-capitale-feder>, consulté le 5 novembre 2018.

les groupes sociaux, les habitants – est l’opérateur privilégié du développement et de la rénovation urbaine. C’est par les changements de comportement, le soutien social, le développement socioculturel, le renforcement de la capacité productive et surtout la participation des citoyens, qu’une zone urbaine est susceptible de changer de visage et d’améliorer la qualité de vie de ceux qui la fréquentent. Dans la seconde hypothèse, spatialiste, c’est au *contenant* qu’il revient d’appeler la transformation des représentations du quartier et la modification de ses usages sociaux et spatiaux, de susciter des retombées économiques et de renforcer l’attractivité de la zone. Au regard du concept de métabolisme urbain, ces deux grandes hypothèses conduisent à interroger les ressources de la transformation d’une zone urbaine. Sur quels éléments du territoire s’appuient les différents opérateurs pour donner corps à leurs objectifs et assurer le succès de leurs initiatives ?

Une approche focalisée sur les ressources éclaire une autre facette de l’action que celle de l’analyse des risques, qui guide aussi l’action publique, comme l’initiative privée (Beck, 2008) : risques économiques, technologiques, sanitaires, environnementaux, sociaux. Les opérateurs agissent également en réaction à des crises, qui ne seraient autres que les conséquences de risques insuffisamment prévenus. Le programme opérationnel du FEDER indique d’ailleurs : « En arrière-plan de cette approche systémique, il s’agit de renforcer la résilience de la Région face aux crises sociales, économiques et écologiques » (FEDER, p. 11).

Par exemple, on peut identifier quatre groupes de dangers pour la santé des humains en milieu urbain, qui se superposent largement aux trois dimensions du métabolisme urbain :

Les facteurs de risque environnementaux, tels que la qualité de l’air ambiant, les niveaux de bruit ambiant, la contamination de l’eau et des sols et l’élimination des déchets solides (...). Les facteurs de risques économiques, tels que le manque de logements à loyer modique, la nourriture et l’eau pour les ménages les plus pauvres, le chômage de longue durée et les inégalités d’accès à des services et ressources, y compris des soins de santé primaire à un prix abordable, (...). Les facteurs de risques technologiques, tels que les accidents de la route, les catastrophes chimiques et industrielles sur des sites industriels et la contamination issue de la production à la chaîne de denrées alimentaires et produits de synthèse (...). Les facteurs de risques sociaux, tels que la criminalité la violence et l’exclusion sociale, ainsi qu’un faible niveau d’éducation et de formation, notamment des populations d’immigrés, des femmes et des enfants (...) (Lawrence, 2012, p. 290).

Aborder des problèmes complexes : l'approche par les ressources

L’analyse des risques a émergé comme outil pour lier causes et effets de manière linéaire afin de répondre à des problèmes mêlant une diversité de facteurs maîtrisables ou perçus comme tels (Tableau 1). Si elle reste pertinente, elle semble insuffisante aujourd’hui pour répondre aux problèmes de nature complexe qui caractérisent l’époque actuelle. Un problème complexe désigne une configuration dans laquelle plusieurs options sont envisageables, dont les résultats ne sont pas garantis et entre lesquelles un ensemble d’acteurs doivent arbitrer, ce qui nécessite des formes de coordination et de partage de responsabilité. Une composante forte de la complexité est l’incertitude et l’imprévisibilité (Grossetti, 2004) qui pèsent à la fois sur les causes et les effets. La conceptualisation de la complexité traverse actuellement l’ensemble des disciplines et transforme globalement notre appréhension du monde (Morin, 2014). Le tableau 1 schématise la transformation de notre perception du monde, de notre connaissance des systèmes sociaux-environnementaux et l’évolution des savoirs et modes d’action qu’elle appelle. L’enjeu de cet ouvrage est de contribuer à explorer la capacité de l’analyse des ressources à donner une intelligibilité à la complexité des enjeux de rénovation urbaine et ce faisant, à fournir un outil – parmi d’autres – pour une action urbaine intégrée. Une telle approche n’est pas inédite et rejoint une tendance que l’on observe dans différents domaines tels que l’économie, la santé et l’environnement depuis une trentaine d’années et qui semble connaître aujourd’hui un regain d’intérêt.

	Perception du monde	Système socio-envi-ronnemental	Cause	Effet	Solutions	Méthodes et savoirs	Focus	Processus
Simple	Ordonné	Stable	Une seule Connaissable	Un seul Prévisible	Une seule	Mono-disciplinaires		Linéaire
Compliqué	Ordonné	Stable	Plusieurs connaissables	Plusieurs Prévisibles	Plusieurs	Multi-disciplinaires	Risques	Linéaire
Complexe 	Desordonné	Instable Incertain	Plusieurs Inconnus	Plusieurs Imprévisibles	Plusieurs non garanties	Trans-disciplinaires	Risques Interaction des ressources	Systémique

Tableau 1. Du simple au complexe : caractéristiques comparées (Réalisé à partir de (Morin 2014))

En santé, dès 1980, le sociologue de la santé Aaron Antonovsky a proposé une approche appelée *salutogénèse* par laquelle il cherche ce qui crée la santé plutôt que ce qui provoque la maladie (Antonovsky, 1980). Il focalise ses recherches sur les ressources des personnes qui leur permettent de se maintenir en santé. Cette approche s'oppose à la *pathogénèse* qui s'intéresse aux risques de maladie et à leur survenue. Elle prend notamment pour objet d'étude les situations de stress auxquelles sont exposés les individus, afin d'identifier ce qui, dans de telles situations, leur permet de rester en bonne santé. Dans cette perspective, la question-clef n'est pas tant la disponibilité des ressources que la capacité des personnes à les utiliser dans différentes situations (Mittelmark et al., 2017).

En sociologie de la santé, l'approche par la mobilisation des ressources a également été utilisée pour comprendre la capacité à *faire face* (coping) des personnes en situation de maladie, notamment devant l'incertitude de l'évolution de l'état de santé (Bury, 1982; Carricaburu et Pierret, 1995). La mobilisation des ressources est plus largement un objet de sociologie dans l'étude des mouvements sociaux, considérés au sens large (Neveu, 2000). Ce courant de la sociologie des années 1980 a cherché à dépasser les acquis de l'économie pour penser les formes d'organisation et d'engagement des personnes pour la revendication d'intérêts communs. Il a montré notamment qu'il existe plusieurs types de motivations gouvernant la mobilisation, notamment les valeurs et idéologies, au-delà de la Figure de l'*homo economicus*, qui opèrerait un calcul rationnel entre les ressources engagées et les gains attendus. Il a également mis en évidence le fait qu'il existe une variété infinie de ressources, qui n'existent que relationnellement : c'est-à-dire qu'elles peuvent être efficaces ou non dans un contexte donné et qu'un changement de perception peut par exemple transformer un stigmata ou handicap en ressource pour l'action. Les ressources ne sont qu'un potentiel qu'il s'agit d'activer.

L'utilisation des ressources est bien entendu un objet d'attention pour l'économie depuis son origine. La théorie des ressources a montré que la valeur créée est moins liée aux ressources en tant que telles qu'aux services qu'elles rendent. C'est notamment l'interaction entre ressources matérielles et humaines, par le jeu des connaissances des secondes sur les premières (via la science et la technologie), qui crée des opportunités productives uniques, subjectives, spécifiques à chaque firme. La croissance est motivée par la recherche d'opportunités d'utilisation des ressources (Prévot, Brulhart, et Guieu, 2010, p. 89).

Comme la salutogénèse, la notion de *résilience* met aussi l'accent sur les ressources, compétences, capacités, potentiels et atouts. Ses développements en psychologie cherchent à identifier des facteurs protecteurs, permettant aux individus de garder leur équilibre mental malgré l'adversité. Encore une fois, c'est la relativité de tels facteurs qui a été mise en évidence : pour être une ressource, le facteur doit être considéré dans son contexte (Eriksson et Lindström, 2011). La recherche sur la résilience au niveau individuel s'oriente actuellement vers une *health assets approach* focalisant moins sur les facteurs de risque et la maladie que sur les ressources et les dispositifs qui permettraient de les éviter (Morgan, Davies, et Ziglio, 2010). De même, l'émergence du concept de communauté résiliente (dans le vocabulaire de l'Organisation Mondiale de la

Santé en particulier) pourrait témoigner de la volonté d'orienter les actions vers l'exploitation des atouts/ressources au niveau local plutôt que sur les facteurs de risque, afin de susciter des conditions qui permettent de faire face aux déséquilibres. Elle met aussi l'accent sur le processus collectif d'expression des besoins et de mobilisation pour créer les conditions d'un changement au niveau local.

Sciences du territoire : les écueils et les atouts du concept de ressources

Que ce soit pour étudier les ressorts de l'action individuelle ou ceux de l'action collective, que ce soit dans un but de maintien en santé ou de guérison, dans la poursuite de la croissance économique ou pour porter en priorité des valeurs, les différents courants et domaines ont tenté de recenser les ressources utilisées, créées, converties, gagnées ou perdues. Ainsi, tout élément qui devient un moyen de l'action et circule éventuellement entre les parties prenant part à l'action peut être défini comme ressource. Dès lors, on peut se demander quelle est l'utilité d'un tel concept. Il revêt assurément une dimension performative importante puisqu'une fois que les ressources sont identifiées, que l'on connaît les mécanismes d'interdépendance qui en font des ressources et les différentes façons de les utiliser pour qu'elles produisent les effets attendus ou se régénèrent, elles ouvrent un champ des possibles. Ainsi peuvent-elles prendre place dans l'arsenal des politiques d'activation qui courent le risque de renvoyer les individus ou communautés à eux-mêmes en leur faisant porter la responsabilité de leur situation, sans faire cas des conditions structurelles de production de situations de vulnérabilités ou de dégradation environnementale. En d'autres termes, alors qu'une politique fondée sur une analyse des risques engage le rôle protecteur de l'État (à travers le principe de précaution par exemple), une action publique fondée sur l'activation des ressources ne serait qu'un habillage néolibéral de son désengagement.

Cependant, c'est oublier le rôle central, dans les approches *assets-based*, de groupes locaux (*communities*) comme opérateurs de la définition de ce qui compte pour eux (même si cela peut être hétérogène), de l'identification de leurs forces et donc du potentiel de ces approches au regard des formes de gouvernance. C'est aussi se priver de regarder les pratiques effectives des différents entrepreneurs sociaux, qui peuvent rester guidées par la volonté d'encourager « les groupes locaux à travailler ensemble pour atténuer les pires effets de la pauvreté et de la vulnérabilité sociale au niveau local » (Roy, 2017, p. 462)⁴.

4

Appréhender le développement urbain par le prisme des ressources renvoie finalement aussi à organiser les interdépendances entre les acteurs en transcendant les approches sectorielles. De ce point de vue, l'expérience de la pandémie de Covid-19 a montré à Bruxelles que l'interconnaissance préalable entre certains acteurs avait été pour eux une ressource essentielle pour développer rapidement des réponses concrètes et appropriées aux besoins qui ont émergé à ce moment (Brusano, 2020).

Par rapport à la sociologie des mouvements sociaux, on opère ici un déplacement de taille. Alors que celle-ci s'intéresse aux revendications portées par un groupe dans un but commun, cet ouvrage s'intéresse au territoire comme dénominateur commun, avec de possibles définitions des problèmes divergents selon les groupes qui le composent et éventuellement des intérêts tout aussi divergents. Cependant, comme dans la théorie économiste des ressources, il s'agit d'identifier les opportunités d'utilisation des ressources et de synergie entre les différentes ressources. Mais à l'inverse de la logique économique, l'objectif n'est pas ici la croissance économique, mais la poursuite d'améliorations qualitatives, qui auraient des retombées au mieux pour tous (y compris pour les éléments naturels eux-mêmes), au moins pour différents groupes et non pour le profit d'un seul groupe social.

Le projet de création d'un centre socio-sanitaire intégré (CSSI), porté par Médecins du Monde et un consortium de partenaires, dans la partie sud-ouest du quartier de Cureghem, (Anderlecht, RBC), est à l'origine de ces interrogations sur la portée opérationnelle du concept de métabolisme urbain et sur les ressources sur lesquelles s'appuient différents projets de rénovation dans cette zone. Ce projet est financé par le FEDER, qui fournit les fonds pour la construction d'un bâtiment, tandis que le fonctionnement du service est sous la responsabilité de Médecins du Monde, désormais déléguée à la maison médicale Medikuregem. Le centre⁵ occupera le rez-de-chaussée d'un bâtiment d'habitations, lui-même partie d'un projet de développement immobilier plus vaste qui verra la construction de logements pouvant accueillir jusqu'à 4000 personnes (images du projet, 1 et 2). Médecins du Monde et Medikuregem fourniront un service de santé à cette nouvelle population ainsi qu'aux habitants actuels, dans une zone où l'offre médicale est sous-dimensionnée. Medikuregem offrira un service original puisqu'elle proposera à la fois une équipe pluridisciplinaire de type maison médicale (médecins généralistes, infirmiers-ères, kinésithérapeutes, assistants sociaux...) et la présence d'autres services liés au secteur social. Ces services ne sont pas encore connus, car le contenu du CSSI est en cours d'élaboration. Pour le projet, c'était là le point de départ d'une interrogation sur les besoins de la population environnante en matière de soins, de santé et de bien-être, et plus largement, d'une réflexion sur la qualité de vie à Cureghem.



Figure 1. Situation du projet de CSSI à Cureghem (source : google map)

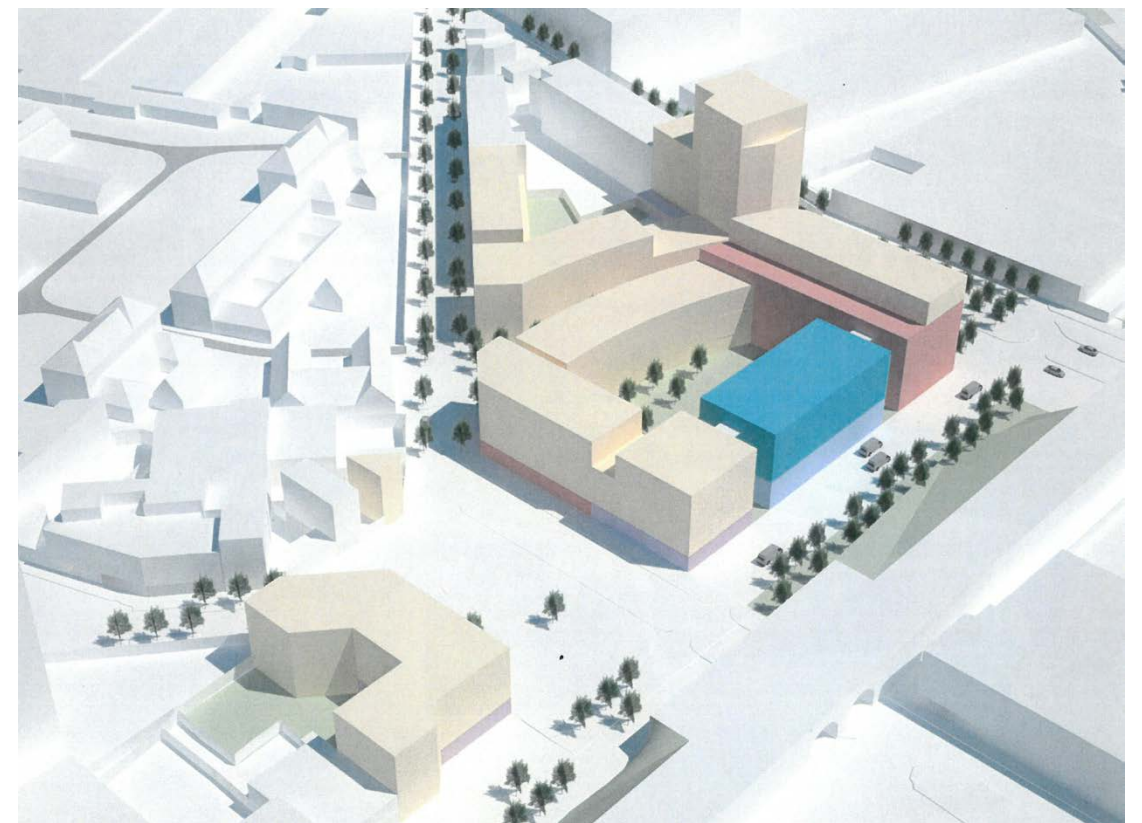


Figure 2. Le projet City Gate I à Cureghem (source : citydev.brussels) : Le CSSI sera implanté au rez-de-chaussée du bâtiment au premier plan

Mais la particularité de la santé est qu’elle n’a pas de frontières disciplinaire ou sectorielle. N’étant pas seulement définie comme l’absence de maladie, elle est reconnue depuis plusieurs décennies comme *un état complet de bien-être* (OMS, 1946). Elle est en effet le fruit d’un ensemble de déterminants sociaux et environnementaux.

Les déterminants sociaux de la santé sont les circonstances dans lesquelles les individus naissent, grandissent, vivent, travaillent et vieillissent ainsi que les systèmes mis en place pour faire face à la maladie. Ces circonstances qui reflètent des choix politiques dépendent de la répartition du pouvoir, de l’argent et des ressources à tous les niveaux, mondial, national et local⁶.

Il s’agit donc d’une question complexe, multifactorielle et engageant une diversité d’acteurs, dans un contexte en transformation et marqué par des inégalités territoriales, sociales et environnementales de santé, au regard d’autres zones de la RBC. C’est pourquoi le projet de Médecins du monde a offert un point de départ pertinent pour une analyse systémique du territoire de Cureghem, à partir de ses ressources, de leur mobilisation et de leur circulation. Il a constitué une entrée pour comprendre la dynamique de changement et de rénovation de la zone, en utilisant une approche par le projet qui correspond bien à la mission et aux méthodes du Metrolab. En particulier, le projet de CSSI a donné lieu à trois séries d’ateliers de recherche par le design : la première menée en 2016 s’est concentrée sur l’échelle du bâtiment en lui-même en imaginant l’architecture du futur centre (Vignes et Ranzato, 2022 ; Vignes, 2022), la deuxième, conduite en 2017, a replacé le projet dans le contexte des transformations urbaines à l’œuvre à Cureghem (cf. chapitre 6 *Cureghem en perspectives*) et la dernière, en 2018, a exploré davantage les possibilités de synergies intersectorielles dans cette partie de la ville à travers le concept de métabolisme urbain. Ainsi, en complément et en réponse à la réflexion présentée ici, les articles publiés au chapitre 6 et dans le précédent logbook *Design et enquête collective* (2022) explorent-ils en détail la manière dont le futur CSSI peut devenir une ressource pour les habitants dans sa dimension architecturale et dans la façon dont il s’intègre et peut entrer en synergie avec les projets associatifs existants à Cureghem.

6 https://www.who.int/social_determinants/fr/ (consulté le 26 novembre 2018)

Bibliographie

Antonovsky, A. (1980). *Health, stress, and coping*. 1st ed. The Jossey-Bass social and behavioral science series. San Francisco: Jossey-Bass Publishers.

Barles, S. (2002). Le métabolisme urbain et la question écologique. *Les Annales de la recherche urbaine*, 92(1), 143-50.

Beck, U. (2008). *La société du risque : Sur la voie d'une autre modernité*. Champs Essais. Paris : Flammarion.

Berger, M. (2019). *Le temps d'une politique. Chronique des Contrats de quartier bruxellois*. Bruxelles : CIVA.

Brusano & Vignes, M. (2020). Retour d'expérience après la crise Covid-19 à Bruxelles : une revue transversale et intégrée. *Analyses*. Bruxelles : Brusano. <https://www.brusano.brussels/publications/documents-specifiques/>

Cefai, D. (2016). Publics, problèmes publics, arènes publiques... : Que nous apprend le pragmatisme ? *Questions de communication*, 30 (décembre), 25-64.

Eriksson, M. & Bengt, L. (2011). Life Is More than Survival: Exploring Links between Antonovsky's Salutogenic Theory and the Concept of Resilience. In *Wayfinding through Life's Challenges: Coping and Survival: Psychology of Emotions, Motivations and Actions* (pp.31-46). Hauppauge, N.Y: Nova Science Publishers.

FEDER, (2014). Programme Opérationnel au titre de l'objectif « investissement pour la croissance et l'emploi » pour la période 2014-2020. Région de Bruxelles-Capitale, SPRB. <https://feder.brussels/programmation-2014-2020/>

Grossetti, M. (2004). *Sociologie de l'imprévisible : Dynamiques de l'activité et des formes sociales*. Sociologie d'aujourd'hui. Paris : Presses universitaires de France.

Lawrence, R. (2012). Santé urbaine au XX^e siècle : défis de l'interdisciplinarité. In *Ville urbanisme & santé : les trois révolutions* (pp.288-311). Société & santé. Paris : Pascal.

Mittelmark, M.B., Sagy, S., Eriksson, M., Bauer, G.F., Pelikan, J.M., Lindström, B. et Espnes, G.A. (eds.) (2017). *The Handbook of Salutogenesis*. Springer International Publishing. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-04600-6>

Morgan, A., Davies, M. & Ziglio, E. (eds.) (2010). *Health Assets in a Global Context*. New York, NY: Springer New York.

Morin, E. (2014). *Introduction à la pensée complexe*. Points Essais. Points.

Neveu, E. (2000). *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La Découverte.

OMS (1946). *Préambule à la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé*, tel qu'adopté par la Conférence internationale sur la santé, du 19 juin au 22 juillet 1946, New York : Organisation Mondiale de la Santé.

Prévot, F., Brulhart, F. & Guieu, G. (2010). Perspectives fondées sur les ressources. Proposition de synthèse. *Revue française de gestion*, 204(5), 87-103.

Ranzato, M., & Vignes, M. (2022). Codesign & espaces de soin. In *Design social et enquête collective, Metrolab logbook* (pp. 13-53). Metrolab Brussels. <https://www.metrolab.brussels/publications/design-social-et-enquete-collective>

Roy, M. J. (2017). The Assets-Based Approach: Furthering a Neoliberal Agenda or Rediscovering the Old Public Health? A Critical Examination of Practitioner Discourses. *Critical Public Health*, 27(4), 455-64.

Sacco, M. (2010). Cureghem : de la démolition à la revitalisation. *Brussels Studies*, 43. <https://doi.org/10.4000/brussels.808>

Van Hamme, G., Grippa, T., Marissal, P., May, X., Wertz, I., & Loopmans, M. (2015). *Dynamiques des quartiers en difficulté dans les régions urbaines belges*. Bruxelles : SPP Intégration sociale.

Van Hamme, G., Grippa, T. & Van Criecken, M. (2016). Mouvements migratoires et dynamiques des quartiers à Bruxelles. *Brussels Studies*, 97. <https://doi.org/10.4000/brussels.1331>

Vignes, M. (2022). Concevoir le paysage thérapeutique d'un centre socio-sanitaire intégré. Agencement, ambiance des locaux et circulations. In *Design social et enquête collective, Metrolab logbook* (pp.33-53). Metrolab Brussels.

Chapitre 4

« Faire ressource » en quartier populaire

« Faire ressource » en quartier populaire

Le cas du site des abattoirs d'Anderlecht

Corentin Sanchez-Trenado

À Bruxelles comme ailleurs, les quartiers populaires centraux ont pendant longtemps été abordés uniquement au travers des registres de la désindustrialisation, de la pauvreté et de la concentration de l'immigration. En effet, les dernières décennies du XX^e siècle ont vu ces espaces, situés pour la plupart au sein de l'ancien bassin industriel bruxellois (la « zone du canal »), être pris dans des processus de désinvestissement et dépeuplement plus ou moins marqués. Cependant, cette vision de *désert économique* n'est aujourd'hui plus la seule à structurer le vocabulaire autour de ces quartiers. Envisagés au travers des rhétoriques de la ville durable, créative et intelligente, ceux-ci sont désormais dépeints dans de nombreux discours des politiques urbaines ou de plans d'aménagements comme des *territoires de projet*: il serait question de saisir les opportunités et de valoriser le potentiel de ces sites stratégiques de manière à enclencher de nouvelles dynamiques combinant performances économiques, cohésion sociale et développement durable. En particulier, ces espaces marqués par le recul de l'industrie constitueraient le cadre idéal pour le développement d'une nouvelle économie mêlant technologies numériques, innovations managériales et esprit d'entreprise (Van Criekingen, 2020).

La posture adoptée dans ce chapitre se veut en rupture par rapport à ces différentes visions normatives. L'approche qui sera développée ici, fortement inspirée par les concepts de travail de subsistance et de centralité populaire tels que définis par les auteurs du collectif Rosa Bonheur (2019), résulte donc de la volonté d'aborder les quartiers populaires en adoptant, autant que possible, le point de vue de leurs habitants. Il s'agissait en effet de montrer que ces derniers disposent d'une certaine marge d'action et déploient des stratégies économiques, sociales et spatiales qui leur permettent d'y survivre, de s'y maintenir, voire d'en faire de véritables espaces de centralité. Construit sur base du travail empirique réalisé au sein du Metrolab autour du site des Abattoirs et Marché d'Anderlecht, situé dans le quartier de Cureghem, ce chapitre s'intéressera plus particulièrement au rôle de différentes activités économiques dans la construction de telles centralités populaires. La rencontre avec ce cas d'étude particulier, situé au cœur de deux programmations FEDER successives (2007-2013, 2014-2020), a de fait fortement contribué à l'émergence des différents questionnements qui seront traités dans le cadre de ce chapitre.

Tout d'abord, la présence sur le site d'un des deux plus grands marchés populaires de Bruxelles, d'une part, et celle, plus discrète, des activités du secteur de la viande, de l'autre, posait la question du rôle joué par ces activités industrielles et commerciales au sein des quartiers populaires centraux bruxellois ainsi que de leur contribution à la construction de ces espaces populaires. En outre, cette question impliquait également de s'interroger en retour sur les facteurs ayant participé à la mise en place et au maintien de ces activités à Cureghem et, en particulier, sur les avantages que celles-ci retirent de leur localisation au sein d'un quartier populaire. L'objectif principal de cette étude consistait ainsi à explorer les multiples liens tissés entre ce site d'activité économique et les espaces populaires au sein desquels il s'insère. C'est aussi à la suite de ce travail empirique que la notion de *ressource* s'est peu à peu imposée en tant que catégorie d'analyse pour décrire cette relation à double sens, réciproque, reliant activités économiques et quartiers populaires. Le but devenait donc de comprendre comment ce site pouvait constituer une ressource pour les habitants des classes populaires et, inversement, en quoi les quartiers populaires pouvaient représenter une ressource pour ces activités.

Par ailleurs, le site des Abattoirs d'Anderlecht fait également l'objet d'un important plan de redéveloppement, au sein duquel s'inscrit notamment le projet de Manufakture Abattoir financé par la programmation FEDER 2014-2020, qui risque d'affecter en profondeur le fonctionnement du site ainsi que sa relation réciproque de ressources avec les quartiers populaires bruxellois. Les évolutions observées sur le site, mais aussi dans le reste du quartier laissaient en effet apparaître un décalage croissant entre les visions projetées par les multiples plans et projets de transformations du quartier et les réalités quotidiennes des classes populaires dont les pratiques, largement ignorées, s'en trouvaient menacées.

La suite de ce chapitre s'attachera donc à répondre à quatre questions principales. Qu'entend-t-on ici par cette notion de *ressource*? De quelles ressources s'agit-il dans le contexte populaire de Cureghem? Qu'est-ce qui caractérise cette relation réciproque de ressources entre un site d'activités

économiques et un quartier populaire? En quoi les projets de transformation du site et du quartier pourraient-ils affecter cette relation?

Analyser ce qui «fait ressource»

La notion de ressource a été définie, dans le cadre de ce travail, comme une «caractéristique produite au cours du temps sur un espace donné par différentes catégories sociales qui en définissent l'utilité et donc la valeur». Si cette approche par les ressources présentait différents avantages, l'emploi de cette notion doit cependant se faire avec prudence. En effet, il n'existe pas de ressource en dehors d'un cadre social, spatial et temporel déterminé. En cela, la démarche mobilisée ici visait à se distancer des approches envisageant les ressources sous l'angle de besoins universels. Envisagée avec précaution, cette notion offre cependant un cadre permettant de penser le rapport à l'espace des acteurs économiques et des classes populaires et contribue à ancrer les questions économiques et sociales au sein d'un contexte localisé. Penser en termes de ressources consiste donc à analyser les particularités du cadre local, en s'intéressant aux avantages qu'en retirent différentes catégories de populations.

Cette notion a aussi l'avantage de mettre en évidence les différences en termes de rapport aux quartiers populaires entre différentes classes sociales, mais aussi au sein de celles-ci, révélant par exemple les multiples divisions au sein des classes populaires (Schwartz, 2011), en particulier entre ceux qui disposent d'une situation plus stable (propriétaires, migrants établis depuis longtemps ou de seconde génération, habitants du haut d'Anderlecht ou des quartiers avoisinants) et les fractions les plus défavorisées de celles-ci (locataires, primo-arrivants, habitants de Cureghem). En effet, une ressource pour un groupe social déterminé ne l'est pas nécessairement pour l'autre, différences qui ressortent notamment au travers des discours des habitants sur ce qui constitue un «bon quartier». Les rapports variables au marché des Abattoirs constituent un exemple marquant de ces divisions : lieu essentiel pour les primo-arrivants ou de ressource pour d'anciens migrants mieux établis, le marché est au contraire boudé par les classes moyennes, les jeunes et les personnes jouissant d'une situation stabilisée, désireuses de se détacher de l'image de pauvreté associée à celui-ci.

L'objectif était donc bien d'identifier «ce qui fait ressource» en s'intéressant aux points de vue des classes populaires bruxelloises, envisagées dans leur complexité, et à celui des acteurs économiques du site des Abattoirs ainsi qu'aux multiples interrelations que ces deux groupes d'acteurs entretiennent dans le cadre de la production des espaces populaires. Envisagées sous l'angle des catégories sociales dominées, les ressources désignent donc uniquement les caractéristiques de ces espaces qui permettent la subsistance et le maintien de ces dernières. Il ne s'agit pas ici de désigner en tant que ressources les éventuels avantages dont pourraient bénéficier les classes moyennes ou supérieures au travers de leur appropriation des quartiers populaires centraux.

Il faut cependant préciser que ce terme de ressource constitue avant tout une catégorie d'analyse mobilisée ici en tant qu'objet de recherche. Ce

terme n'est en effet pas utilisé en tant que tel par les classes populaires ou les acteurs économiques eux-mêmes. Les pratiques qui contribuent à la production de ressources de subsistance ou qui favorisent le maintien de ces activités économiques sont souvent, d'une part, déconsidérées par les classes dominantes et, d'autre part, banalisées par les habitants et les acteurs économiques eux-mêmes. Cette situation est d'autant plus marquée que « ce qui fait ressource » n'est pas toujours visible aux yeux des classes populaires. C'est le cas notamment des activités industrielles du site dont beaucoup ignorent jusqu'à l'existence et dont la présence est masquée par celle, beaucoup plus visible, du marché des Abattoirs.

Dès lors, ces ressources ne sont pas toujours désignées comme telles par les classes populaires et, de plus, certaines peuvent également présenter un caractère ambigu. En effet, pour une même catégorie sociale, une ressource par certains aspects peut parfois également constituer une nuisance par d'autres aspects. L'analyse de la relation que les habitants (au sens large) entretiennent vis-à-vis du quartier de Cureghem a notamment permis de mettre en évidence ce rapport ambigu aux ressources. L'existence d'un parc de logements anciens et accessibles financièrement, de structures d'accueil des primo-arrivants, de commerces bon marché et adaptés aux besoins des diverses communautés peuvent également être perçus comme des signes de dégradation, de relégation et de pauvreté, voire constituer des sources de tensions liées à la cohabitation de différentes communautés. De même, la proximité au centre, la bonne accessibilité du quartier, la présence d'activités économiques pourvoyeuses d'emplois ainsi que celle du marché des Abattoirs lui-même peuvent aussi être envisagées sous l'angle des problèmes que constituent les nuisances sonores, la congestion du trafic ou encore la saleté générée par ces activités. Ces nuisances ressortant des discours des habitants sont ainsi parfois présentées comme le prix à payer pour habiter dans ce type de quartier. Si les ressources dont bénéficient les classes populaires sont donc bien réelles, vivre dans des quartiers populaires, précarisés et qui accueillent une importante population immigrée peut également être perçu ou vécu comme une forme de relégation et ces situations ne doivent pas être idéalisées (voir aussi chapitre 6).

Cependant, bien que les classes populaires occupent certes une position sociale dominée, la notion de ressource permet de nuancer cette situation et de prendre une certaine distance vis-à-vis d'une approche considérant ces catégories de populations comme entièrement démunies. En effet, situées dans un contexte qui leur est défavorable, les classes populaires sont souvent décrites exclusivement au travers des difficultés qu'elles rencontrent (Faure et Thin, 2019). Au travers de la notion de ressource, le point de vue adopté dans ce travail avait pour but de se détacher de cette vision et de prendre en considération les formes d'autonomisation, certes limitées, dont pouvaient faire preuve les classes populaires. Il s'agissait donc d'explorer les ressources dont peuvent bénéficier les catégories sociales dominées ainsi que les moyens mis en œuvre par celles-ci dans la production de ces ressources.

Centralités populaires

Ces processus d'autonomisation ont notamment été décrits dans le cadre des travaux du Collectif Rosa Bonheur au travers des concepts de centralité populaire et de travail de subsistance, qui ont véritablement servi de cadre à cette analyse (Rosa Bonheur, 2019, p. 201). De fait, par de nombreux aspects, le quartier de Cureghem peut correspondre à une centralité populaire, définie comme un espace local qui cumule des fonctions d'accès au logement et d'ancrage résidentiel, d'activités économiques et de travail, d'accès à des commerces aux prix spécifiques. Elle constitue un système d'entraide et d'appartenance locale qui favorise un processus d'autonomisation dans la sphère productive et la consommation – au sens d'une dépendance atténuée des logiques de marché. (Rosa Bonheur, 2019, p. 17).

À cet égard, Cureghem constitue un espace qui donne accès à des logements relativement abordables, des possibilités d'emploi, des commerces adaptés et bons marchés ainsi que des structures d'accueil et des réseaux d'entraide. De plus, la centralité populaire désigne aussi un lieu qui connecte les mondes populaires avec des ressources et des populations d'autres territoires formant un nœud de mobilités quotidiennes, résidentielles ou migratoires des classes populaires. Le marché des Abattoirs, avec son influence supra-locale, ou les activités de commerce transnational de voitures d'occasion situées au niveau de la rue Heyvaert, sont des exemples marquants de ce statut de centralité.

Ces travaux reconnaissent en outre aux classes populaires une certaine marge de manœuvre qui leur permet, au travers de leur travail, de produire leurs propres moyens de subsistance (matériels et symboliques) mais également leurs propres espaces. La centralité populaire permet ainsi de penser la ville depuis les classes populaires et de prendre en considération leur capacité à constituer leur propre espace de centralité. En outre, les classes populaires ne sont pas seules responsables de la construction de ces centralités populaires. Si les ressources que ces dernières procurent sont produites pour les classes populaires et en partie par les classes populaires, ce n'est cependant pas le cas de l'ensemble d'entre elles. Dans le cadre de ce travail, ces notions ont dès lors été élargies de manière à également prendre en considération le rôle de différents acteurs, n'appartenant pas nécessairement aux classes populaires, dans le cadre de la production de ressources bénéficiant à ces dernières. Au travers de l'analyse du cas d'étude du site des Abattoirs d'Anderlecht, une attention particulière a été accordée, d'une part, au rôle que pouvait jouer des activités économiques (industrielles et commerciales) dans la production des espaces populaires et, d'autre part, aux ressources que ces acteurs économiques tiraient eux-mêmes des quartiers populaires où ils sont implantés. Malgré tout, la relative autonomie dont disposent les classes populaires, mais aussi ces acteurs économiques, ne doit pas pour autant être idéalisée. Leur marge d'action est en effet limitée par les rapports de domination auxquels ces personnes sont soumises. Les motivations qui sous-tendent leurs stratégies et leurs pratiques peuvent également être envisagées comme le résultat des contraintes qui pèsent sur ces catégories sociales dominées.

Une relation réciproque de ressources

Le travail réalisé autour du site des Abattoirs a permis de mettre en évidence différents types de ressources, à la fois matérielles et symboliques, bénéficiant, d'une part, aux acteurs économiques du secteur de la viande et, de l'autre, aux habitants et usagers issus des classes populaires. La Figure 1 synthétise ces ressources, abordées dans la suite de cette partie, ainsi que cette relation réciproque de ressources entre activités économiques et habitants des classes populaires.

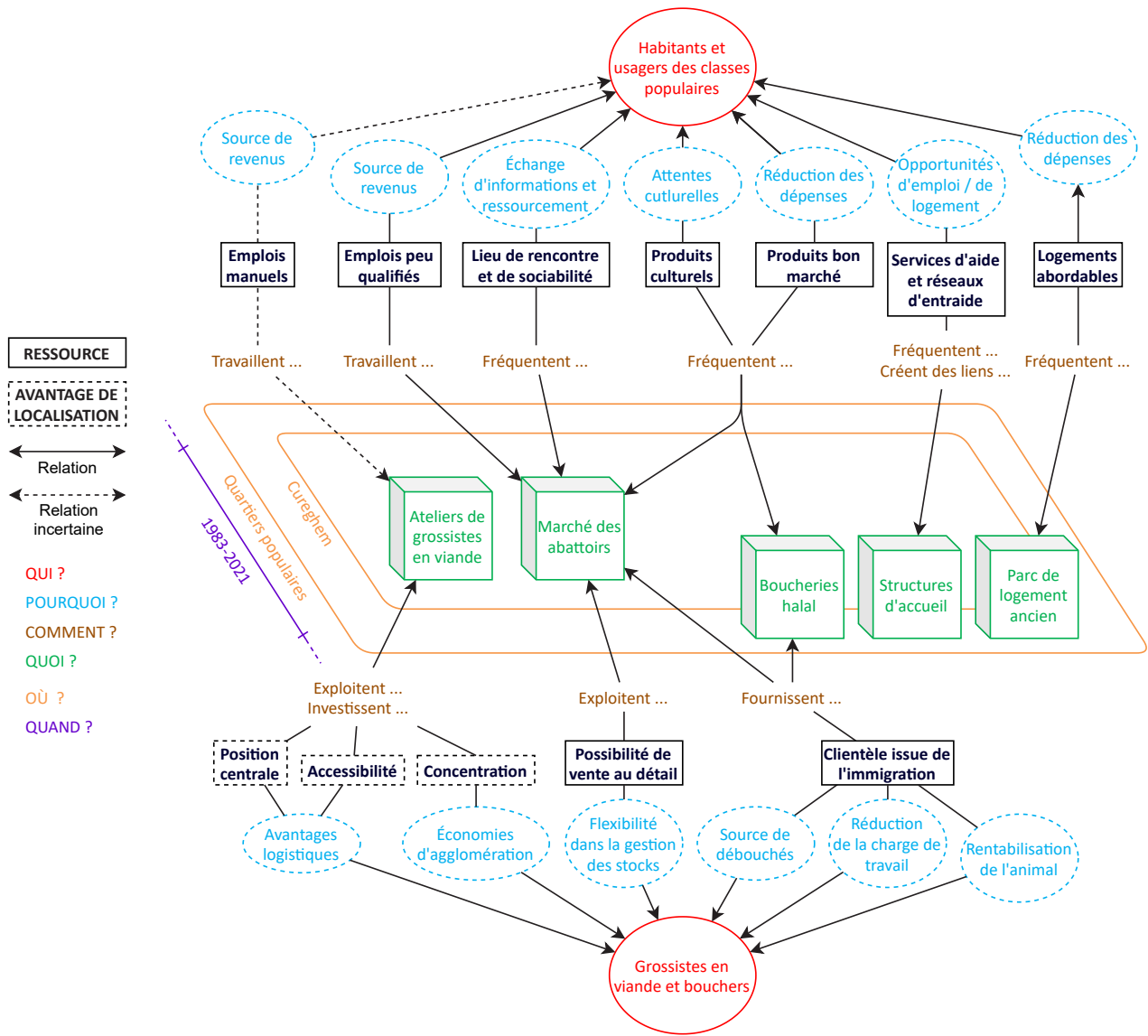


Figure 1. Schéma de synthèse des résultats empiriques
Auteur : Sanchez Trenado C.

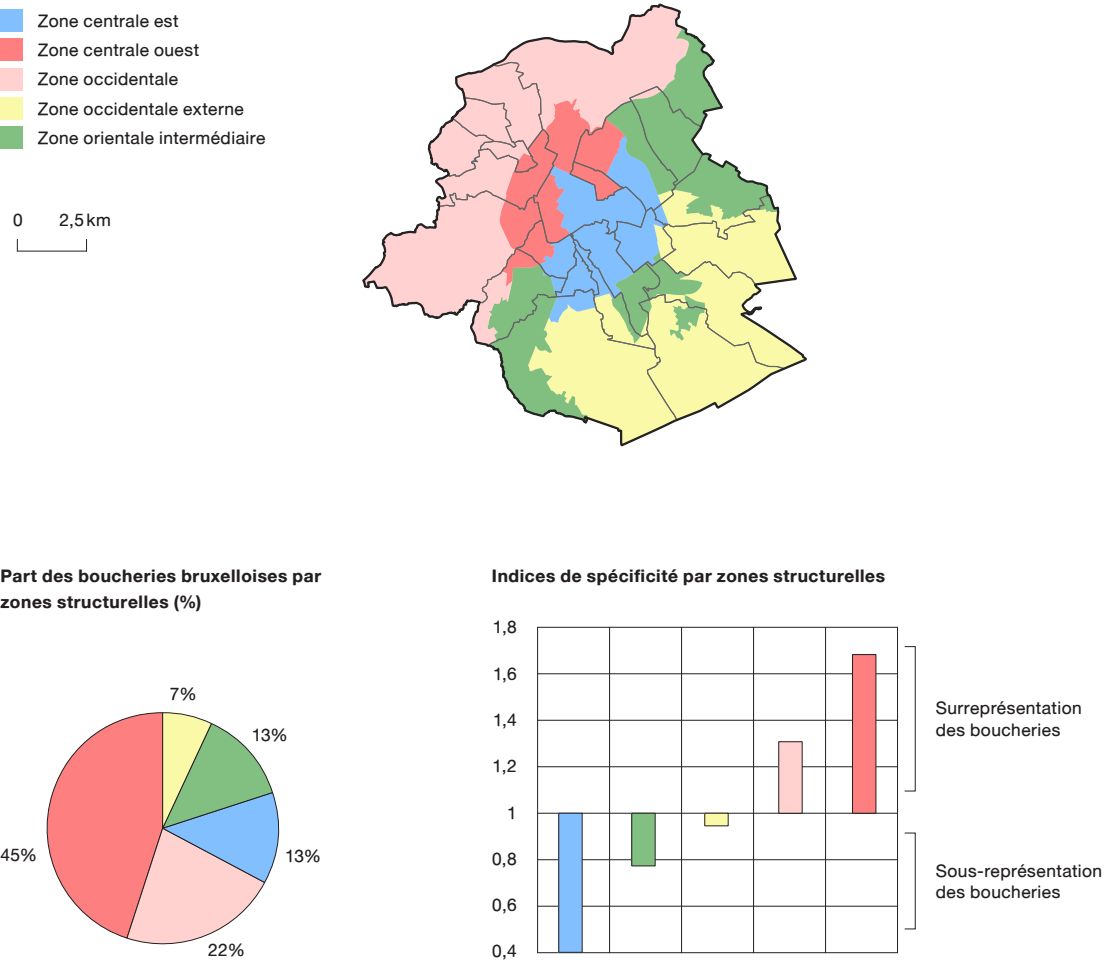
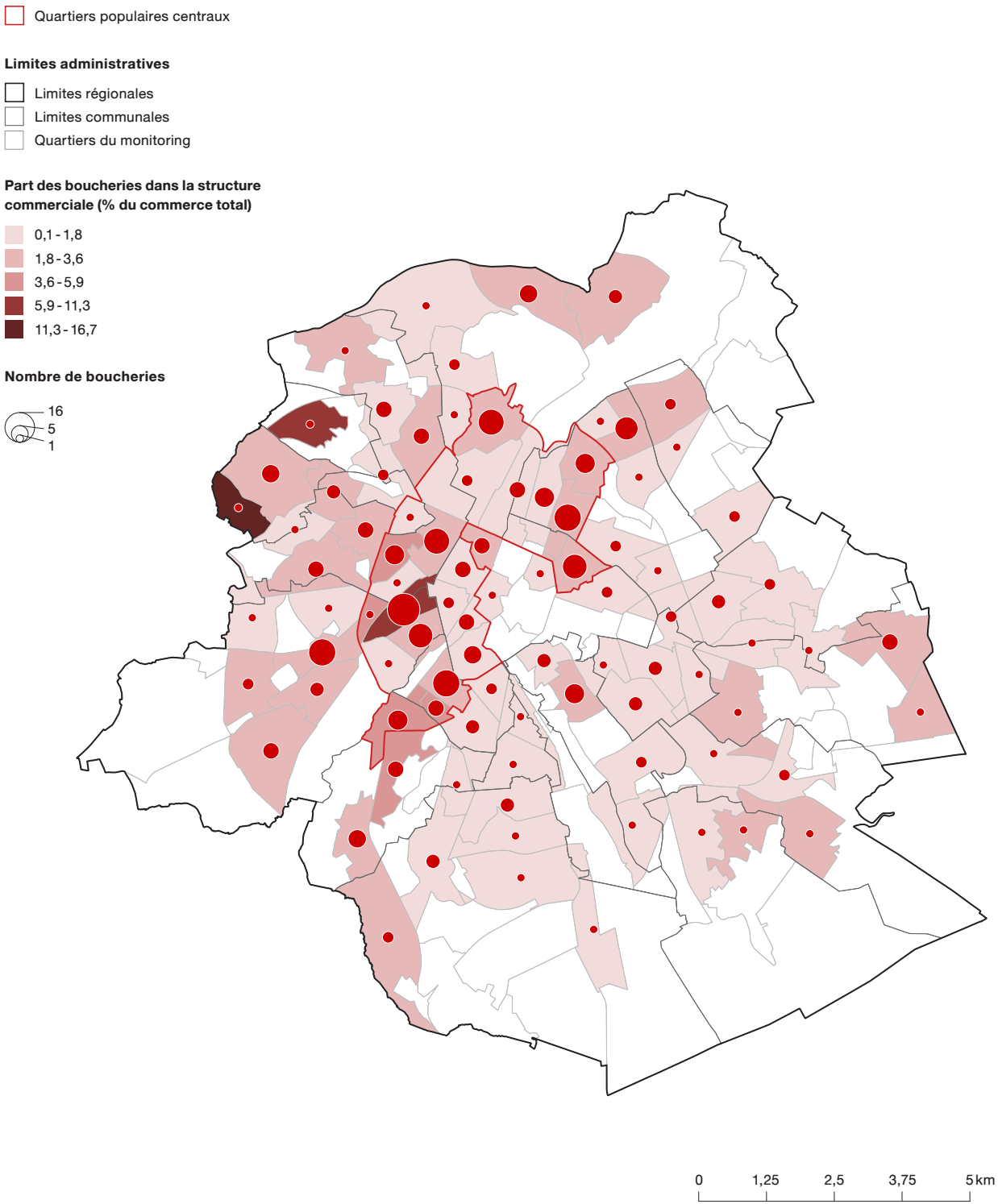
Tout d'abord, concernant le point de vue des grossistes, le regroupement sur un même site de ces différentes entreprises du secteur de la viande procure à ces activités certains avantages en termes d'économies d'agglomération. Cette concentration contribue en effet à l'attraction de la clientèle sur le site et permet également de réaliser certaines économies d'échelle (infrastructures communes et partage de matériel ou de véhicules). De plus, cette proximité facilite aussi l'entraide et la coopération entre entreprises, qui peuvent ainsi s'échanger des produits et répondre plus facilement à des commandes plus importantes.

Ensuite, la position centrale du site à Bruxelles, mais aussi en Belgique, représente également un atout supplémentaire pour ces entreprises. Celles-ci, dont l'activité dépasse largement les limites du quartier, bénéficient de fait de cette centralité qui offre des avantages en matière de logistique dans le cadre de leurs livraisons à destination ou à partir du reste de l'agglomération bruxelloise ou de la Belgique. Ces activités et le marché des Abattoirs jouissent en outre de la bonne accessibilité du site, par voie routière comme en transports en commun, qui facilite le transport de biens, mais aussi de personnes les jours de marché.

Il faut cependant remarquer que, si ces deux aspects (les économies d'agglomération et la position centrale) constituent bel et bien des atouts pour ces activités économiques, ils ne peuvent véritablement être qualifiés de ressources, dans la mesure où ils ne relèvent pas de caractéristiques propres au cadre local. En effet, bien qu'on soit tenté d'associer les économies d'agglomération à la notion de ressource, étant donné leur caractère localisé¹, ces avantages peuvent être délocalisés et ne reposent donc pas sur les spécificités du contexte local, contrairement à ce qu'implique la notion de ressource telle que définie ici. Outre ces deux avantages liés à la position centrale et aux économies d'agglomération, les activités du site bénéficient donc également de certaines ressources associées plus particulièrement à leur localisation au sein d'un quartier populaire tel que Cureghem.

Premièrement, dans un contexte de déclin du secteur de la boucherie, principale clientèle des grossistes du site avec celui de la restauration, l'émergence et le maintien du secteur de la boucherie halal au sein des quartiers populaires centraux constituent une ressource pour les activités du site. Venant combler la perte d'une partie de la clientèle des grossistes, ces boucheries leur offrent de plus la possibilité de rentabiliser pleinement l'animal abattu en écoulant des parties moins demandées par les boucheries non halal (pièces de viande provenant des parties avant de la bête, abats et tripes, etc.). Fournir les boucheries halal représente également une charge de travail moins importante que dans le cas des restaurants ou des boucheries belges traditionnelles, exigeant plus souvent des pièces désossées et pré-découpées.

1. Celles-ci reposant en effet sur la concentration d'acteurs économiques en un même lieu.



Carte 1. Répartition des boucheries bruxelloises par quartiers et par zones structurelles

Tel qu'on peut le voir sur cette carte, le secteur de la boucherie se concentre aujourd'hui principalement au sein des quartiers populaires centraux, c'est-à-dire la zone centrale située à l'ouest du centre-ville. Cette zone concentre en effet bon nombre de boucheries halals qui constituent aujourd'hui une large part des boucheries bruxelloises.

Source : Hub Analytics, découpage basé sur celui de l'IBSA

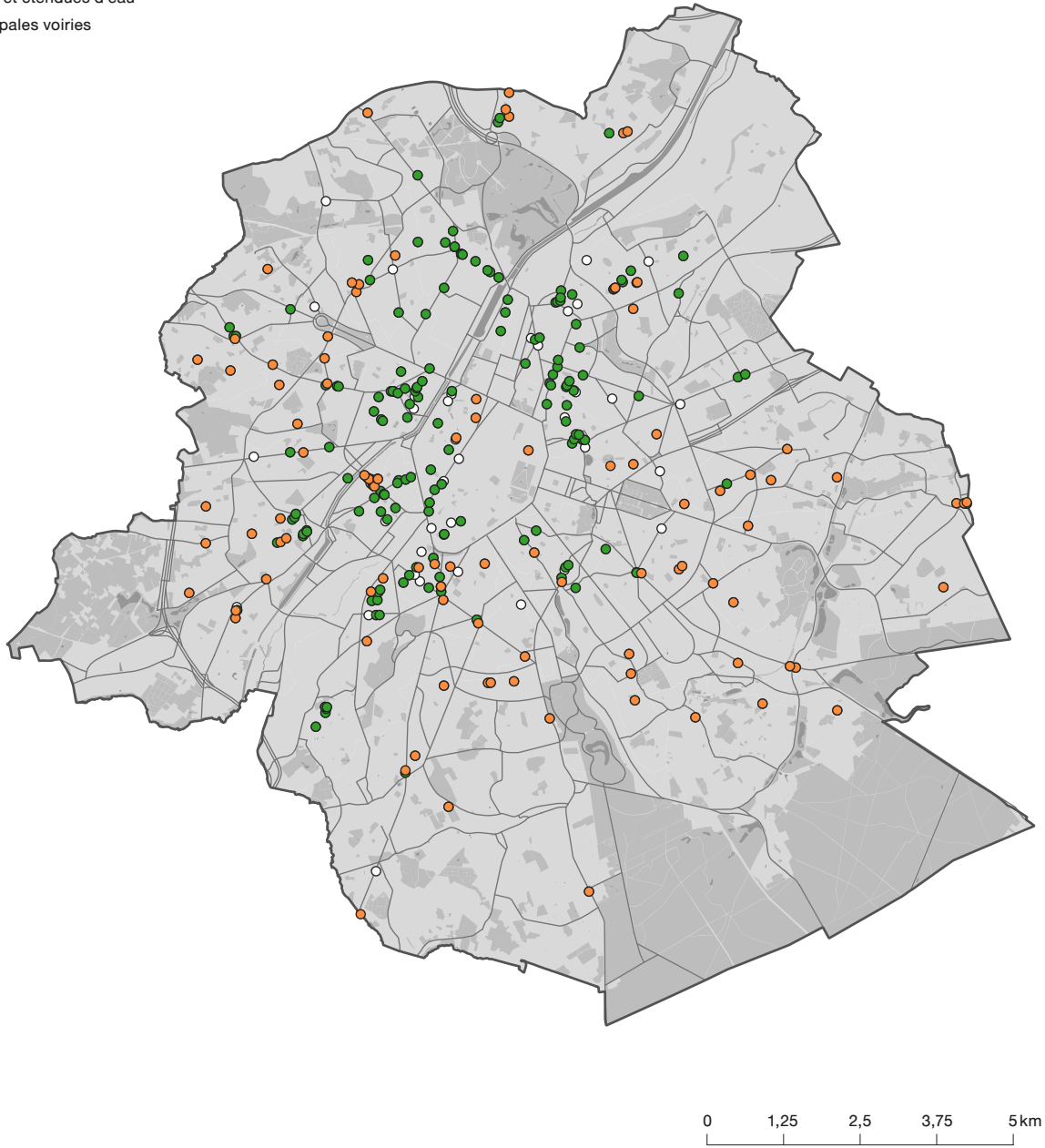
Auteur : Sanchez Trenado C.

Caractérisation visuelle

- mention *halal* en vitrine
- pas de mention *halal* en vitrine
- vitrine non catégorisée

Repères topographique

- espaces verts
- cours et étendues d'eau
- principales voiries



Carte 2. Répartition des boucheries halal à Bruxelles en 2017
Source: Bakkali Tahiri, C., Pâques, L. & Wayens, B. (2020), Ne pas courber l'échine: logiques de résilience des boucheries à Bruxelles. *Géomarketing*, <https://geomarketing.hypotheses.org/1598>
Sur base de données hub.brussels et relevé visuel par les auteurs sur base Google Street View.

Deuxièmement, la possibilité de vente au détail sur le site des Abattoirs représente une autre ressource pour les grossistes en viande situés sur celui-ci. La clientèle nombreuse qui fréquente les étals du marché constitue pour ces entreprises une source de débouchés supplémentaires qui permet une plus grande flexibilité dans la gestion des stocks et leur fournit des recettes additionnelles. De la même manière que dans le cas de la vente en gros, la diversité culturelle de la clientèle du marché, issue principalement d'Europe du Sud et de l'Est, d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne, permet également d'écouler des morceaux de viande généralement moins demandés par une clientèle belge (abats, tripes, pieds de bœufs, viande pour tajine, viande de chèvre, etc.).

Troisièmement, dans le cas de certains grossistes, la présence de logements aux loyers abordables et de réseaux communautaires facilite l'accueil de travailleurs issus de l'immigration et constitue donc indirectement une ressource pour les grossistes en viande. Il faut cependant remarquer que, contrairement à certains secteurs industriels bénéficiant de l'abondance de main-d'œuvre peu qualifiée au sein des quartiers populaires bruxellois, ce n'est pas le cas du secteur de la viande, qui repose sur des travailleurs relativement qualifiés.

Enfin, il faut également remarquer que, durant longtemps, l'absence de velléité de redéveloppement du quartier par les autorités communales ainsi que, jusque dans les années 1980, son inscription dans le giron communal² ont, d'une certaine manière, favorisé le maintien de cette activité au sein du quartier. En outre, la mobilisation et l'investissement d'acteurs économiques locaux dans le cadre de la reprise du site par une société privée ont également joué un rôle crucial dans la poursuite des activités du site.

Par ailleurs, les activités du site représentent elles-mêmes une série de ressources pour les habitants (résidents ou usagers) du quartier. Avant toute chose, la présence des activités industrielles du site peut constituer une source d'emplois manuels, relativement stables, qui offrent des opportunités d'engagement pour des travailleurs issus de l'immigration s'installant dans le quartier. Cependant, si ces activités ne demandent pas un haut niveau de diplôme, elles n'en requièrent pas moins certaines qualifications ainsi que, étant donné la taille généralement réduite de ces entreprises, une certaine polyvalence (travail de découpe et de désossement, tâches administratives, livraisons, contact avec la clientèle, etc.). Beaucoup de grossistes n'engagent d'ailleurs pas uniquement des travailleurs des quartiers populaires bruxellois. De plus, la faible rotation au sein de cette profession ne favorise pas non plus l'obtention d'un premier emploi pour des primo-arrivants et, à cet égard, ces activités ne constituent donc pas nécessairement une ressource pour ces derniers. La situation est cependant quelque peu différente lorsqu'on s'intéresse au cas du marché des Abattoirs. En effet, ce dernier présente plus d'opportunités d'emplois peu qualifiés, voire informels, comme c'est le cas par exemple des vendeurs à la sauvette. En outre, dans le cas de la vente sur les étals du marché, la maîtrise de langues étrangères (roumain, polonais, russe, arabe, etc.) permettant de communiquer avec la clientèle très diversifiée culturellement, peut aussi constituer un atout favorisant l'engagement.

² De par sa contribution aux finances publiques et au recrutement de fonctionnaires communaux.

Si la place qu'occupent les activités industrielles du site en matière d'emplois au sein des quartiers populaires bruxellois doit donc être nuancée, celles-ci peuvent malgré tout constituer, de manière plus indirecte, une ressource pour les classes populaires. Ces activités contribuent, entre autres, à l'approvisionnement, d'une part, des étals de bouchers du marché des Abattoirs et, d'autre part, d'un réseau de boucheries halal, ces dernières occupant une place prédominante au sein des quartiers populaires bruxellois. En effet, ces bouchers, en plus des emplois qu'ils génèrent, proposent souvent de la viande à un prix relativement abordable, permis par les catégories de viande proposée (parfois de qualité inférieure), mais surtout par les types de morceaux privilégiés (parties moins nobles de l'animal, abats, etc.). La vente de pièces non désossées permet aussi au boucher d'obtenir de meilleurs prix auprès du grossiste tout en y gagnant au poids lors de la revente de celles-ci. De plus, dans le cas des grossistes proposant de la viande sur le marché, cette situation peut sans doute s'expliquer également par l'absence d'intermédiaire, les grossistes faisant bénéficier les particuliers de prix proches des tarifs de gros tout en préservant leurs marges. Ensuite, outre son prix modéré, cette viande correspond également aux attentes culturelles et religieuses (viande pour tajine, produits halal) des populations qui habitent au sein des quartiers populaires. À ce sujet, l'arrivée de nouvelles communautés en provenance d'Europe de l'Est se marque par le développement d'une offre de boucheries s'adressant plus spécifiquement à ces dernières (proposant par exemple des charcuteries polonaises ou roumaines).

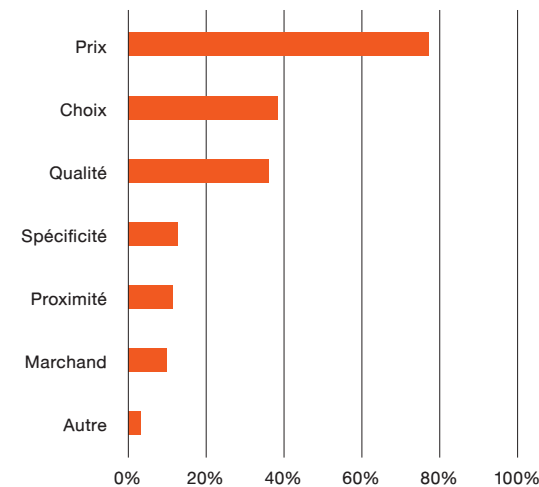


Figure 2. Raisons de se rendre au marché
Parmi les principaux avantages évoqués par la clientèle du marché, la possibilité de trouver des produits à des prix abordables demeure le principal motif de fréquentation du marché des abattoirs, bien avant la diversité ou la qualité des produits proposés sur celui-ci.
Source : enquête réalisée sur le marché des Abattoirs en 2019
Auteur : Sanchez Trenado C.

Par ailleurs, en dehors du secteur de la viande, le marché des Abattoirs pris dans son ensemble, proposant des produits frais bon marché et correspondant également à des attentes culturelles (produits africains, asiatiques, marocains, etc.) joue aussi, aux côtés des commerces de produits alimentaires exotiques qui bordent le site, ce rôle de ressource pour les classes populaires et, en particulier, pour des populations primo-arrivantes. De plus, ce marché représente également pour certains un espace de sociabilité permettant les échanges d'informations (concernant par exemple des opportunités d'emplois ou de logement) de même qu'un lieu de ressourcement (promenade et achats occasionnels, rencontres, restauration sur place).

L'insertion d'activités industrielles au sein de centralités populaires

L'approche développée dans ce travail avait aussi pour but de fournir un regard différent sur les centralités populaires, en abordant ces dernières du point de vue d'acteurs économiques qui y sont localisés, mais qui n'appartiennent pas nécessairement eux-mêmes aux classes populaires. Il s'agissait donc d'essayer de comprendre en quoi différents acteurs économiques pouvaient contribuer à la construction de centralités populaires et s'interroger sur les modalités de leur participation, consciente ou non, aux dynamiques de celles-ci. Cette perspective ouvre donc la voie à des questionnements sur les relations qu'entretiennent ces deux catégories d'acteurs. S'il a été postulé ici que ces acteurs économiques partagent, avec les classes populaires, une position dominée économiquement et socialement ainsi que des intérêts mutuels objectifs, cette approche ne doit pas pour autant faire abstraction des rapports de domination qui peuvent également traverser ces relations. La suite de ce chapitre abordera ainsi différents aspects qui permettent de caractériser l'inscription d'activités économiques au sein de centralités populaires en adoptant d'une part le point de vue des acteurs de l'activité économique, d'autre part celui des habitants (usagers et résidents) des classes populaires.

Une première approche visant à aborder l'inscription de l'activité économique dans un contexte social et local donné est l'entrée par le concept de *district industriel*. Cependant, bien que reprenant les idées d'économies d'agglomération et de relations de coopération entre acteurs économiques figurant dans le modèle de Marshall et Becatini (Daumas, 2006), on ne peut véritablement parler ici de district marshallien. En effet, malgré ces formes de coopération entre entreprises et même si, au début de son histoire, le site des Abattoirs a pu jouer un rôle de moteur pour une structure économique locale orientée autour des métiers de la viande et de ses sous-produits, les activités actuelles du site reposent aujourd'hui principalement sur des réseaux de fournisseurs et de clientèle qui dépassent largement le cadre local. De même, on ne peut pas non plus réellement parler d'accumulation d'une expertise locale en termes de main d'œuvre, beaucoup de grossistes employant des travailleurs ne provenant pas du quartier.

En outre, la volonté de ce travail était aussi d'éviter l'écueil d'une vision surlocalisée des relations sociales tel que c'est parfois le cas dans les travaux portant sur les districts industriels ou sur la *territorial embeddedness* (Hess, 2004). Les activités du site des Abattoirs ne peuvent en effet être abordées uniquement à l'échelle locale ou comme coupées d'autres espaces. Comprendre les relations nouées au sein du cadre local implique donc également de prendre en compte les évolutions du secteur à l'échelle régionale (e.g. déclin du secteur de la boucherie, débat sur la question de l'abattage sans étourdissement) et nationale (e.g. concentration du secteur, concurrence de la grande distribution), voire internationale (e.g. importations de viande étrangère, délocalisations). Il s'agissait aussi de se détacher de visions idéalisant les relations économiques locales, envisagées parfois exclusivement sous l'angle de la coopération, et de prendre en compte les rapports de domination et la complexité des relations entre acteurs économiques.

Cependant, il n'en demeure pas moins que la question de l'insertion d'acteurs économiques au sein de relations sociales localisées présente malgré tout un intérêt pour aborder les activités du secteur de la viande à Cureghem. En effet, les relations entre acteurs locaux du secteur peuvent être envisagées comme étant inscrites au sein d'une forme d'économie morale (Fassin, 2012). Bien que ce concept ait initialement été développé pour décrire l'action économique des classes populaires, les motivations et les pratiques des grossistes du site ne peuvent pas non plus se résumer uniquement en termes de rationalité économique, même si elles n'en sont jamais totalement dénuées. De fait, les grossistes en viande partagent un ensemble de valeurs liées à une forme d'éthique de travail (mise en avant de la fiabilité et de la qualité des produits, définition de «bonnes pratiques», etc.) construite en opposition au secteur de la grande distribution. En outre, si la concurrence reste malgré tout bien présente entre grossistes, de manière générale, elle semble quelque peu atténuée par les logiques de coopérations entre grossistes (entraide dans le cas de commandes importantes, mise en commun de véhicules, etc.) ainsi que par les avantages mutuels à se situer en un même lieu, notamment au travers de l'attraction de la clientèle. L'intérêt des activités du site dans leur ensemble passe donc parfois avant les intérêts individuels. Cette approche permet ainsi de décrire comment considérations économiques et morales peuvent parfois se mêler.

En outre, le cas des sites des abattoirs d'Anderlecht donne également à voir l'intersection entre deux économies morale : celle des classes populaires et celle des grossistes en viande. Bien que mieux situés socialement, ces derniers occupent également une position dominée au sein des rapports économiques et symboliques et partagent avec les classes populaires des intérêts mutuels objectifs. En effet, en dehors du cadre local de Cureghem où ces acteurs économiques occupent une position dominante vis-à-vis des classes populaires, ceux-ci subissent aussi ces rapports de domination vis-à-vis de segments plus compétitifs du secteur de la viande ou d'autres fonctions urbaines plus fortes (logement, bureaux, commerces).

De plus, certains des grossistes rencontrés, appartenant à des entreprises familiales inscrites depuis longtemps dans ce quartier populaire, font aussi preuve d'un véritable attachement émotionnel à celui-ci. À cet égard, la société gestionnaire du site, dont l'histoire doit beaucoup à la mobilisation d'acteurs économiques du quartier, fait preuve d'un rapport de type paternaliste vis-à-vis du quartier, se voyant comme un bienfaiteur dont la présence serait bénéfique à celui-ci. La société s'est notamment investie dans différents projets de centres d'entreprises situés à proximité (COOP, centre Euclides) et se présente souvent comme le garant du dynamisme économique du quartier.

Par ailleurs, la composante culturelle et religieuse, notamment au travers des questions de la viande halal ou encore des habitudes culinaires des différentes communautés qui consomment de la viande, joue un rôle important dans l'inscription du secteur de la viande au sein du contexte local des quartiers populaires bruxellois. L'orientation de l'offre des grossistes en viande vers des produits répondant aux besoins de ces différentes communautés peut cependant également être considérée comme un choix contraint par l'évolution de leur clientèle. En effet, du point de vue de la vente en gros, le recours aux boucheries halal, malgré les avantages qu'il procure, constitue avant tout une adaptation face à la concurrence de la grande distribution et au déclin du secteur de la boucherie traditionnelle belge. De même, concernant la vente au détail, les revenus modestes et la diversité culturelle de la clientèle du marché contraignent les bouchers d'une part à maintenir leurs prix bas et d'autre part à se positionner, selon la clientèle ciblée, sur les types de morceaux (tripes, abats, morceaux nobles ou non) ou les types de viande (porc, bœuf, agneau ou chèvre, viande halal ou pas) proposés.

En outre, cette relation entre commerçants et clients repose fortement sur des liens de confiance, comme on a pu le constater dans le cas du relatif boycott de la viande des abattoirs par la communauté marocaine (Figure 3). Les différentes mesures prises par les autorités publiques à l'encontre de l'abattage sans étourdissement ainsi que le fait de proposer à la fois, sur un même marché, des produits halal et non halal, ont en effet eu pour résultat de susciter des doutes sur la certification halal de la viande du marché, contrairement à celle vendue en boucherie. Cette confiance entre boucher et client est d'autant plus importante que la viande est un produit sensible. Les faibles prix pratiqués sur le marché, les conditions d'hygiène et de réfrigération des étals, et les différents scandales sanitaires qui ont secoué le secteur contribuent donc également à faire peser le doute sur la qualité de la viande proposée.

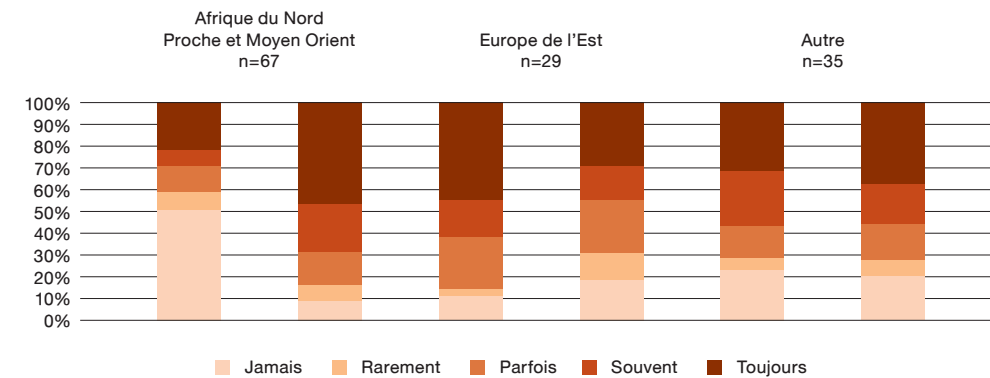


Figure 3. Achats de viande selon l'origine nationale
Source: enquête réalisée sur le marché des Abattoirs en 2019

Enfin, il faut remarquer que cette inscription au sein du cadre local peut aussi être décrite comme le résultat d'un choix contraint. En effet, l'absence de sites similaires (suffisamment grands, équipés et à un coût abordable) à Bruxelles et les coûts qu'implique le déplacement de l'activité limitent les possibilités de délocalisation au sein de la Région de Bruxelles-Capitale. D'une certaine manière, ces activités peuvent parfois, au même titre que les classes populaires, être captives de leur environnement local, faute d'alternative.

En bref, le secteur de la viande est donc profondément inscrit dans son contexte local. Cependant, cette relation doit en permanence être replacée dans un contexte spatial et temporel plus global qui demande à ces acteurs économiques de négocier leur place au sein de ces quartiers populaires. En outre, si le cadre local offre bel et bien des ressources aux grossistes, cette situation peut également être perçue comme le résultat des contraintes qui pèsent sur ces activités.

Si on adopte à présent le point de vue des habitants des classes populaires, un premier constat est que le lien direct qui avait pu exister par le passé entre ceux-ci et les activités industrielles du site est aujourd'hui ténu. En effet, d'une part, les grossistes du site n'engagent pas exclusivement des travailleurs des quartiers populaires bruxellois et leur rôle en tant que pourvoyeurs d'emplois doit donc être nuancé. D'autre part, le secteur de la viande a connu un processus d'invisibilisation progressif. Ce dernier peut s'expliquer notamment par le déclin du nombre de grossistes en viande encore actifs au sein du quartier ainsi que par la fermeture du marché aux bestiaux, qui offraient tous deux une certaine visibilité au secteur. Opérant tôt dans la journée, les activités du site, relativement isolées du reste du quartier, se font assez discrètes et les opportunités de rencontre entre les travailleurs et habitants du quartier sont peu nombreuses. Le site est de fait relativement désert durant la semaine et l'abattoir lui-même tend à être occulté par le marché qui prend place sur le site durant le week-end. Dès lors, outre son rôle dans l'approvisionnement du secteur de la boucherie dans les quartiers populaires bruxellois, le lien entre ce site d'activités économiques et les classes populaires est donc plutôt à chercher au niveau du marché des Abattoirs.

Cet espace fait en effet l'objet d'une forme d'appropriation par les classes populaires qui, au travers de leur fréquentation, l'occupent physiquement et symboliquement (Ripoll et Veschambre, 2005). Cette appropriation se marque par l'adaptation de l'offre commerciale au profil de la clientèle du marché, mais également par l'ambiance plus générale du marché (les cris, la foule, les odeurs, etc.) qui, comme il ressort du discours des habitants, relève d'un imaginaire populaire.

Le marché des Abattoirs constitue en outre un support du travail de subsistance, entendu comme un travail visant la satisfaction des besoins élémentaires (consommer des biens et des services, se soigner, s'occuper de son bien-être et de celui des autres, gagner de l'argent) (Rosa Bonheur, 2019). Si ce travail peut s'observer au travers des opportunités d'emplois plus ou moins formels que suscite la présence du marché (travailleurs des bouchers, personnel des divers marchands, vendeurs à la sauvette), les pratiques de réduction des dépenses et les stratégies d'achats observées sur le marché (achats en grandes quantités et conservation des produits, comparaison et marchandage du prix, choix du jour et de l'heure de visite de manière à bénéficier de tarifs plus avantageux) constituent également différents exemples de ce travail de subsistance. Ce travail s'inscrit en outre au sein de réseaux interpersonnels et de communautés d'appartenance et permet de donner une valeur morale aux pratiques des classes populaires. En effet, ce lieu de sociabilité participe à l'échange d'informations (opportunités de logement, d'emplois, etc.) et contribue au renforcement de dynamiques de solidarité, la popularité de ce marché devant elle-même beaucoup au bouche-à-oreille. Il faut cependant remarquer que pour de nombreuses personnes, se rendre au marché des Abattoirs ou dans les commerces bon marché des alentours constitue avant tout une nécessité. Dès lors, fréquenter ce site pour y réaliser ses achats peut également être parfois vécu comme un aveu de pauvreté.

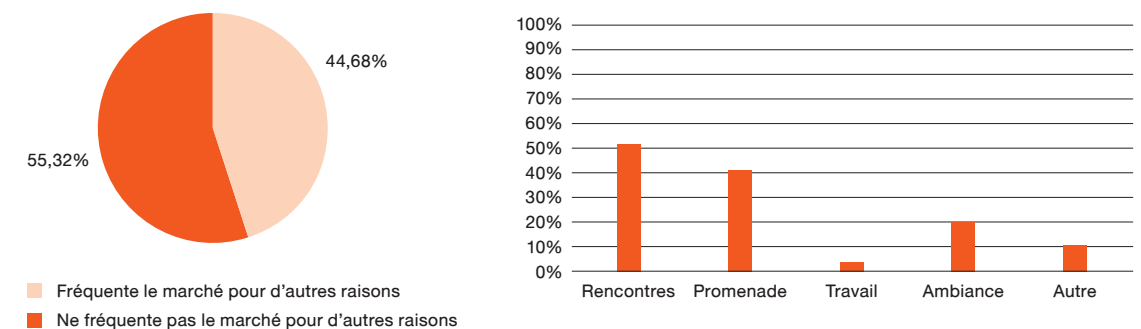


Figure 4. autres motifs de fréquentation du marché
En plus des achats, le marché constitue aussi un espace public et de sociabilité qui pour une grande partie de la clientèle, joue également un rôle de ressourcement.
Source: enquête réalisée sur le marché des Abattoirs en 2019
Auteur: Sanchez Trenado C.

Ainsi, les classes populaires, au travers de ce travail de subsistance et de cette appropriation matérielle et symbolique de l'espace du site, contribuent également, au côté des acteurs économiques, à la production des espaces populaires et soutiennent le fonctionnement de ces activités industrielles et commerciales.

Transformation d'un site, des activités sous pression

Le maintien des activités du secteur de la viande du site des Abattoirs d'Anderlecht, de même que l'appropriation de cet espace par les classes populaires, sont aujourd'hui remis en question par les projets de redéveloppement du site. Cette dernière partie sera donc consacrée aux pressions sur le quartier et ses activités, à la discussion des évolutions et transformations de ce site et de son quartier, ainsi qu'aux impacts que ces dernières pourraient avoir sur la relation réciproque de ressources décrite précédemment et par conséquent, sur la continuité de l'occupation populaire de ce quartier. S'il s'agit surtout ici de s'intéresser aux évolutions du cadre local, il faut cependant mentionner que les activités du site des Abattoirs, se trouvant dans une situation de concurrence face au secteur de la grande distribution, doivent avant tout faire face aux processus de concentration au sein du secteur de la viande. Les grossistes du site sont en effet confrontés à la monopolisation des filières de formation et des canaux de recrutement de la main-d'œuvre par la grande distribution, à la diminution de leur clientèle liée à la compétition des supermarchés à l'égard des bouchers, ainsi qu'à la concurrence directe des abattoirs industriels et des grandes surfaces de gros dont les capacités logistiques et les économies d'échelle dépassent largement celles des grossistes de Cureghem.

En outre, en plus de ces questions de concurrence, les activités des grossistes des Abattoirs doivent également faire face au risque que représentent les mesures visant à interdire l'abattage sans étourdissement. Beaucoup de grossistes dépendent en effet d'une clientèle de bouchers de confession musulmane. Déjà appliquée en Flandre et en Wallonie, une interdiction similaire à Bruxelles pourrait avoir d'importantes conséquences économiques pour ces activités. Par ailleurs, la baisse de la consommation de viande, la montée du végétarisme, y compris chez les classes populaires, ainsi que, de manière générale, l'image négative dont pâtit le secteur à cause de nombreux scandales sanitaires, pèsent également sur cette activité qui, en réaction, se fait de plus en plus discrète. Face à cette situation difficile, beaucoup des chefs d'entreprises partagent donc un point de vue assez pessimiste sur l'avenir de leur activité. Les difficultés financières, l'impopularité de la profession, le manque de volonté de reprise de l'entreprise familiale et le découragement lié au jugement moral qui pèse sur cette dernière, renforcé notamment par le rôle des organes de contrôle du secteur, rendent l'avenir de ces activités incertain.

Dans ce contexte, à l'échelle locale, les évolutions du site et du quartier constituent également un enjeu pour le maintien de cette activité. En effet, après le départ de nombreux grossistes installés dans les environs du site, en raison notamment des coûts trop élevés de mise aux normes sanitaires de leurs locaux, c'est aujourd'hui au tour des activités du site de subir les pressions liées au redéveloppement de ce dernier, la société gestionnaire (Abattoir SA) s'étant lancée dans un ambitieux plan de transformation de son site d'activité. Ce *Masterplan* prévoyait initialement le maintien de l'Abattoir d'Anderlecht et d'une partie des grossistes en viande au sein d'un nouveau bâtiment (la Manufaktur). Le projet final ne comprend cependant plus d'abattoir et compte moins d'une dizaine d'ateliers de grossistes. La réalisation de ce nouveau bâtiment et la destruction de l'ancienne infrastructure impliquent un fort recul du secteur de la viande sur le site. À l'inverse, la SA Abattoir s'est aussi lancée dans une politique de diversification de ses activités, attirant sur son site diverses entreprises actives dans les domaines de l'agriculture urbaine (BIGH, Champignon de Bruxelles, Urban Harvest) et de la récupération alimentaire (Envie).

Comme le montre l'analyse des diverses activités productives de Cureghem (Orban et al., 2021), cette situation n'est pas spécifique au cas des abattoirs. Tel que le relèvent Sprague et Rantisi (2018) dans leur étude sur le quartier de Mile-Ex à Montréal, ce processus de remplacement d'un type d'activité par un autre peut être assimilé à une forme de *gentrification productive*.

Dot Jutgla, Pallares-Barbera, and Casellas (2012) use the term 'productive gentrification' to refer to the shifting geography of activities associated with efforts to attract new (and ostensibly, more 'productive') uses that can cater to the work and life orientation of members of the creative class. (Sprague et Rantisi, 2018, p. 6)

Partant de la conception initiale de la gentrification en tant que dynamique de déplacement de résidents défavorisés au profit de nouveaux arrivants des classes moyennes, cette approche introduit une nouvelle perspective au sein de la littérature sur la gentrification en considérant les entreprises à la fois comme des moteurs, mais aussi comme des cibles de la gentrification. En effet, si jusqu'à présent, certaines activités industrielles et manufacturières plus anciennes ont pu bénéficier d'une série d'avantages liés à leur localisation urbaine (proximité du Ring et du centre-ville, main-d'œuvre peu qualifiée abondante, marchés de niche, systèmes de coopérations entre différents organismes, etc.), elles connaissent aujourd'hui des difficultés croissantes à s'y maintenir. Au même titre que les grossistes en viande des Abattoirs, ces activités productives connaissent aussi des problèmes pour renouveler leur force de travail et souffrent d'une image médiatique relativement négative auprès de l'opinion publique. À cette situation vient également s'ajouter une série de difficultés supplémentaires (congestion automobile, concurrence de grands groupes, espaces inadaptés à la production, etc.), qui remettent chaque jour un peu plus en cause le maintien des anciennes activités productives en ville.

De plus, différentes dynamiques spécifiquement urbaines sont aujourd'hui également en cause, telles que les pressions immobilières privilégiant la fonction résidentielle, ou les plans d'aménagements portés par les pouvoirs publics, orientés vers les classes moyennes et la vision de la qualité de vie qui y est associée. À Cureghem, la multiplication de projets d'aménagement (Contrats de Quartier Durable, Plan d'Aménagement Directeur, Contrat de Rénovation Urbaine), mettant souvent l'accent sur la production de logements, le réaménagement d'espaces publics ou la mise en place d'équipements collectifs posent la question de la cohabitation de ces fonctions résidentielles avec les activités productives et commerciales présentes dans le quartier ainsi que celle de la place réellement laissée aux activités économiques dans ces projets. En outre, ces programmes peuvent aussi s'accompagner de la mise en place de réglementations et d'aménagements défavorables à la présence de ces activités productives jugées indésirables (réduction des espaces de stationnement ou de manœuvre pour le charroi lourd, mise à sens unique et rétrécissement de la chaussée, aménagement à valeur esthétique, etc.). Ces pressions s'exercent non seulement sur le maintien des activités industrielles et manufacturières du quartier, mais également sur toute une série d'activités commerciales de gros ainsi que les commerces de voitures d'occasion (Rosenfeld et Van Criecken, 2015) qui partagent certaines caractéristiques communes avec les activités industrielles. Avec elles, c'est donc bien le cœur de la structure économique du quartier qui est ciblé par ces mesures.

En revanche, la situation est différente lorsqu'on s'intéresse aux activités associées à l'économie de la connaissance, aux secteurs dits créatifs ou encore à l'économie circulaire. En effet, ces activités productives, apparues plus récemment, si elles sont également confrontées à certaines difficultés, bénéficient de soutiens publics ou privés beaucoup plus importants. Cela se traduit notamment par un accès au foncier facilité, des subsides et investissements significatifs dans la production, des emplois subventionnés, etc. Si activités anciennes et nouvelles sont parfois difficiles à distinguer sur base de critères objectifs (taille d'entreprise, statut légal, réseaux de fournisseurs et de clients, processus de production, stabilité financière, types d'emplois, etc.), celles-ci se différencient principalement par la valeur subjective qui leur est accordée. Alors que les nouvelles activités désignées comme créatives, innovantes et durables sont promues par les acteurs chargés de l'aménagement du territoire, les activités industrielles et manufacturières sont généralement déconsidérées par ceux-ci.

De plus, si, par certains aspects, les nouvelles activités productives peuvent malgré tout jouer un rôle de ressources pour les habitants des classes populaires (création d'emplois locaux peu qualifiés, recours à des fournisseurs et clients locaux, etc.), l'idée qu'une activité productive en vaudrait une autre doit être questionnée. En effet, étant également soumises à des contraintes de marché, ces nouvelles activités ne se limitent souvent pas au marché local et, du reste, ont tendance à privilégier des produits d'un standing supérieur, s'adressant à une clientèle appartenant plutôt aux classes moyennes. Par ailleurs, les emplois créés dans le cadre de ces nouveaux organismes productifs, s'ils s'adressent

bel et bien en partie à des populations précarisées, restent relativement fragiles, car largement subventionnés, et n'aboutissent en général pas à des postes fixes. Enfin, la contribution du productif à la gentrification de Cureghem semble également un enjeu crucial. Les nouvelles activités productives attirent en effet des publics de classes plus aisées, via une communication, de l'événementiel et des produits leur étant destinés. Ces nouvelles activités s'insèrent dans de plus petits espaces et générant moins de nuisances. Elles s'intègrent ainsi plus facilement aux développements immobiliers, favorisant le logement et les usages de consommation de classes moyennes.

Comme le font remarquer Sprague et Rantisi (2018), ce soutien inégal apporté à différentes catégories d'activités productives relèverait d'une forme de processus de *state-led* gentrification :

In line with such critiques, Janoschka, Sequera, and Salinas (2014) suggest that initiatives by municipalities to promote 'regeneration through creative industries' represent a form of 'state-led' gentrification. Coined by Hackworth and Smith (2001), 'state-led' gentrification refers to efforts by the public sector to actively orchestrate place-based investments in new uses that are considered profit-oriented with the effect of displacing existing uses. (Sprague, Rantisi, 2018, p. 5)

Le maintien d'une activité dépendrait donc fondamentalement de son degré de concordance avec les intérêts au cœur du projet de développement urbain dominant et leur expression socio-spatiale. À Bruxelles, il s'agit principalement de la priorisation des fonctions qui favorisent attractivité territoriale dans la compétition entre régions, telles que les projets résidentiels ciblant les classes moyennes ou supérieures, la production de bureaux à destination de services de haut niveau, l'organisation d'événements et la construction d'équipement culturels ou sportifs de grande ampleur, etc. Ces fonctions sont au centre du développement urbain bruxellois des trente dernières années et ont été développées par de puissants acteurs du développement territorial, tant privés que publics (Vandermotten, 2014). Ainsi, ce seraient donc les activités productives les moins en adéquation avec les intérêts de ces acteurs qui seraient les plus repoussées en dehors de la ville tandis que, inversement, les acteurs publics bruxellois favorisent ouvertement les nouveaux organismes productifs aux impacts sociaux questionnables et dont le rôle de ressource pour les classes populaires est loin d'être assuré.

Une centralité populaire disputée

Le recul du secteur productif ancien et l'apparition de ces nouvelles activités ne sont par ailleurs pas les seuls éléments qui viennent menacer la continuité de l'occupation populaire du quartier. Tout d'abord, à l'échelle du site des Abattoirs, les évolutions que connaissent les activités industrielles s'inscrivent dans une dynamique plus générale de transformation de l'image associée à cet espace. En effet, malgré un certain attachement à son activité traditionnelle, la SA Abattoir poursuit maintenant depuis plusieurs années une politique visant à promouvoir l'attractivité du site à l'égard des classes moyennes. Cette stratégie, s'exprimant au travers d'une communication de plus en plus soignée, se marque notamment par la promotion de ces nouvelles activités économiques (en particulier celles appartenant au secteur de l'économie circulaire) jouissant d'une image beaucoup plus positive que celles du secteur de la viande, mais aussi par l'organisation d'événements festifs (e.g. *afterwork parties*) et culturels (e.g. expositions, conférences) orientés vers les classes moyennes. Même la collaboration entre la SA Abattoir et l'asbl Cultureghem, dont les activités ciblent pourtant les habitants des classes populaires, participe également à cette logique d'amélioration de l'image du site.

Si jusqu'à présent, ces nouvelles activités économiques ou culturelles sont restées séparées spatialement et temporellement des activités traditionnelles du site (secteur de la viande et marché des Abattoirs), cette volonté de changer l'image du site pourrait à terme remettre en question le caractère populaire du marché. L'exemple du FoodMet, la nouvelle halle de marché couvert est à cet égard assez marquant. En effet, ce projet témoigne d'une volonté de monter en gamme (coûts plus élevés des emplacements, tentatives d'implantation de marchands de produits bios) et de promouvoir une image plus soignée du marché (sélection des bouchers se retrouvant dans le nouveau bâtiment, espaces plus réglementés et contrôlés). Si pour le moment, l'offre commerciale du FoodMet ne diffère pas de celle du reste du marché, faute de rencontrer un public qui soit demandeur d'une offre de plus haut standing, la création de ce nouveau bâtiment opère cependant un glissement dans les représentations de ce marché et renvoie à un imaginaire qui correspond plutôt à celui des classes moyennes qu'à celui des classes populaires. Le marché des Abattoirs n'est donc pas à l'abri d'un processus graduel de gentrification commerciale, tel qu'il a déjà pu être observé ailleurs (Chabrol et al., 2014 ; Mascia et al., 2015 ; González et Waley, 2013 ; González et Dawson, 2018).

Par ailleurs, ces évolutions du site des Abattoirs s'inscrivent dans un processus de gentrification plus global qui s'accompagne de pressions immobilières croissantes sur les quartiers populaires centraux, et Cureghem n'y fait pas exception. On observe en effet une multiplication des projets immobiliers privés comme publics au sein du quartier et dans ses environs (cf. introduction, carte 1). En outre, si la présence de la place marchande du commerce euro-africain d'exportation de véhicules d'occasion a pu, jusqu'à présent, constituer un obstacle à la gentrification du quartier Heyvaert (Rosenfeld et Van Crieckingen, 2015), le départ ou la reconversion de ces activités risque bel et bien de changer

la donne. En particulier, beaucoup de ces commerçants étant propriétaires de grandes parcelles, les négociations autour de la question du contrôle du foncier local par ceux-ci jouent un rôle décisif. Malgré l'abandon d'un projet de déplacement des activités de commerce de voitures sur un site excentré, il n'est pas totalement exclu qu'un nouveau terrain d'entente se dessine entre autorités publiques et acteurs privés de la place marchande autour d'un objectif de rehaussement de la rente foncière et de basculement du profil d'usage du quartier.

Ces transformations sont encore peu visibles aux yeux des classes populaires, pour lesquelles l'image de relégation du quartier reste encore dominante. Celles-ci ressentent déjà malgré tout l'augmentation des coûts du logement, posant ainsi la question du devenir des personnes des classes populaires qui résident à Cureghem. Comme ont pu le montrer les auteurs du collectif Rosa Bonheur (2019) dans le cas de la ville de Roubaix, les centralités populaires représentent donc des espaces disputés, au mieux ignorés, sinon contestés par les pouvoirs publics via la rénovation urbaine et les politiques du cadre de vie. La destruction des ressources constitutives de ces centralités populaires, encouragée par l'action publique, pourrait donc remettre en question l'occupation populaire du quartier et déstabiliser l'équilibre fragile sur lequel repose la subsistance des classes populaires.

Bibliographie

Chabrol M., Fleury A., Van Criekingen M. (2014). Commerce et gentrification : Le commerce comme marqueur, vecteur ou frein de la gentrification. Regards croisés à Berlin, Bruxelles et Paris. In Gasnier A., Lemarchand N., *Le commerce dans tous ses états. Espaces marchands et enjeux de société* (pp.277-292). Rennes : PUR

Daumas, J-C., (2006). Districts industriels : du concept à l'histoire. *Revue économique*, 58 (1), 131-52.

Fassin D., (2012), Vers une théorie des économies morales. In Fassin D., Eideliman J-S., *Economies morales contemporaines* (pp. 19-47), Paris : La Découverte

Faure, S., Thin, D., (2019). *S'en sortir malgré tout. Parcours en classes populaires*. Paris : La Dispute

González, S., Dawson, G., (2018). Resisting gentrification in traditional public markets: Lessons from London. In González S., *Contested markets contested cities* (pp. 54-71). Londres : Routledge.

González, S., Waley, P., (2013). Traditional Retail Markets: The New Gentrification Frontier? *Antipode* 45(4), 965-983.

Hackworth, J., Smith, N., (2001). The changing state of gentrification. *Tijdschrift Voor Economische*, 92(4), 464-477.

Hess, M. (2004). 'Spatial' relationships? Towards a reconceptualization of embeddedness. *Progress in Human Geography*, 28(2), 165-86.

Janoschka, M., Sequera, J., Salinas, L. (2014). Gentrification in Spain and Latin America. *Journal of International Urban and Regional Research*. 38(4), 1234-1265.

Mascia, C. (2015), Le marché, outil de développement urbain ? In Devleeshouwer, D., Sacco, M. & Torrekens, C., *Bruxelles, ville mosaïque. Entre espaces, diversités et politiques* (pp.49-59). Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles.

Orban, A., Sanchez Trenado, C., Vanin, F. (2021). A qui profitent les activités productives ? Analyse du cas de Cureghem. *Brussels Studies*, 153. <https://doi.org/10.4000/brussels.5322>

Ripoll, F., Veschambre, V. (2005). L'appropriation de l'espace comme problématique, *Norois*, 195(2), 7-15.

Collectif Rosa Bonheur (2016). Centralité populaire : un concept pour comprendre pratiques et territorialités des classes populaires d'une ville périphérique. *SociologieS* [En ligne]. <https://doi.org/10.4000/sociologies.5534>

Collectif Rosa Bonheur (2019). *La ville vue d'en bas : travail et production de l'espace populaire*. Paris : Éditions Amsterdam.

Rosenfeld, M. & Van Criekingen M. (2015). Gentrification vs. place marchande. Présent et devenir d'une centralité commerciale euro-africaine d'exportation de véhicules d'occasion. *Uzance*, 4, 27-38.

Schwartz, O. (2011). « Peut-on parler des classes populaires ? », *La Vie des idées* [En ligne]. <https://laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html>

Sprague, M. & Rantisi., N. M. (2018). Productive gentrification in the Mile-Ex neighborhood of Montreal, Canada: exploring the role of the state in remaking urban industrial clusters. *Urban Research & Practice*, 12(4), 301-321. <https://doi.org/10.1080/17535069.2018.1448109>

Van Criekingen, M. (2020). *Contre la gentrification*, La dispute

Vandermotten, C. (2014). *Bruxelles, une lecture de la ville*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles

Chapitre 5

Urban infrastructure and space as resources for productive activities

Urban infrastructure and space as resources for productive activities

Three examples from Cureghem, Brussels

Bonello V. (Ca' Foscari University of Venice), Faraone C. (Università Iuav di Venezia), Nicoletto L. (Università Iuav di Venezia), Pedrini G. (Kore University of Enna)

Introduction

In recent years, there has been a turn in urban development policies with a specific focus on urban manufacturing. In light of socio-economic trends and processes, manufacturing is clearly regaining a central position in urban agendas both from a policy point of view (EU industrial policy) and from an industrial point of view (Clark, 2014; Wolf-Powers, 2017).

The partial rerouting of urban policies from consumption to productive activities and related services is rooted in different kinds of resources: the widespread availability of land due to the abandonment of processes by industrial plants and buildings; new technologies in the production flow (known as Industry 4.0) that can manage small-scale production with a low environmental impact; an increasing supply of qualified workers profiting from spatial accessibility and cognitive and social proximity; and a variety of functions and services that usually characterises urban environments. Promoting and supporting manufacturing in the city has also been going hand in hand with policies promoting the circular economy and in particular optimisation of the industrial metabolism “through industrial symbiosis, whereby the waste output from one industry can become an input for another, providing both cost savings and environmental benefits” (Broto et al., 2012, p. 853). These efforts also focus on reuse instead of just recycling residual/out-of-cycle products, like the reuse of building components, for example.

In this respect, as occurs in many environmental and industrial policies coming from a critical urbanism and urban political ecology perspective, the aim of understanding and enhancing urban metabolism processes must be reconnected to the whole city lifecycle and its urban ecosystem. As such, manufacturing must be considered as part of a more complex system and not just as a component of the productive sector (Wachsmut, 2012). Therefore, when talking about urban manufacturing and about bringing production back to stay in

European urban environments, we not only address environmental, logistical and economic issues, but also social ones. Urban change, based on the interaction between spontaneous phenomena and planned transformation processes, is not painless, and in this respect, policies are not neutral. Where programmes and planning tools push towards radical urban change to contrast or change the existing situation in spatial and socio-economic terms, we observe resistance and antagonistic reactions (Bonello et al., 2022). In other cases, social and economic actors prove to be more resilient and capable of addressing urban change by activating different kinds of local resources.

By collecting fieldwork evidence of significant experiences within the Cureghem neighbourhood in Brussels, this article sheds light on how urban infrastructure and space act as resources for productive activities in urban transformations while urban manufacturing acts as a resource for social inclusion. In particular, our research focuses on three aspects that are central to exploring the concept of resource in the context of the urban transformation of productive areas in Brussels: (i) the possibility of keeping productive activities in a urban environment and the kinds of activities and spaces that are suitable; (ii) appeals to a low-skilled workforce and inclusivity through jobs; (iii) the ways and practices of urban regeneration policies in a context that is attentive to manufacturing activities and production.

Bearing these lines of reflection in mind, the research focused on three case studies in the Cureghem neighbourhood: 1) Rue Heyvaert, a productive district for second-hand vehicles; 2) the Abattoir site, an urban food industry hub; and 3) the Biestebroek basin, a mixed-use area in transition. The research proposes three statements on each urban situation to add to the discussion as we attempt to interpret the different states of manufacturing in relation to specific social and urban features.

Which resources are needed for and by urban manufacturing(s)? Setting up a framework

After decades of deindustrialisation, we are witnessing a recent discussion about the return of manufacturing to the cities on a new technological basis. The new availability of spaces caused by the economic crisis, together with the ongoing transformation of the retail industry driven by the increasing expansion of online shopping, opened room for the perspective to preserve or reintroduce some manufacturing sectors in urban areas (Clark, 2014; Wolf-Powers, 2017). Based on this renewed interest in urban manufacturing, the idea of reshoring it in urban areas has been incorporated in different urban development programmes and plans (Hill, 2020). Many cities have adopted programmes supporting the relocation of manufacturing to urban areas, primarily modes of production that employ digitised processes and rely on small-scale, cutting edge design. In this regard, support for manufacturing is justified in terms of the instrumental role it can play in product and process innovation (Clark, 2014) and its association with the emergence of small-scale creators that integrate design with production

through the use of advanced technologies, such as 3D printing and the Internet of Things (distributed manufacturing).

However, from a *resource-based* perspective, urban manufacturing includes a wider range of productive activities that rely on manual tasks and material transformation. As they can all support thriving economies in cities, we must develop a more nuanced taxonomy of the phenomenon. Indeed, one can identify different types of manufacturing industries that could potentially get advantages from an urban location and, in turn, provide benefits to the surrounding urban area. Some industries can look to the local market (local manufacturing), leveraging geographical proximity to customise their product and taking advantage of the closeness to end markets and evolving consumer habits that prompt them to capture and interpret ongoing changes in society and anticipate the qualitative evolution of the demand. A typical example of this is food production. Other industries can take advantage of the availability of skilled labour, infrastructural accessibility and the complexity of market demand to successfully operate both in local markets and international markets by exploiting small-scale production processes based on new digital technologies that allow the interconnection of physical assets with management software to get small volumes of highly customised output, such as 3D printing (distributed (re)-manufacturing). This type of manufacturing is *knowledge intensive* and closely connected to business services, notably KIBS (knowledge-intensive business services) (Wyrwich, 2019) and benefits from the presence in urban areas of the main institutions involved in research and knowledge transfer, as well as business incubators and accelerators (including the recent fab lab experience). There is also a more traditional form of urban manufacturing that can stay in urban areas based on the redevelopment of districts in crisis and more generally the social and economic resilience of the urban eco-system by providing employment opportunities to the low-skilled tier of the urban workforce and to first-generation immigrants (inclusive manufacturing). Inclusive manufacturing needs a cohesive and robust group of workers belonging to specific social groups that have the chance to share tacit knowledge with other inhabitants. Finally, the transition to more sustainable urban eco-systems provides incentives to reshore those manufacturing industries that can improve the efficiency of waste streams within the cities and enhance the compatibility of urban production cycles with the principles of the circular economy (green manufacturing). This broad definition emphasises the variety of resources underpinning urban manufacturing that should be taken into account in the analysis of place-based urban policies leveraging productive activities.

This idea requires reactivation of all resources of a different nature that characterise a specific area, particularly those environmental and social resources needed to maintain economic growth, and to put them in relationships within the spatial pattern (Broto et al., 2012). Such a bundle of resources can be summarised under the notion of *territorial capital* (Capello et al., 2011), which can be viewed as the antecedent of any competitive spatial performance and include all the geographical resources that are deemed to enhance competitiveness of cities and regions. They include the endowment of a pool of specialised workers

and the availability of suppliers of materials and specialised services; easy access to specialised inputs and services; and a multifaceted community able to share resources, knowledge and experience. In line with Nijkamp and Kourtit (2013), we can also divide such critical resources and competences into three categories: (i) growth resources, which comprise access to financial credit markets, physical investments, R&D expenditure, talent, skills and innovative entrepreneurial attitudes; (ii) community resources, which refer to mutual trust, civil engagement, participation in policymaking and all knowledge-related resources that favour positive spill-overs within the relevant spatial unit; and (iii) attraction resources, which concern pull factors such as physical and ICT infrastructure and cultural amenities such as public support for the arts and culture, creative activities and civic participation. All are needed to bring back manufacturing activities in the city, though to different extents that can vary according to the type of activity.

Which kinds of resources are needed for urban manufacturing in Cureghem?

Our evidence comes from Brussels-Capital Region (Région de Bruxelles-Capitale, RBC), a city-region that has recently implemented an innovative policy aimed at attracting both manufacturing companies and start-ups of maker-entrepreneurs by adopting tailored planning tools that favour the coexistence of different economic activities with residential programmes in pre-identified urban (public) districts. In Brussels, these purposes are carried on by recent policies and planning tools mostly concerning the area of the Brussels Canal, such as the Canal Plan, focusing on the city's Canal and its surroundings. This strategic master plan for the Canal zone was initiated in 2012 by the government of the Brussels-Capital Region (RBC) to achieve a series of objectives in the city centre, on both sides of the waterway, though it lacks regulatory power. It is very important because it has put back into play 700 ha of abandoned or dismissed urban areas, 300 ha of which are publicly owned land. Another source of funding for regeneration is the European Regional Development Fund (ERDF), aimed at achieving EU cohesion and supporting regional development policy. In Brussels, these funds are invested mostly in urban transformation interventions that capitalise on the urban built environment and urban infrastructure. Other tools include the Regional Programme for a Circular Economy (PREC), the Urban Business Zone Programme (ZEMU) that promotes the *mixité* of functions within productive areas, and finally the ZEUS Programme for stimulated urban economic zones, whose objective is to encourage companies located in the area concerned to hire local workers.

The Brussels Canal area, the historical core of industrial development in the city after the *glorious Thirties* (1940-1970) (Nakhlé & Raynaud, 2014), has undergone a long process of deindustrialisation, but it has recently gained an important position in plans for the economic and social development of the city because of some specific features: a long-term interest in production, considerable availability of space and major infrastructure (railways, highways)

connecting the city to the outskirts and to other Belgian and European main cities, but most important its closeness to the Brussels city centre. At the same time, this area is characterised by higher low-income and unemployment rates than the rest of the Brussels-Capital Region and is expected to consistently deal with the effects of urban growth and demographic pressure in the years to come. This chapter will focus on a specific portion of the Canal area: the neighbourhood of Cureghem, included between Porte de Ninove and Biestebroek basin, and between Gare du Midi and the Canal itself. Current planning tools for regenerating this area aim to provide integrated solutions that can make progress on the affordable housing issue (with a specific focus on the reurbanisation of middle-class households), the availability of public space, place-based economic growth (urban manufacturing), social inclusion underpinned by employment and employability (through co-working, workshops, business incubators), environmental sustainability by expelling polluting activities, efficient waste management and mobility enhancement.

This neighbourhood has long been neglected by urban policies because of its social composition, mostly made of immigrant communities with a low political impact. Starting in the 2000s, a series of operative tools such as the *Contrat de Quartier* (CdQ) have been activated to cope with social housing and public spaces, but they have often been managed inefficiently by local public authorities (Sacco, 2015). These tools gradually included social inclusion and economic reactivation as their main goals, but they actually focused more on rehabilitation of the built environment and had almost no impact at all on socio-economic issues and did nothing against the rise of gentrification (Sacco, 2015; Chabrol & Rozenholc, 2015; Lenel, 2015). Cureghem is characterised by higher unemployment rates and a wider spread of non-standard employment than the rest of the RBC (source: IBSA). It also has lower income rates than the rest of the capital region because it is often the gateway and a port of entry for immigrant communities and newcomers (IEB, 2017). Due to its role as a gateway for migrants while being at the centre of housing policies for middle class reurbanisation at the same time, this neighbourhood is going to face increasing demographic pressure in the coming years. Nonetheless, even if precariously, this neighbourhood has so far proved to be a resourceful place for many people and communities by providing the first point of access to the city in terms of work, housing, information, family and community networks, food and services.

Methodology

Beyond the long-term visions encoded in regional plans and policies, this study focuses on the current situation of the neighbourhood of Cureghem to put forward the way that local resources of space, economic activities and society networks have been mobilised by local actors in resilient and/or in resistant ways in response to exogenous inputs or endogenous processes. In this neighbourhood, we identify three specific case studies, covering a substantial portion of Cureghem, which deal with all these issues: Rue Heyvaert ("car

district”), Abattoir (“food district”) and Biestebroek (“diversified district” or “mixed-use district”). We worked from a multi-disciplinary approach using both quantitative and qualitative evidence coming from the different actors operating in the area. The quantitative data originate from different sources: statistics on economic activities in both the RBC and the single municipalities and a unique set of administrative data on the size and ownership of every commercial space located in Cureghem, obtained by merging topographical data (done with Brussels UrbIS® – Distribution & Copyright CIRB) with business locations (Amadeus-Bureau Van Dijk). Qualitative evidence comes from 16 unstructured interviews conducted with several different stakeholders between January and March 2018. Interviewees included entrepreneurs and craftspeople operating in the three case studies, urban planners involved in the transformation of the area, members of associations involved in the urban transformations and delivering specific projects aimed at social inclusion, fab lab managers, researchers and other local experts. Our interview protocol focused on the history of the organisation to which the interviewee belongs, on the focal issues interesting the hotspots and on existing projects. We also asked respondents to describe their vision of important urban development projects and their expectations for their organisation to go forward both inside and outside the hotspot. A specific section of the interview also dealt with the types of economic and social networks in which the interviewee participated and on the geography of such relationships. The members of the research team independently examined the written reports of the interviews and interpreted the answers. Finally, we analysed all regional programmes and planning tools aimed at urban regeneration, as well as specific (re)development projects that directly or indirectly involved one or more hotspots. In particular, we focused on the *Contrat de Quartier* for the Rue Heyvaert area, on the private project co-financed by European and regional funding that has been implemented at Abattoir and on the regional regulation on mixed development zones (ZEMU) enacted by the RBC with the twofold aim of maintaining urban production and accepting a wide variety of functions in the same vertical space.

Rue Heyvaert; death and life of a car-dealership district: the everyday life of a transnational commerce

Rue Heyvaert runs right in front of the gates of Anderlecht Abattoir: along its few hundred metres and down adjacent streets, the second-hand car industry has been settling and flourishing for the last 30 years. This commercial activity, as well as related businesses and services (tyre repair, sale of spare parts, repairs in general, import-export of goods), has taken place in Rue Heyvaert from the 1970s, when the second-hand car industry, which had previously been located close to the Gare du Midi, rapidly took over spaces left vacant by the closure of butchery activities related to the Abattoir slaughterhouse (see chapter 4). According to Rosenfeld (2009) Mme F., who was a car dealer herself and was married to a butcher on Rue Heyvaert, was the first to understand that former meat workshops could be transformed into car trade spaces and



Figure 1. Picture from Rue Heyvaert

opened the commercial transformation of the neighbourhood. Since the second-hand car industry has been firmly in the hands of Lebanese entrepreneurs (or *consignataires*) from the beginning, who progressively organised the market between Europe and Africa and the logistics via the Port of Antwerp, they gradually built up a sort of stock exchange of second-hand cars where potential buyers can compare prices and set the value most consistent with the current demand of that specific good in African marketplaces. Relying on city-wide social networks of immigrant communities, other types of goods are shipped to African ports along transnational trade networks. In this sense, second-hand car sales is an example of globalisation from below, since it provides to markets of the *Global South* with access to new or used goods outside institutionalised or formal markets (or hegemonic globalisation), which they would remain excluded (Tarrus, 2002; Alba Vega, 2011).

Further to this transformation, the Heyvaert neighbourhood has become a very specialised district that plays an important role as a marketplace in a transnational circuit of commerce, connecting different countries (Rosenfeld & Van Crieligen, 2015). Currently, the industrial structure of this area is characterised by a substantial concentration of car-related activities (Figure 2): 115 out of 463 enterprises in the district belong to the motor vehicle trade and repair industry (over 20% of the establishments). In particular, 89 enterprises (19.18% of the firms operating in the area) are car dealers and import/export companies that acquire cars from private sellers living in the region and ship them abroad, mainly to African countries (383,805 units in 2014) and to Eastern Europe (121,508 in 2014) (Rosenfeld, 2013). Overall, car sellers located in Rue Heyvaert help to characterise the municipality of Anderlecht, which is slightly

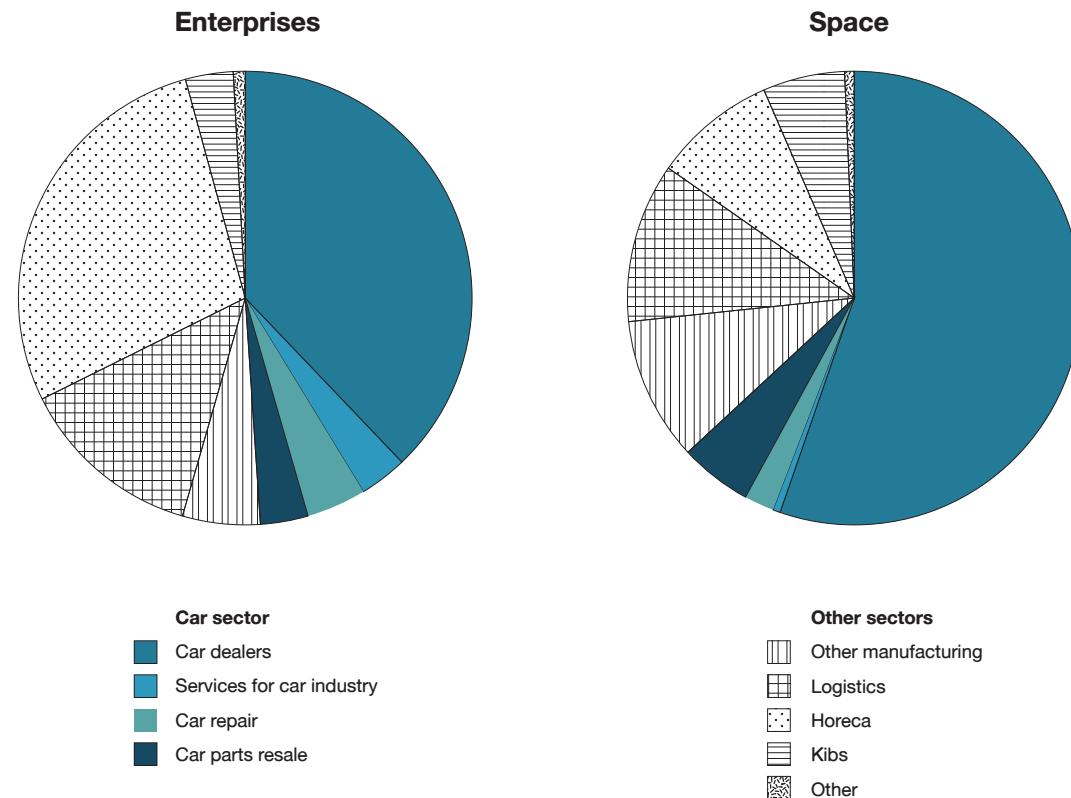


Figure 2. Enterprises located in the area of Rue Heyvaert divided by sector and space consumption.

more specialised compared to the rest of the city, and directly contribute to the degree of specialisation of the wholesale car dealership sector in the RBC as measured by the Balassa Index, whose coefficient is 1.9675 with respect to the rest of Belgium.

Working in the second-hand car industry and related sectors has ever since represented an opportunity, and therefore a stepping-stone towards economic inclusion, namely for immigrants and those with low skill sets. Recently, however, this perspective has been questioned since low-skilled jobs could easily turn into dead ends. Furthermore, after having reached its peak in the last decade (Rosenfeld, 2012) the economic performance of the second-hand car industry has worsened and it has now entered a phase of stagnation. The combination of these two aspects could be behind the change in attitude of local and regional administrators, who have recently turned towards development projects that exclude the car dealership industry from any regional revitalisation projects along the Canal.

From an economic perspective, an opportunity for development embedded in the history of the district and related to the car dealership industry resides in the 26 firms operating in closely related subsectors, such as car repair, car wash and the sale of car parts. These activities clearly belong to the supply

chain for selling and exporting second-hand cars, but at the same time they can offer their services to local demand in the RBC. The underlying hypothesis is that the skills developed to repair second-hand cars during the golden years of that industry have been successfully employed to widen the relevant geographical market of car repairers located in Anderlecht. Actually, economic statistics on the municipality of Anderlecht shows both a higher concentration of car repairers than in the rest of the RBC and an increasing number of start-ups in the car dealership and repairing industry (whereas the share of start-ups in Anderlecht drops to 8% compared to the economy overall). The space-consuming nature of car dealerships and related activities is often at the root of spatial conflicts. Real estate data actually confirm the space-intensive nature of this industry: car dealers consume more than 77% of the area of interest, despite accounting for less than a fourth of the enterprises in the district (22.14%). Moreover, car dealership activities are deeply intertwined in the urban fabric and usually take place in the streets and on sidewalks. Just by taking a quick stroll along Rue Heyvaert, you can see huge trucks coming and going, glimpse inside garages opened on the street, come across groups of car brokers (or *commissionaires*) loitering as they wait to make a deal, and count numbers of spare parts and tyre shops, car washes and gas stations.

The presence of the second-hand car industry in the neighbourhood so far has exacerbated socio-spatial tensions about public and private space (Lenel, 2015). For example, huge trucks making reckless manoeuvres onto the sidewalk, breaking pavement and blocking traffic, contribute to the perception of an unsafe and unfamiliar public space. Car dealership activities also contribute to the perception of the neighbourhood as a “dirty place”. Despite high environmental taxes paid by car dealers, their activities (and related activities) produce sound (noise), air (smog) and ground (oil and grease) pollution that daily undermine the quality of life of the inhabitants. Furthermore, waste collection adds to this very issue since part of Rue Heyvaert forms the boundary between the municipalities of Anderlecht and Molenbeek. This often involves insufficient waste collection on both sides of the street, where car dealership and commercial activities produce a surplus of waste. As such, residents feel like they live in a “dump neighbourhood” (or *quartier poubelle*), a definition that actually reflects a general perception of a hostile environment. As M.L. of the Wood In Molenbeek (WIM, LAAP- UCL) project reported after one year of fieldwork in Rue Heyvaert, “Many inhabitants told us that Heyvaert is the garbage of the city, the garbage of the world: because you have the cars, you have the waste, you have the politicians not caring about the place” (M.L., WIM, interview, March 2018). These tensions might have become worse due to public renewal policies and public discourses that mostly assumed (and overtly favoured) the departure of these activities rather than their integration.

Car dealerships will probably leave the neighbourhood in the years to come, despite the fact that the project to replace this activity in an equipped area north of the Canal recently failed (2018); car dealers are owners of big lots and have powerful leverage over urban transformations, so they will likely turn to more profitable forms of investment in urban development, following the trend

of demographic growth and housing demand (*Petite Senne CDQD*, Comité de pilotage, 10 March 2018). Meanwhile, some projects are already trying to envision a possible transition of functions and activities while trying to redesign the spaces for a more liveable neighbourhood once the car dealership activity has left. That is the case of the Halle Libelco project¹: a former car dealership lot will be transformed into an open public square connecting two sides of a block, with commercial, craftsmanship, social activities and a day-care on the ground and housing on the first floor. Besides this long-term project, we can find different temporary occupations of former garages where cultural and/or creative projects find a place in production and the circular economy like Circularium², or are more focused on environmental sustainability, social innovation and inclusion, like the programme Pop-Up Canal³.

One of the projects, part of the Pop-Up Canal programme, is Wood In Molenbeek (WIM), an ongoing project that settled in a former garage along Rue Heyvaert in 2017. This project is pertinent here because it stands at the crossroad of different issues at stake: the temporary occupation of a former garage and its transformation into a workshop open to the local community, social inclusion via work and craftsmanship, the reuse and upcycle of wood waste in a circular economy perspective and social cohesion through direct engagement with local associations and inhabitants. The WIM project started as a pilot for a three-year participatory research-action project funded by the Brussels-based public agency Innoviris (co-create programme); it is a partnership between six public subjects: Ecores (project coordination); two university research teams (UCL's LAAP for social engagement of the project and ULB's Batir for wood metabolism); the municipality of Molenbeek (owner of the building); and ASBL Energie Resource (know-how about recycling and carpentry). The project aims to have a concrete impact on the Heyvaert neighbourhood while producing an analysis and operational model that can be exported to other city contexts. It follows three lines of action: on the environmental level, it enhances wood waste management and thereby improves the quality of public space; on the social level, it produces a cultural shift in the relationship with waste, turning wood waste into a resource and making residents "reappropriate" waste management by enhancing bottom-up actions; and on the economic level, it promotes the up-cycle of waste materials in a local economy perspective and thereby favours low-skilled workers (WIM, 2018).

Wood waste is central to the WIM project. In the first phase, WIM diagnosed the waste material both city-wide and neighbourhood-wide to qualify and quantify the amount of wood waste. At the same time, it questioned possible bottom-up collection and stock strategies as well as practical actions to engage with the local context. The WIM workshop has two basic rules: anyone with a specific project or need can attend to it, but they must work with WIM carpenters (there is no service on demand) and use recycled wood (no new materials can be

1 The reuse of Halle Libelco is part of the urban regeneration scheme "*CDQD Petite Senne*".

2 The project started in 2020 at the initiative of D'Ijterren Immo on the site of the former 20,000-sqm D'Ijterren mechanical workshop. It is managed by the firm Makett.

3 The project is included in *CDQD Petite Senne* and sustained by the municipality of Molenbeek along the portion of Canal belonging to it.

used). In order to directly engage inhabitants in wood craft activities, it is vital to produce a cultural shift to turn wood waste into a resource by involving them in the production of goods: this is important in a neighbourhood where low-income inhabitants can hardly afford brand-new commodities and suffer from inefficient waste management. The WIM project could also have an impact on labour and professional training: attending WIM workshops as an individual or as a group means working with professional carpenters and starting a process to learn new skills. "A lot of people are interested in learning new skills, if we can just even give them a taste and a few skills, maybe they will go to a school to learn more about carpentry. It is definitely something we hope for". But as M.L. says, WIM "is not just about making shelves", especially considering the specific features of Rue Heyvaert and the Cureghem neighbourhood.

As a temporary occupation of a former garage, the WIM project questions the temporality of a spatial transition from car dealership activity to other possible uses by opening up a frame of opportunity to a possible redesign of functions towards social inclusion projects, safe from real estate market prices. Moreover, it centres creative, cultural and social projects in the neighbourhood, helping them to emerge and have a direct impact on the context, while structuring itself progressively as a collaborative project in a continuous feedback loop with the inhabitants and thereby becoming a resource for them. Under these terms, WIM's action goes beyond the simple wood workshop:

This place is more than know-how to manage wood better. It is about social living [...]. If in the end we have not found the perfect way to manage wood waste, but we do find a way to bring new links to the neighbourhood, to bring people closer, to find a purpose, to potentially have a few people learning skills, that is also a huge success for us (M.L., WIM, interview, March 2018).

Scholars have underlined the need for a critical approach to temporary use. If on one side they represent a flexible use of space that can revitalise city centres and deprived neighbourhoods (Madanipour, 2018), at the same time they are insufficient in contrasting job insecurity and emerging activities that cannot independently access the real estate rental market (Ferrerri, 2015), while they can be used instrumentally as part of urban marketing strategies to cope with the effects of austerity policies at the same time (Tonkiss, 2013). In our view, the WIM project is not the solution to social conflicts related to car dealership activities, the quality of public space or the impact of waste management; nor is it the solution to robust change in local production activities due to the very limited scale of production and the heavy reliance on public funding (free workspace, subsidised jobs, etc.). Nonetheless, we think that the WIM project represents the local public authority's action on land use to back local base production and a possible way to activate local resources toward a more resilient and inclusive community under many aspects: environmental, with the direct engagement of inhabitants in managing the quality of public space; spatial, with a redesign of space functions beyond the system of land speculation through temporary uses for socio-cultural projects; economic, with the reuse of waste materials like wood to promote a

local-scale circular economy and to enhance social inclusion via work or do-it-yourself practices; and social, with enhanced social cohesion by providing a point of reference and shared activities for inhabitants and associations.

Abattoir of Anderlecht: food industry between resilience and resistance

Abattoir of Anderlecht is the last slaughterhouse of Europe still settled in an urban context. Its dimension and position inside Cureghem and the city in general makes it an important urban hub. It is an interesting case of a productive site specialised in meat processing (see chapter 4). To some extent, Abattoir could be considered anachronistic from different points of view (urban, functional and economic). Conversely, we could regard it as an urban exception going upstream to overall urban processes and proving to be an important resource for the local community (C.S., Forum Abattoir, interview, March 2018). The case of Abattoir is relevant to our analysis since starting from the 1980s, spatial, social and economic dimensions have interacted as local resources to contrast or meet endogenous phenomena of deindustrialisation and social change (the departure of the Belgian middle class and the arrival of foreign, low-income communities) as well as exogenous forces, such as policies and regeneration tools activated by public authorities. Meat has been produced at Abattoir since 1890 and the entire meat supply-chain is still integrated on-site and connected to other related activities such as cattle breeding, tanning and entrail processing. Although the quantity of processed meat decreased in recent decades and the production process is currently hidden behind the blind walls of the *black box*, on-site meat production still influences the image of Cureghem as the meat district, just as it did over 100 years ago.

During the 1960s, meat production entered a period of crisis due to the general industrialisation of food-production activities, while stricter urban and hygiene regulations slowly expelled smaller activities from the neighbourhood. The food industry reorganised its production chain in bigger and more efficient industrial plants on the outskirts as refrigerated trucks could ensure daily provision of fresh products to commercial sites in the city. To produce meat *inside* the city became unnecessary and to some extent economically wasteful and undesirable. In the 1980s, Abattoir suffered from competition with large-scale establishments. This led the municipality of Anderlecht (the owner of the site) to propose closing it. At this point, a social resource mobilised to preserve the site, the economic activity and the social fabric underneath: the meat producers' association (currently SA Abattoir) took over the site from the municipality in 1984, fearing the "black hole" effect of a foreclosure (C.S., Forum Abattoir, interview, March 2018). SA Abattoir thus tried to react to the deindustrialisation and competition of food industries by innovating and streamlining the meat production chain. Meat activities were concentrated in a single compact building (the *black box*) and organised along a production chain. This spatial reorganisation disengaged large areas of the Abattoir site, available from then on for other



Figure 3. Picture from Abattoir

remunerative activities such as the weekly open-air market, or the selling of a portion of the site to the Erasmus Hogeschool Brussels (Sénéchal & Scohier, 2016). It also disengaged the Abattoir plane so that it could be made available for local associations' activities like the Ketmet, organised by the local association Cultureghem. This is a programme for young people of the neighbourhood that includes mobile playgrounds and a catering service made with unsold vegetables from the weekly market. It is volunteer-based and completely free. Projects like Ketmet follow the general purpose to rethink Abattoir's spaces as a flexible resource and aims to reintegrate them into the neighbourhood as a public space open to residents and available for different uses. These initiatives by SA Abattoir seek to mobilise internal resources (family/trader networks, job skills, space features, spaces of production, project capability) to enable Abattoir to survive deindustrialisation as a meat production site, while also trying to strengthen its role as a resource for the neighbourhood and to keep pace with the overall dynamics of change concerning the Canal area.

Overall, the spatial reorganisation of the site has been successful. Currently, the Abattoir site helps to make the food industry the largest manufacturing sector of Brussels (beside the construction and utility industries), employing 3,048 workers (0.49% of the regional workforce) in 2015, mostly blue-collar workers (1,929). These Figures are relatively higher in Anderlecht, where more than 1% of the workforce is employed in the food industry. Abattoir's contribution particularly refers to meat processing and preservation. The two slaughterhouses operating on the site, employing between 35 and 40 workers,

and the 30 meat cutting companies, employing approximately 60 workers, constitute the core of this industry, which in Anderlecht employs 125 workers out of a total of 310 in the RBC. From an overall economic point of view, the site can be seen as a specialised district characterised by many small firms operating in the same industry (C.S., Forum Abattoir, interview, March 2018). In order to support the persistence of this traditional manufacturing industry in the area, innovative planning actions and programmes have been implemented by SA Abattoir since the 2010s. Regional and local renewal plans and policies (CdQ, PPAS, Canal Plan) focusing on the Cureghem area pushed SA Abattoir to devise a new strategy to keep pace with innovation and regeneration processes, while maintaining control over the possible evolution of the site. This change in strategy marks the real turning point in the long life of Abattoir: from resistance to deindustrialisation to the mobilisation of space and knowledge resources towards innovation (Sénéchal, 2016).

The drafting of a master plan to renew the site in 2008 provided a reliable basis to apply for regional and ERDF funds (J.H., Abattoir project manager, interview, March 2018). The master plan foresees keeping meat production as the core activity, but also having new buildings flexible enough to accommodate possible change and development needs. The first project of this step-by-step renewal plan is FoodMet (ERDF fund 2007-2013), conceived as a food hall where local and international customers can find food specialities (especially meat) as part of a marketing strategy relying on the image of Abattoir as the *Ventre de Bruxelles* (“Brussels’ belly”, to recall Émile Zola’s novel *Le ventre de Paris*). The FoodMet hall is also firmly oriented towards experimentation and innovation: on its roof, it hosts an urban farm and a hydroponic project. The urban farm is evolving and these days:

It is a combination of different things: there will be the hydroponics, micro-greens, tomatoes, greenhouse and rooftop garden with vegetables. As Abattoir, we rented out the roof to another private company, which is called Building Integrated GreenHouse (BIGH), (J.H., Abattoir Project Manager, interview, March 2018).

The urban farm project aims to experiment with new ways of producing food inside the city, relying on technology and innovation. In this sense (though still limited to experimentation), it raises the need to reflect on how an urban hub like Abattoir could be a resource for the regional food supply chain. The positive results of the FoodMet project provided the basis to apply for a second ERDF fund for the Manufaktur project (ERDF 2014-2020), a flexible vertical and compact building where meat production would once more be reduced and streamlined, while other possible activities and functions would find space for the economic and social transformation in the area. The Manufaktur project is conceived to keep meat production inside Abattoir, but also to be resilient to new uses and possible functions. The name recalls the general perspective on the development of the Canal around images of “creating things by hands, in this case slaughtering and meat-cutting and in general keeping handicrafts in the city centre and valuing that in some way” (J.H., Abattoir Project Manager, interview, March 2018).

Meat-related activities would still be the core activity, but related to emerging demands and trends in the food industry, or even to the technological evolution of meat production itself:

The meat business will also evolve a lot and maybe we will have artificial meat. Should we make a programme open to integrating food innovation in our building at some point? Can we replace slaughterhouses with food innovation activities, or things like that? (J.H., Abattoir Project Manager, interview, March 2018).

At the same time, Manufaktur will be able to host new or unpredicted uses and subjects: “We are thinking of other functions on the second and third floors. We are talking with a film and theatre school. They were very interested in locating there. It did not frighten them, but quite the opposite” (J.H., Abattoir Project Manager, interview, March 2018).

The FoodMet and Manufaktur projects aim to integrate tradition in food production and technological innovation to improve the site’s resilience to ongoing change in the area. Nonetheless, scholars underline risks connected to the production of new “green inequalities” and gentrification, since the strong drive to technological innovation encoded in these projects tends to overshadow the specific socio-economic features of the neighbourhood (Bortolotti et al., 2017; Orban et al., 2021). Moreover, locals could perceive them as “bulk” elements regarding some specific socio-economic functions of Abattoir beyond food production (C.S., Forum Abattoir, interview, March 2018). The Abattoir weekly market, for example, is currently the biggest open-air market in the Brussels-Capital Region with approximately 100,000 visitors per week. Because of its weekly frequency and density (in terms of goods, vendors, customers, traffic, exchanges and breadth), the Abattoir market is a resource for the neighbourhood, while at the same time, as a socioeconomic *happening*, it reproduces the economic and social structures that shape the everyday life of the neighbourhood in a limited span of time and space. The benefits for the local community are twofold. The product variety and availability is quite impressive since it not only has common food, but also includes base ingredients and specialities from various typical or traditional cuisines to the most exotic fruits, vegetables and preparations. Goods for sale are quite cheap compared to the city average, thus allowing the local communities, and namely low-income households, to afford to meet their daily needs. Moreover, the variety of goods for sale meets the needs of a multicultural community with different tastes, traditions and food habits. This has influenced (and is influenced in turn) by the retail structure in the nearby streets: in time and following different migratory waves, ethnic or specialised shops replaced former meat shops to satisfy new customers’ needs.

The closure of meat workshops and the fall in real estate prices allowed other types of commercial activities to take root. Adjusting to a composite and ever-changing population, these commercial activities are often run by foreign shop owners who may have started with a stall in the market (C.S., Forum Abattoir, interview, March 2018).

Even though Cureghem is a port of entry to Brussels, people are eager to leave once they can afford better accommodation elsewhere (M.L., WIM, interview, March 2018). Nevertheless, for many, going to the Abattoir market on weekends and frequenting the neighbourhood in general has a high social value. Immigrant communities tend to rely on their social networks to exchange information and tips about housing, work and people to contact and to rely on to provide services, amenities and shopping; these are key social resources for the newcomers at their first point of access to the city to find a job (regular or not), accommodation (shared, temporary and cheap) and information needed to access basic social services. They are also useful for long-term residents to strengthen ties by keeping in touch with the local community and through it with their original community in their home country. So far, Abattoir's spatial features have provided the possibility for these social, economic and cultural resources to spatialise in an urban context and to become resilient features for a deprived neighbourhood. An excessively narrow perspective on technological innovation and risks overlooking these social, economic and cultural dynamics coupled with a vague openness towards new urban functions tends to underestimate the potential of food production at the site.

Three further characteristics of the Abattoir site could also justify a plan that aims to maintain the food manufacturing industry in an urban neighbourhood. First, the average firm size in the food industry is quite low compared to other manufacturing sectors, which facilitates their location in the city. The small size of the slaughtering companies reduces their ability to achieve economies of scale, but they try to compensate for this disadvantage by partly differentiating their production through a strategy of market segmentation and a specific focus on the niche of halal meat products. Second, firms can leverage the presence of a multi-ethnic community in the neighbourhood by selling all parts of the animals and get benefits from powerful connections with wholesale and retail trade, which is not the only distribution channel of the manufactured products. Third, firms operating in the area benefit from the availability of potential workers in the neighbourhood, and particularly from the low-skilled tier of the labour market. Specifically, the presence of immigrants in the neighbourhood can raise the value of the site by offering employment opportunities to immigrant workers recently settled in Brussels. This is related to the objective of inclusiveness typically attached to manufacturing. In this regard, the food industry also shows a higher share of workers living in the RBC (57%) compared to other manufacturing sectors and a higher percentage of low-skilled workers (41%) compared to the 22% of the manufacturing industry in Brussels. However, this insight does not apply to high-skilled jobs, as companies report difficulties in finding qualified and skilled workers inside the RBC.

Biestebroeck basin: a mixed transition area

The third hotspot we are taking into account is the Biestebroeck basin. Here, the footprint of industrial activity is related to the historical development of the Canal as infrastructure for productive activities. Despite the process of deindustrialisation, the area still has an important industrial profile, for it hosts manufacturing activities and major industry players like Audi and Siemens.

The structural features of the Biestebroeck area make it a suitable place for manufacturing and industry, with the Canal as a waterway, the nearby railway and the main access routes serving as key pieces of infrastructure for economic activity. Meanwhile, large parcels and lots are key features of the area because land has become a scarce resource in the city. Since the Biestebroeck area is quite extensive, we will focus on a small part of it: the right side of the Canal between Rue des Deux Gares, Rue des Goujons and Biestebroeck bridge. Our main interest in this specific part of the Biestebroeck area consists in the fact that here the transition of urban change is taking place in more evident ways.

Public discussion about the Canal Plan started by the government of the Brussels-Capital Region in the 2010s plainly showed that there was a reservoir of brownfield sites along the Canal that could be used to trigger a policy-led urban transformation, attract activities and generally serve as leverage for sustainable and productive urban development. Indeed, huge pressure on many vacant areas of the RBC, for the most part located in the Biestebroeck area, was exerted by different economic sectors and social demands such as private housing. This was so much that case that in 2013, according to the PRAS *demographique* (concentrating on demographic trends in the RBC), the zoning of the area partly

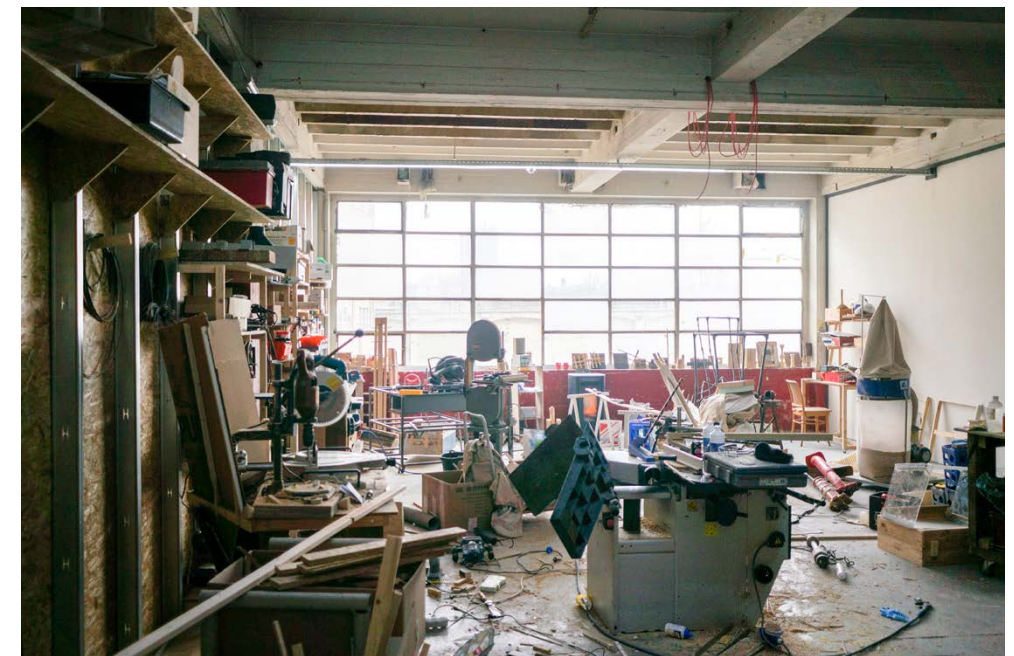


Figure 4. Picture from Biestebroeck

shifted from ZIU to ZEMU, where small and medium-size manufacturing activities and housing are allowed to share space in order to overcome the mono-functional zoning inherited from the industrial past. The Brussels-Capital Region tried to respond to the challenge and economic pressures by developing the ZEMU as an urban development policy tool looking to explore mixed-use areas, to strengthen economic activities and aid job-seekers and to recompose the urban fabric of certain areas.

In this sense, the Biestebroek basin can be considered a testing ground to redesign urban functions toward a more consistent *mixité*, a city-friendly manufacturing-based milieu to finally achieve a more space-efficient industry (BMA, 2018). The underlying twofold aim is to provide an economic and social base for urban resilience while enabling the development of housing stock and public facilities, to deal with demographic growth in the city and to preserve and enable the development of further economic and manufacturing activities. In this sense, the future prospects for the Biestebroek area are characterised by two sources of tension: maintaining existing production activities and protecting them from housing speculation and, where already expelled, imagining a mixed urban fabric where manufacturing and residential activities can coexist.

One of the issues at stake is the spatial arrangements of those different programmes and how they coexist. In particular, the issue on how to allocate a *mixité* of functions through suitable urban schemes has generated a lively and widespread debate in the Belgian architecture and urbanism community. In this respect, the Biestebroek area is very interesting and challenging since two main built environments are juxtaposed there: the first is composed of industrial blocks and large warehouses with wide open spaces for logistics and large historical manufacturing buildings reused for service economies; the second is a typical Belgian urban fabric characterised by residential blocks and terraced houses interspersed with council estates and tower blocks for low-income citizens. Different situations occur on their shared boundary. In some cases, it is possible to mend the border (on the northern and western sides) through spatial interventions aimed at improving the quality of everyday life with public and green spaces and infrastructure for sustainable mobility. In other cases, large mobility infrastructure (railways and highroads) greatly diminishes the possibility of repairing those different fabrics. This highly fragmented and variegated urban scape/urban morphology, intercalated by neglected areas and unused public spaces, accommodates highly diversified economic activities such as crafters, small and medium traditional manufacturing companies and small firms using digital technologies. This picture is partly consistent with the evolution of the RBC, where major trends characterising specific traditional sectors are accompanied by small-scale positive dynamics of other manufacturing sectors. In particular, in Biestebroek we observe mainly two types of firms. On the one hand, we find traditional low-tech industries that increasingly benefit from proximity to their markets thanks to the evolution of the demand and to input availability associated with the spread of the circular economy (such as the Rotor ASBL/spin-off, for example) or to the access to cheap labour due to a mix of institutional and firm-specific factors (as in the case of TRAVIE ASBL/ETA). On the other

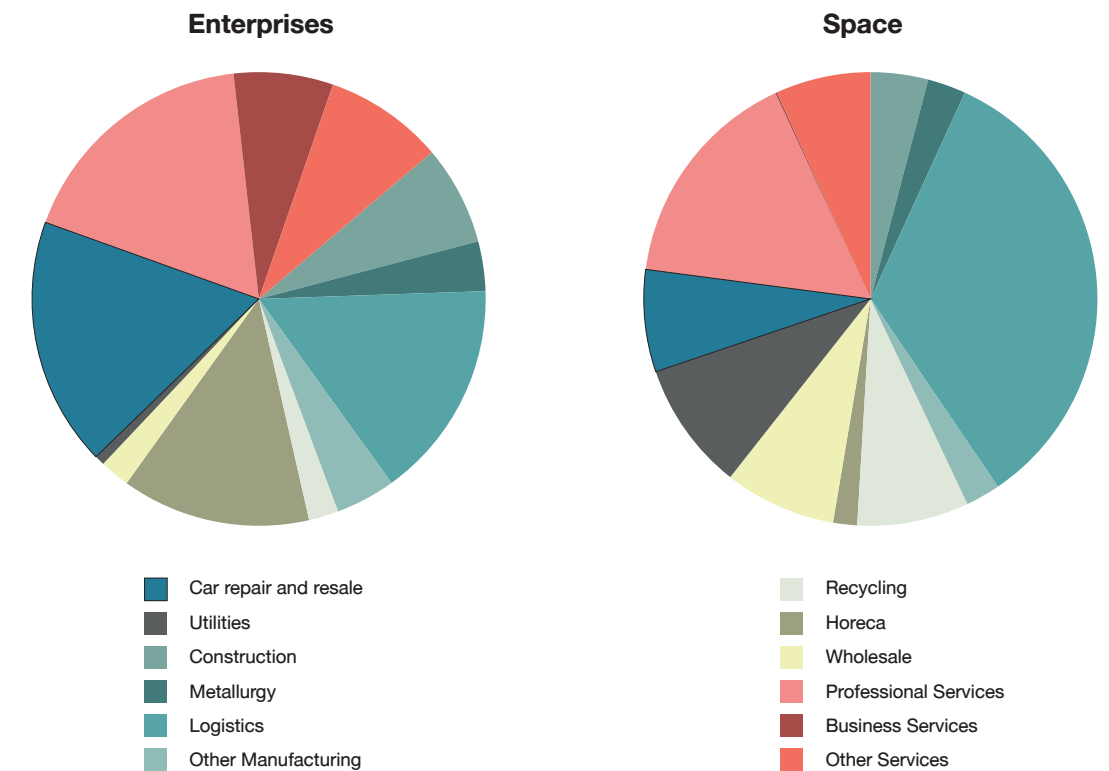


Figure 5. Company distribution in Biestebroek divided by sector and space consumption.

hand, we find medium-technology industries whose location in urban areas can be less troubling than in the past thanks to the use of additive manufacturing technologies (as in the case of crafters operating in Studio Citygate buildings). The area is also characterised by tertiary industries, including some KIBS (knowledge-intensive business services) companies that can stimulate inter-industry interactions and link different actors/stakeholders operating in the area. The industrial composition of the companies operating in the area support the image of a typical mixed urban district outside the city centre (Carmona, 2015) in terms of both the number of enterprises and the amount of space they use (Figure 5).

Field research in the area gave us a glimpse of the economic and spatial variety that characterises the Biestebroek area. Rotor is a cooperative design practice that recently set up its own spin-off, Rotor DC, which works on the reuse and recycling of second-hand building materials. Their warehouses must be accommodated in the area to have enough space for the activity at an affordable price:

The fact that we have the space to develop and to experiment is great. Also, the rent we pay is a bit lower than regular rent for a fully new building in a permanent contract. We pay 30 euros per square metre per year (F. L., Rotor manager, interview, March 2018).

Dealing with building materials requires a lot of space for storage and a lower price than the normal market allows for further investment in innovation. The cheaper price they pay is due to the temporary nature of the occupation: the building is owned by Citydev and rented to Rotor for three years; afterwards, it will be demolished and rebuilt as housing. Despite the “stable temporary nature” (F. L., interview, March 2018), for a company like Rotor, the Biestebroek area is an ideal location because of the availability of large spaces, proximity to the city centre and therefore to their target market and accessibility guaranteed by the infrastructure of the area.

TRAVIE is not far from Rotor and is located in a large building in front of the Biestebroek basin. It moved there in the early 2000s from the St. Gilles neighbourhood, looking for more space. They work as providers for other manufacturing firms: packaging and conditioning of goods are business core activities. Like ROTOR, they also need space for storage, but also room for their approximately 350 workers. This labour-intensive focus is actually embedded in their specific social mission as an adapted work company (*entreprise de travail adapté* – ETA) devoted to the social and economic inclusion to disabled people through work. This specific kind of company is partly subsidised by the Brussels-Capital Region to provide “rewarding and remunerative” work for disadvantaged people (J.F.G., TRAVIE, interview 8 March 2018). At the same time, TRAVIE needs to generate enough commercial income to pay the salaries not covered by the subsidies. The Biestebroek area is ideal for this company for several reasons: staying inside the RBC administrative border is mandatory to receive the subsidies, but it also brings it closer to its target market; furthermore, proximity to the city provides easier accessibility for workers, since most come from nearby neighbourhoods mainly by public transport⁴; and finally, logistic needs are met by the infrastructure and availability of space of a typical industrial area, both of which allowed the building to expand to meet specific growing storage needs over the years.

Our third case, Studio CityGate, is more oriented to innovation in manufacturing activities that could accompany other functions within an urban *mixité* of functions. Here, more than 40 SMEs and cultural enterprises are hosted in a temporarily occupied former textile factory, a huge industrial building not far from the TRAVIE building and Rotor warehouse. Owned by Citydev, the building is expected to be evaluated as a safe structure and building heritage. CityDev offers the temporary reuse of the buildings and spaces that are meant to be the services area and the neighbourhood core⁵. The temporary reuse includes different activities: from the skateboard park to the community gardens, from co-working spaces to cultural associations, from the urban bar and events and exhibitions space at the ground floor to the terrace restaurant. Spaces inside the building are divided in small-medium workshops according to the needs of each tenant, while

4 Actually, the majority of the TRAVIE workers live in the city area while 15% of them live in the municipality of Anderlecht (source: TRAVIE payroll).

5 The pilot projects that are being developed by Citydev are Citygate I (Housing, SME spaces, Retail, Equipments) and Citygate II (Housing and Equipments) (cf chapter 3). With them it tries to lead the real estate market towards the objectives and experimentations put forward by ZEMU legislation and start a conversation with Private urban Developments nearby such as Atenor Project, Marina Project and Tête de Biestebroek.

on the ground floor and on the top floor, larger spaces host a skatepark and a climbing gym. As the temporary occupation is managed by Entrakt⁶, tenants pay lower rent than the normal market rate and can pursue start-up activities such as printing books, 3D printing, customised carpentry, chocolate-making and a dance school, to cite a few examples. Rotor and TRAVIE view being so close to the city centre as a plus in terms of accessibility and reaching target markets for almost all tenants. Studio CityGate is a sort of win-win strategy that uses transition and temporariness as a main tool: for CityDev, it is important not to leave a building empty in the transition time. “You have to manage empty buildings. It’s dangerous. You have people that can go without permission, you have an accident, you are responsible” (B.C., CityDev, interview, March 2018). Renting spaces inside the building secures the structure against rapid decay, while guaranteeing a profit at the same time. For the tenants, temporary occupation offers the possibility to access the real estate market at lower prices and to save money for innovation or stabilisation of their activity. At the same time, temporary uses provide varied start-up activities or SMEs and socio-cultural projects with a frame of opportunity to emerge, take root and consolidate in the urban context.

The three examples are quite different and, in this sense, show the variety of economic activity that characterises the Biestebroek area. The three have some points in common that furthermore underline some issues at stake. Studio CityGate and Rotor offer temporary occupation, so it is not taken for granted that they will endure in the neighbourhood: someone could see these temporary occupations as merely the temporary exploitation of abandoned areas or a hip marketing strategy to cover real estate development. Nonetheless, temporary uses allow economic variety to emerge and settle in the city, particularly in the ZEMU area, and so to reveal the area’s potential to host new kinds of manufacturing activities. Rotor and TRAVIE are quite different: the former is more oriented toward economic innovation via reuse and circular economy practices, while the latter focuses on quite classic labour-intensive manufacturing activities, though with a strong social commitment. Both share the need for available space at an affordable price to pursue their activities and turn a profit. They also need this space to be inside the city for accessibility and to reach their target markets: the availability of space is not just a feature, but the basic resource for these activities.

The transition of the Biestebroek area towards more mixed uses under the ZEMU raises questions about the transition of economic activities as well. On paper, the ZEMU and the consequent transformations it will bring about are seen as positive: “We are very happy to know that there will be a lot of housing around, because this way our workers are more integrated and there will be more public transportation, so all this goes in the right direction” (J.F.G., interview, March 2018).

Mixed use areas could enhance public services in the neighbourhood and thereby improve workers’ daily lives. However, the coexistence and integration of housing and production activities is not taken for granted: “You have to be open. Anyway, I think that small workshops will be harder to find than big ones. But the

6 ENTRAKT is a private company specialised on management of vacant properties, the reuse of empty buildings and urban spaces, as well as the whole management of the place, renting, public relations, interior design projects, writing and civic art, administrative and building site management.

big ones require space and logistics. That's also the problem. That's the problem of the mixite" (F.L., interview, March 2018).

A still fuzzy definition of *urban manufacture* envisaged by these planning tools risks underestimating the actual needs of very different types of economic activity and the effects of their presence in a residential context, such as in terms of nuisance or traffic; while at the same time, this could result in even more restrictive conditions for manufacturing activities, leading to their expulsion from the area in the end. Taking advantage of this lack of clarity, some private builders could propose office spaces disguised as spaces for cognitive manufacturing, of which Brussels is already saturated and without a market (e.g., Brussels North).

Private developers fully understand the possibilities encoded in mixed use zoning and seem to be oriented towards the more profitable sector of high-standard housing, leisure facilities and offices because of greater business profit and an easier *mixité* of functions. Unsurprisingly, the switch to mixed use zoning in this area has already provoked a rise in land values, making possible land speculation foreseeable, which could lead to the expulsion of industrial activity and the sell-off of publicly owned land that would no longer be a lever for planned changes proposed by the RBC (Babar & Scohier, 2013; Orban & Scohier, 2017). Aware of that, and responding to pressure from critics, Citydev and the Brussels Bouwmeester office⁷ are developing pilot projects and design consultations to create better architectural and urban schemes that promote coexistence. They describe their mission as:

More and more, it is not about the economy or housing. It is about integration and interaction and the complementarity of different functions and the infrastructure that you need in the city. So it's about housing and economic space, but it's also about facilities, schools, kindergartens and public space (B.C., interview, March 2018).

The case of the Biestebroek basin is very compelling, not only in terms of spatial and socio-economic transformations, but also in terms of time, timing and temporary development. The urban transition process under way goes from an urban setup of production to neglected areas and lately towards new urban developments guided by an urban development programme, a planning scheme and some exploration of urban design. This transition can be conceived as the optimisation of time allocation and expansion of space within a structural urban transformation (Madanipour, 2017). Temporary uses in the city are not new; what is interesting and innovative in this case is the fact that they are being implemented within an urban regeneration public-private partnership programme. In particular, the Entrakt agency, which manages the temporary occupation, expects a five-year timeline to test their capability to deal with building and open space management. Their challenge is to make the project profitable and successful for all the actors involved within this time span. The other important point is that a public agency, Citydev, is coordinating the whole temporary process, thereby providing an example to the private market and acting as public leverage for urban transformation by testing spatial needs for manufacturing.

Since the implementation of policies and programmes takes longer than private actions, and since temporary and mixed activities may change and develop unpredictably, time will tell whether the public administration will be able to manage this transition period and whether the process will be successful in terms of urban *mixité* of functions and preserving urban manufacturing in a context of land speculation and increased housing pressure.

Conclusions

This chapter provided a detailed analysis of the different resources associated with manufacturing activities and how these activities can benefit urban neighbourhoods. In particular, when reviewing three case studies of urban transformation in the Cureghem area, we found that each is characterised by an idiosyncratic demand of resources that are needed to develop a suitable manufacturing industry in the pertinent area. First, we observe that urban manufacturing is still a space-consuming activity, although the type of industries involved influence the features of the space required. Car dealerships and car repair industries have an impact on public space, but this conflicts with the daily lives of the neighbourhood's inhabitants. Meat production in Abattoir has reduced the need for space in the historical site so far, opening room for alternative and more profitable uses. However, the space available remains locked in by activities belonging to the meat supply chain. This limits the opportunity for a fast transition towards a full entrenchment of Abattoir into the urban fabric. The Biestebroek area faces another issue. Here, there is a large amount of space available to host a wide variety of functions and activities, so it addresses the manufacturing need for space. However, this availability of space is itself a source of conflict, because it has been attracting many real estate projects that are likely to expel a lot of manufacturing activity in the near future.

As far as labour is concerned, all three areas show a substantial demand for low-skilled jobs, thereby offering valuable work opportunities to a specific component of the workforce. This is particularly true of the car dealership and car repair industry, as well as for the meat industry, as these jobs can either play the role of stepping-stones towards higher quality jobs or become dead ends leading to possible unemployment. The actual outcome would depend on urban policies and if they will be able to keep such activities or provide alternatives in the neighbourhood. In this respect, our research provides mixed insights. The value provided to meat culture by SA Abattoir supports career-building within the industry, but this is not enough to guarantee that specialised workers will be able to adapt to the innovation processes of the future. In this vein, other interventions will be needed in the future. In the case of Heyvaert, given the incompatibility of the car dealership and car repair industry with ongoing urban transformation projects, policymakers favour a transition towards different jobs through tailored training programmes.

These findings lead us to some final considerations concerning RBC policies about the evolution of the Cureghem area. Local and regional urban

policies and programmes try to mitigate conflicts and give direction to future development, aiming at the coexistence of manufacturing and urban functions. Nevertheless, in the cases reviewed, the focus on an urbananvieé of functions and innovative technologies seem to neglect the embedded resources of the area, while freeing room for the housing demand and urban facilities and thereby failing to promptly meet the needs of different manufacturing activities. The underlying risk is to permanently lose the particular human, industrial, spatial resources that have made the Cureghem territory a thriving area for many economic and social actors in the Brussels-Capital Region.

References

Alba Vega, C. (2011). La mondialisation par le bas et ses formes de régulation politique. *Revue Tiers Monde*, 208, 103-119.

Babar, L. & Scohier, C. (2013). L'impact des projets immobiliers dans la zone d'Anderlecht : analyse du tissu entrepreneurial et de la propriété. (Rapport d'étude de terrain sur la zone de Biestebroeck). Inter-Environnement Bruxelles. <https://www.ieb.be/L-impact-des-projets-immobiliers>

BMA, Bowmeester-Maitre Architecte Office (2018). *Brussels Productive City*. <https://bma.brussels/something-productive-2/> [accessed on 04-05-2023]

Bonello, V., Faraone, C., Leoncini, R., Nicoletto, L. & Pedrini G. (2022). (Un)making space for manufacturing in the city: The double edge of pro-makers urban policies in Brussels. *Cities*, 129. <https://doi.org/10.1016/j.cities.2022.103816>

Bortolotti, A., Dessouroux, C. & Sanchez Trenado, C. (2017). *Who's the 'green' for? The social inclusion/exclusion of urban renewal projects* [Conference presentation]. RC21 Conference "Rethinking Urban Global Justice: An international academic conference for critical urban studies", 11-13 September 2017. Leeds University, UK.

Broto, V. C., Allen, A., & Rapoport, E. (2012). Interdisciplinary perspectives on urban metabolism. *Journal of Industrial Ecology*, 16(6), 851-861.

Capello, R., Caragliu, A., & Nijkamp, P. (2011). Territorial capital and regional growth: increasing returns in knowledge use. *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, 102(4), 385-405.

Carmona, M. (2015). London's local high streets: The problems, potential and complexities of mixed street corridors. *Progress in Planning*, 100, 1-84.

Chabrol, M., Rozenholc, C. (2015). Rester au centre-ville : ce(ux) qui résiste(nt) à la gentrification. *Uzance*, 4, 4-15.

Clark, J. (2014). Manufacturing by design: the rise of regional intermediaries and the re-emergence of collective action. *Cambridge Journal of Regions Economy and Society*, 7(3), 433-448.

Ferreri, M. (2015). The seduction of temporary urbanism. *Ephemera. Theories & politics in organization*, 15(1), 181-191.

Hill, A.V. (ed.) (2020) *Foundries of the Future: A Guide to 21st Century Cities of Making*. Delft: Open TU Delft.

IEB Inter-Environnement Bruxelles (2017). Des vaches et des voitures, carnets du quartier Heyvaert. *Bruxelles en mouvements*, 289 (Juillet-août 2017). <https://www.ieb.be/-Bem-289>

Lenel, E. (2015). Vivre au milieu des voitures. Ressorts et tensions socio-spatiales d'une alliance de propriétaires pour un quartier habitable. *Uzance*, 4, 16-26.

Madanipour, A. (2017) *Cities in Time: Temporary Urbanism and the Future of the City*. New York: Bloomsbury Academic.

Madanipour, A. (2018). Temporary use of space: urban processes between flexibility, opportunity and precarity. *Urban Studies*, 55(5), 1093-1110. <https://www.jstor.org/stable/26428478>

Nakhlé, L. & Raynaud, F. (eds.) (2014). *Canal ? Vous avez dit Canal ?!* ADT-ATO, Région de Bruxelles-Capitale.

Nijkamp, P. & Kourtit, K. (2013). The "new urban Europe": Global challenges and local responses in the urban century. *European Planning Studies*, 21(3), 291-315.

Orban, A., Sanchez Trenado, C., Vanin, F. (2021). A qui profitent les activités productives ? Analyse du cas de Cureghem. *Brussels Studies*, 153. <https://doi.org/10.4000/brussels.5322>

Orban, A. & Scohier C., (2017). Évolution des activités productives en Région de Bruxelles-Capitale et besoins des habitant : les discours institutionnels à l'épreuve des faits. *Etudes et Analyses* [online], Inter-Environnement Bruxelles. <https://www.ieb.be/Evolution-des-activites-productives-en-Region-de-Bruxelles-Capitale-et-besoins>

Rosenfeld, M. (2009). Le commerce d'exportation des voitures d'occasion entre Bruxelles et Cotonou. *Cahiers de l'URMIS*, 12, 1-16.

Rosenfeld, M. (2013). Implantation spatiale du commerce euro-africain d'exportation de véhicules d'occasion à Bruxelles. *Les annales de la recherche urbaine*, 108, 108-115.

Rosenfeld, M. & Van Crieelingen M. (2015). Gentrification vs. place marchande. Présent et devenir d'une centralité commerciale euro-africaine d'exportation de véhicules d'occasion. *Uzance*, 4, 27-38.

Sacco, M. (2015). Heyvaert au prisme des contrats de quartier anderlechtois : du commercial au résidentiel. *Uzance*, 4, 39-51.

Sénéchal, C. (2015). L'Abattoir d'Anderlecht : les trois vies d'une exception urbaine. *Uzance*, vol. 4.

Sénéchal, C. & Scohier, C. (2016). De l'Intérêt de préserver un abattoir en ville. La cas des Abattoirs d'Anderlecht. *Etudes et Analyses*, [online]. Inter-Environnement Bruxelles. <https://www.ieb.be/De-l-interet-de-preserver-un-abattoir-en-ville-Le-cas-des-Abattoirs-d>

Tarrius, A. (2002). *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*. Paris : Balland.

Tonkiss, F. (2013). Austerity urbanism and the makeshift city. *City*, 17(3), 312-324. <https://doi.org/10.1080/13604813.2013.795332>

Wachsmuth, D. (2012). Three ecologies: Urban metabolism and the society-nature opposition. *The Sociological Quarterly*, 53(4), 506-523.

WIM-Wood in Molenbeek (2018). *Rapport scientifique*. janvier 2018. Unpublished.

Wyrwich, M. (2019). New KIBS on the block: the role of local manufacturing for start-up activity in knowledge-intensive business services. *Regional Studies*, 53(3), 320-329.

Wolf-Powers, L., Doussard, M., Schrock, G., Heying, C., Eisenburger, M. & S. Marotta (2017) The Maker Movement and urban economic development. *Journal of the American Planning Association*, 83(4), 365-376.

Chapitre 6

Cureghem en Perspective

Cureghem en Perspective

Compte-rendu des ateliers participatifs

Max Théréne, Francisco Thielemans, Hélène Van Ngoc

Le contexte

La mise en place des ateliers « Cureghem en Perspective » est étroitement liée à la réflexion engagée par notre groupe d'étudiants durant la MasterClass « In/ou : designing urban inclusion » (23 janvier – 3 février 2017) organisée par le Metrolab Brussels. L'objectif était de porter un regard constructif et critique sur différents projets soutenus par les fonds FEDER, dont le futur centre socio-sanitaire de Médecins du Monde¹. Le quartier de Cureghem compte parmi les quartiers les plus défavorisés de la Région bruxelloise. Au regard de ces problèmes et dans l'idée de réhabiliter les quartiers centraux, différentes politiques locales, régionales et européennes ont récemment été mises en place pour favoriser les initiatives immobilières et sociales. À cet égard, Cureghem, localisé dans une zone stratégique, présente une opportunité financière pour les promoteurs immobiliers tant publics que privés. Le quartier va donc, dans les années à venir, connaître d'importantes transformations urbaines.

¹ Voir également Vignes, M. & Ranzatto M. (2022). Codesign & espaces de soin. In *Design social et enquête collective, Metrolab logbook* (pp. 13-53). Metrolab Brussels, et le chapitre 3 du présent logbook

Lors de la MasterClass, nous avons répertorié ces changements et réfléchi à leur impact sur le bien-être des habitants, les ressources auxquels ces derniers ont accès et la dimension inclusive du quartier. Nous avons identifié différentes conceptions (cf. infra « imaginaires ») de la ville, matérialisées dans les différents projets à venir. Notre analyse s'est principalement portée sur la potentielle rivalité entre un projet pour la ville défini en termes d'exigence économique et un projet axé sur la qualité de vie des habitants présents et futurs. Nous avons alors proposé un scénario censé mobiliser les acteurs locaux et générer des actions en commun ainsi que des projets concrets capables de proposer une vision alternative de la ville axée sur le bien-être des habitants. Cependant, nous avons rapidement réalisé combien il est difficile d'avoir une prise sur le changement. De fait, les acteurs du changement urbain sont multiples (différents niveaux de pouvoir, investisseurs privés/publics), ne se concertent pas forcément et possèdent des moyens d'action très inégaux. En décomposant les leviers du changement urbain à Cureghem, nous avons constaté la capacité inégale – principalement due à un manque d'informations centralisées et à l'extériorité et la fragmentation des lieux de décision – des acteurs impliqués dans le quartier à avoir une vision globale des changements et donc à pouvoir les anticiper. Ainsi, coconstruire une conscience commune du changement s'est révélé être une étape indispensable à la mise en place d'une éventuelle action en commun de résistance ou d'accompagnement aux changements.

Les ateliers « Cureghem en Perspective » ont été conçus dans une perspective exploratoire afin de recenser les changements en cours à Cureghem, d'identifier les perceptions qu'en ont les acteurs associatifs locaux et la manière dont ils s'y préparent. La démarche exploratoire a pris la forme d'une recherche-action en se conjuguant à l'appui apporté au projet de Médecins du Monde². Enfin, cette démarche comprend une dimension performative puisqu'elle implique la création d'un embryon de regroupement des acteurs du secteur associatif local autour d'une valorisation des ressources du quartier.

2 Voir chapitre 3 un monde de ressources ?

Les ateliers : démarche, protocole et méthodologie

Les ateliers, mis en place durant l'été 2017, poursuivaient deux objectifs. Premièrement, il s'agissait de mettre en évidence les différentes ressources attribuées au territoire ainsi que des changements à venir à travers une représentation cartographique construite avec des acteurs locaux du monde associatif ou du secteur sociomédical. Deuxièmement, il s'agissait de caractériser ces changements en fonction de leur impact sur la qualité de vie du quartier. Enfin, la cartographie a permis d'effectuer un diagnostic territorial sur le réseau associatif, les problématiques actuelles et les enjeux futurs, base d'une potentielle action de préparation au changement.

Les ateliers s'adressaient indistinctement aux comités d'habitants, aux associations, aux maisons médicales, à certains services publics, et à toute personne ayant comme point commun de participer à l'amélioration du bien-être des personnes vivant à Cureghem (habitants et usagers). Notre invitation, formulée comme une réflexion autour du futur centre de Médecins du Monde et adressée à des membres du secteur associatif et médical plaçait d'emblée le thème de la santé et du bien-être en tant que préoccupation commune aux différents participants au centre de la démarche.

Les deux sessions d'atelier ont attiré des publics légèrement différents selon les stratégies de mobilisation employées et le lieu des ateliers. Lors de la session du 8 juin, les personnes ont été invitées essentiellement par e-mail et Médecins du Monde a fait appel à ses différents contacts. Les ateliers ont eu lieu au Metrolab, en centre-ville. Les participants étaient principalement issus du milieu socio-médical. Certains étaient venus surtout pour en savoir plus sur le projet de Médecins du Monde ou pour développer leur réseau. Lors de la session du 7 juillet, les participants ont à nouveau été sollicités par e-mail, mais également par téléphone ou dans le cadre de différents événements organisés par des associations de Cureghem. Nous avons pu, grâce à l'expérience précédente, mieux expliquer notre démarche. Les ateliers ont eu lieu à la Maison de la Participation d'Anderlecht, elle-même très intéressée par notre démarche. Le panel de participants était sensiblement plus vaste, du comité d'habitants aux associations environnementales, d'aide à la jeunesse, de droit au logement, de droit à la ville..., et mieux informé des transformations en cours. Nous avons aussi pu constater qu'un certain nombre de participants se connaissaient et travaillaient déjà ensemble.

La méthode retenue a consisté à faire émerger ces *invisibles* – les changements futurs et, à travers eux, les valeurs et les ressources attribuées au territoire – sur une carte coproduite par les participants. L'objectif était de donner corps aux changements sur une carte pour les rendre palpables – c'est-à-dire pensables – et générer une réaction. L'équipe de conception et d'animation des ateliers comprenait trois étudiants du groupe Masterclass, rattachés au Metrolab, deux chercheurs post-doctorants du Metrolab – un architecte et une sociologue –, ainsi que la coordinatrice du projet de MDM. Les participants sont séparés en deux groupes rassemblés chacun autour d'une table où est étalée une carte vierge du quartier (Figure 1).



Figure 1. Photo de l'atelier cartographique du 8 juin 2017

L'atelier est guidé par deux chercheurs du Metrolab.

Un chercheur énonce les consignes et veille à une distribution équitable de la parole. L'autre l'assiste, s'assure de la bonne compréhension des consignes par les participants et veille à la gestion du temps. L'atelier est divisé en quatre étapes. Toutes les interventions ont lieu sur la même carte.

Étape 1 – L'existant: se repérer, reconnaître le quartier

À l'aide d'un marqueur noir, les participants sont invités à identifier les éléments existants qu'ils reconnaissent sur la carte. Cette étape doit permettre à chacun de se familiariser avec la carte et de s'y repérer.

Étape 2 – L'existant: se situer, le quartier comme lieu de vie

À l'aide d'un marqueur de couleur propre à chaque participant, ceux-ci sont invités à caractériser l'espace en fonction de leur expérience et usages des lieux du quartier. Il leur est demandé de pointer leur lieu de travail et leur aire d'activité. Une signalétique convenue permet également de pointer les lieux communs, de passages et de tensions.

Étape 3 – Le futur: identifier les changements

Les participants sont invités à indiquer sur la carte les changements futurs dont ils ont connaissance, l'objectif étant de mutualiser les informations concernant les futurs projets et de faire émerger à la conscience une vision globale des potentiels futurs visages de Cureghem.

Étape 4 – Le futur: réagir, caractériser les changements

Les participants sont invités à caractériser les changements selon deux modalités. D'abord ils associent un adjectif, un sentiment ou un commentaire aux changements qui retiennent leur attention. L'objectif est d'amener ainsi les participants à qualifier les changements, positivement ou négativement. Ensuite ils pointent des pistes d'actions pratiques face au changement, à titre individuel ou au nom de leur association.

Les ateliers avaient pour objectifs de collecter deux types de donnée: d'une part les cartes coconstruites, d'autre part l'enregistrement des ateliers et leur retranscription.

Une grande importance est attribuée aux débats et aux récits personnels. Durant toute la durée de l'atelier, les participants sont encouragés à partager oralement leurs interventions sur la carte. La dernière demi-heure est consacrée à une mise en commun entre les deux groupes.



Figure 2. Photo d'une carte réalisée lors des ateliers cartographiques

Cureghem aujourd'hui : réseau d'acteurs et qualification du territoire

Aperçu du secteur associatif de Cureghem et état du réseau

Lors des ateliers, nous avons demandé aux participants d'identifier trois partenaires avec lesquels ils collaborent le plus souvent. La majorité des participants avaient bien plus de partenariats à évoquer que le nombre demandé. Les résultats des ateliers ne peuvent être considérés comme exhaustifs. Tous les acteurs ayant participé aux ateliers sont en partenariat avec d'autres associations qui travaillent dans différents secteurs et cherchent à nouer de nouvelles collaborations que ce soit pour créer différents projets ou rediriger leur patientèle. Les partenariats sont généralement interdisciplinaires et entre des personnes ayant des statuts/missions hétérogènes (associations, travailleurs dans le sociomédical...)

Différents modes de mises en réseaux ont été répertoriés :

- Les acteurs dont la mission est de créer du réseau : la Maison de la Cohésion Sociale héberge différentes associations et organise des réunions de concertation locale liées au contrat communal de cohésion sociale. L'association les Pissenlits poursuit des objectifs similaires. Le CPAS organise également des réunions de coordination locale. Le PCS Albert a comme mission d'organiser annuellement une fête de quartier qui joue également un rôle dans l'interconnaissance des associations.
- Les associations qui se rassemblent autour de projets, parfois lors de partenariats courts pour répondre à une problématique urgente (Réseau Lemmens autour des problèmes liés à la place Lemmens) ou travailler sur des thématiques/projets communs sur le long terme : la plateforme Cureghem Propre, le projet de potagers collectif le Pot'Albert, la plateforme contre le sida...
- La cohabitation dans un espace commun : plusieurs bâtiments/ centres du quartier regroupent plusieurs associations. Cela génère souvent de nouveaux partenariats et partage de connaissances (Centre Euclide, rue de Fienne, Curohall, 16arts). La salle Excelsior semble être un repère important dans le quartier. Elle est gérée par l'asbl Cosmos et est utilisée par plusieurs associations. Tous les mercredis midi sont organisés des repas auxquels participent de nombreux médecins et travailleurs sociaux du quartier.
- L'appel à projets communaux et régionaux : plusieurs projets et réseaux du quartier de Cureghem sont nés d'appels à projets. Les appels à projets citoyens, les budgets participations (Maison de la Participation), mais aussi l'appel à projets Quartiers Verts lancés par IEB. Les contrats de quartier ont participé et participent encore à la collaboration entre acteurs locaux.
- Les acteurs du développement urbain privé ou public jouent aussi un rôle dans la mise en réseaux des associations. A Anderlecht émerge un acteur d'un nouveau type puisqu'il s'agit d'une société privée, la SA Abattoir, qui a mis en place plusieurs partenariats sur son site même :

Cultureghem qui organise des activités pour les jeunes, mais également des événements festifs (*after-work party*) sous les halles (Boermet). Les participants ont un avis mitigé sur cet acteur entre l'espoir et la méfiance. Citydev est également un acteur clé puisqu'il met en occupation temporaire certains de ses bâtiments vides par l'intermédiaire du groupe Entrakt. L'association Rotor a pris par exemple ses quartiers dans le bâtiment Leonidas de Citydev et y organise différentes activités ouvertes aux habitants de Cureghem.

États des lieux du quartier (actuel et tendances en cours)

L'exercice a permis aux participants des ateliers de pointer les ressources du territoire contribuant à la dimension inclusive du quartier : « Ici, t'es connecté, tu as le métro, la gare du Midi, t'as le marché du Midi, marché des abattoirs, ça brasse. C'est hyper précieux, et tu as un quartier-là qui est exceptionnel ». Les participants ont également identifié les carences du territoire, exprimées en valeurs négatives. Ainsi on peut noter l'identification de lieux de tensions témoignant d'une cohabitation difficile, réelle ou fantasmée (violence symbolique et sentiment d'insécurité) entre différents groupes sociaux mais également l'état dégradé et/ou le manque d'infrastructures publiques.

Plus globalement, on observe une dichotomie entre les valeurs associées au territoire et les besoins exprimés par les participants. Par exemple, les associations qui travaillent dans le sociomédical sont pessimistes à propos de l'état de santé et des conditions de vie des habitants de Cureghem. Un sentiment d'abandon prédomine s'accompagnant d'une méfiance pour les politiques publiques communales et régionales. Les participants pointent :

- le manque d'espaces vert : « Quand tu vas là-bas avec ton enfant, tu te rends compte que l'espace est vraiment réduit par rapport aux besoins de la population ; Certains parcs (qui sont entourés de barrières) sont régulièrement fermés pour des raisons de sécurité (Parc de la Rosée, parc rue Eloy...) » ;
- des infrastructures publiques sous dimensionnées (en particulier les écoles) : « Il y a un problème. Les classes sont surchargées, il y a des préfabriqués » ;
- des problèmes de sécurité, de propreté : « le quartier est inhospitalier : il est sale, dégradé voire violent selon les endroits ». Il est vu comme un quartier que l'on fuit quand on va mieux.

Cependant, le fait de souligner les carences du quartier possède aussi une force de proposition. Les participants ont ainsi dessiné les pistes d'une revalorisation du territoire axée sur la qualité de vie. On peut ainsi souligner plusieurs aspirations : augmenter les espaces verts, les rendre accessibles de façon permanente, investir dans les infrastructures publiques, en particulier les écoles, améliorer la voirie, la propreté, les trottoirs...

Paradoxalement, le quartier peut également représenter un lieu d'inclusion et d'émancipation pour des populations fragilisées ou issues de l'immigration. En effet, de nombreux participants soulignent la fonction tremplin de Cureghem grâce aux ressources dont bénéficient les habitants du quartier : parc de logement abordable, prix de la vie peu coûteux, présence d'une économie informelle et d'emplois peu qualifié (industries, abattoirs d'Anderlecht, garages de la rue Heyvaert, ...). « Ce quartier a une fonction très importante pour la ville entière car c'est un quartier où les gens peuvent se loger à des prix abordables. (...) », « Ce n'est pas toujours un accueil très agréable mais en tout cas ça permet de trouver une place dans la ville. (...) », « Les entreprises qui sont là pour l'instant ne sont pas visuellement très agréables à regarder mais elles ont une fonction importante ». (Participants ateliers)

L'expertise territoriale des acteurs du secteur associatif de Cureghem peut poser les bases d'une amélioration du quartier en termes de bien-être et constitue un vivier d'idées non négligeable acquis sur une expérience de terrain de long terme. Bien que cet état des lieux ne soit pas exhaustif, il présente une ébauche de cartographie des liens entre associations sur le territoire ainsi qu'une idée des enjeux actuels relatifs à la qualité de vie des habitants. La méthode des ateliers participatifs souligne par ailleurs la pertinence d'impliquer les membres du secteur associatif et de la santé dans la production de projets se voulant inclusifs et tournés vers les habitants. Enfin, les résultats des ateliers permettent également de visualiser l'ampleur des transformations urbaines potentielles et d'en envisager les conséquences.

Cureghem à venir: la difficulté de rassembler et représenter les changements

En collectivisant l'information de chacun sur les transitions en cours, l'atelier a permis de mettre en évidence les changements à venir et d'en restituer une vision globale.

Du fait de l'absence de cartographie centralisée de l'ensemble de ces transformations, tous les acteurs, même s'ils étaient au courant d'une grande partie des changements, ont été surpris par la vision d'ensemble des éléments répertoriés de manière collective lors des ateliers. La multiplicité des projets, des acteurs et des temporalités rend une vision globale très difficile.

Les projets d'initiatives privées ou publiques sont localisés dans des zones stratégiques désignées par la Région bruxelloise (zone du canal, autour de la gare du midi...). Cette dernière a mis en place des outils favorisant l'émergence de projets (Contrats de Quartier, Contrats de Rénovation Urbaine, Plan d'Aménagement Directeur...). Le centre de Cureghem accueille cependant peu de nouveaux projets.

Les nouveaux projets de grande dimension sont conçus comme des nouveaux morceaux de ville qui concentrent de nouvelles fonctions (écoles, commerces, entreprises) et ont leur propre langage en termes d'espaces publics, un nombre croissant de ces projets étant conçus comme des îlots fermés. A contrario, les projets réalisés dans le cadre des contrats de quartiers ont généralement une dimension limitée et sont plus diffus dans le territoire. A côté des grands projets, il y a un foisonnement d'opérations immobilières de dimensions plus modestes.

Parmi les projets portés par des promoteurs immobiliers ou par Citydev, qui est un opérateur public, on observe de plus en plus de pratiques alternatives (travail avec des agences immobilières sociales, intégration de centre médicaux, mise en place d'actions sociales, ...). Les projets initiés par la société Abattoir sont appréciés par certaines associations (potagers sur le toit, Cultureghem...). Cependant, ces projets immobiliers suscitent aussi des inquiétudes.

De nombreux participants ont regretté la difficulté d'être mis au courant des transformations urbaines en raison de la complexité des processus urbains et du manque de communication autour des projets. De plus, certains projets connaissent péripéties, rebondissements et annonces contradictoires concernant leur réalisation. Cet état d'incertitude lié au manque d'informations et à leur forme parcellaire alimente les rumeurs et étouffe toute prise sur le changement. Celui-ci apparaît imprévisible, incontrôlable et flou. Certains projets comme le déménagement des garages paraissent tellement ambitieux qu'une partie des participants doutent de leur réalisation.

Les changements les mieux connus sont le projet de déménagement des garages de la rue Heyvaert, le projet des tours Victor ou des projets réalisés dans le cadre des contrats de quartiers dont certains participants ont été proches ou intégrés aux processus. Le projet de masterplan des Abattoirs est également connu (mais peu maîtrisé), notamment en raison des différentes activités (dont des promenades exploratoires) qui ont été organisées sur place. Les changements liés aux questions de planification comme le changement d'affectation en ZEMU de certains espaces, le PPAS de Biestebroek ou les deux CRU sont en général moins maîtrisés par les participants alors qu'ils peuvent constituer des changements plus vastes que ceux prévus dans les contrats de quartiers.

Certains acteurs participent activement à la diffusion des connaissances concernant les changements urbains. Inter-environnement (IEB) est par exemple un acteur majeur de la connaissance et de la diffusion des différentes transformations urbaines. Lors de nos ateliers, il est le participant qui avait la connaissance la plus complète des changements. Certains participants avaient aussi été informés des projets grâce à IEB. D'autres acteurs publics ont

également le rôle de diffuser les projets portés par la Commune et la Région. La Maison de la Participation d'Anderlecht a par exemple le rôle de communiquer les projets portés par la Commune d'Anderlecht. Cependant, pour être au courant des différents projets, il est nécessaire d'en faire la démarche et d'aller chercher l'information (sur un site web, à la commune, s'inscrire aux newsletter...). Certains acteurs, principalement ceux qui vont à la rencontre des personnes ou de leurs patients, avaient néanmoins une connaissance assez fine des changements urbanistiques en cours. Les acteurs travaillant dans le secteur sociomédical avaient quant à eux des connaissances plus spécifiques à apporter concernant les changements en cours concernant la condition des habitants de Cureghem (état de santé des personnes, logement, pauvreté...).

Cureghem au futur: prise de conscience du changement et réactions

Dans un premier temps et pour les différentes raisons soulevées ci-dessus, la réaction des participants devant la carte présentant le futur visage (hypothétique) de Cureghem est de l'ordre de la surprise: «Je ne savais pas que c'était à ce point (...) c'est violent», «C'est un quartier qui va vivre un électrochoc!».

Dans un second temps, lors de l'exercice consistant à qualifier les changements, les participants ont exprimé tant des espérances quant aux opportunités présentées par les différents futurs projets que de la crainte à l'égard des menaces potentielles qu'ils représentent pour la dimension inclusive du quartier. Si l'on tente de systématiser l'analyse des participants quant à l'impact des projets sur le quartier, on identifie deux effets principaux relatifs aux changements futurs: l'ampleur des projets en cours entraînera d'une part une augmentation et une diversification de la population du quartier, d'autre part elle entraînera une redéfinition des espaces publics.

Le nombre important de nouveaux logements semble indiquer un apport massif de population mais également une plus grande disparité économique entre les résidents. En effet, les participants n'ont pas manqué de souligner, au regard des futurs loyers proposés par les promoteurs immobiliers, l'arrivée d'un public plus aisé que la moyenne du quartier. La majorité des participants s'inquiètent de la cohabitation entre différents types de publics, soit une population fragile économiquement associée aux habitants actuels et une population moyenne voire aisée en passe de s'installer dans le quartier. Cette cohabitation, essentiellement lue en termes de classe sociale, pourrait générer, selon les participants («on va visibiliser les inégalités»), à la fois une exclusion symbolique (racisme, méfiance, honte, etc.) et une exclusion matérielle entraînant une hausse des loyers et du coût de la vie (café, restauration...). La question de la cohabitation problématique entre différents publics s'est développée, dans la majorité des échanges, comme un retour critique sur la notion de *mixité* invoquée par les promoteurs régionaux comme argument de légitimité. Cependant, pour certains participants, cette diversification de publics représente une opportunité. Elle constitue un potentiel d'implication dans des structures comme les maisons médicales ou dans des projets de quartier. De



Figure 3. Photo des réactions face aux changements sur une carte réalisée lors de l'atelier du 8 juin 2017

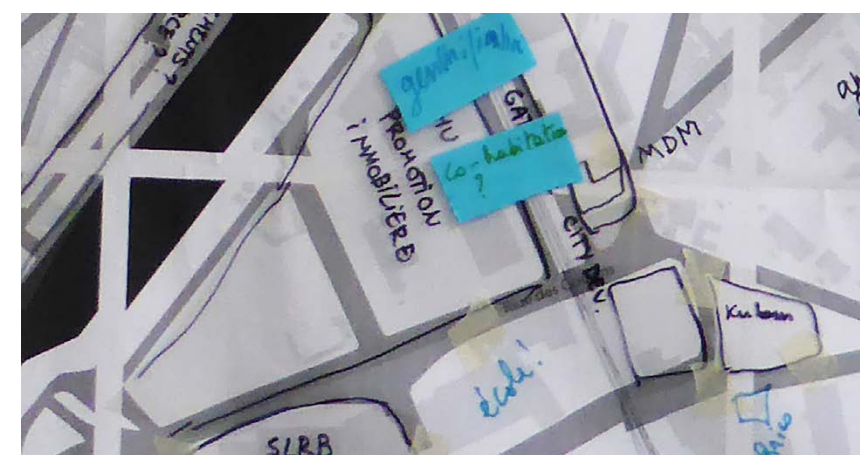


Figure 4. Photo des réactions face aux changements sur une carte réalisée lors de l'atelier du 8 juin 2017

plus, malgré la crainte d'une cohabitation conflictuelle, la plupart des participants mettent en garde contre un discours hostile à l'arrivée de nouvelles populations plus aisées qui rendrait plus difficile la cohabitation des différents publics.

Concernant l'espace public, nombreux sont les participants à souligner le manque actuel d'infrastructures et d'espace par rapport aux besoins du quartier. Ils craignent que la pression démographique exercée par les nouveaux projets accentue le problème. Les travailleurs sociomédicaux sont également très inquiets car ils constatent déjà, dans leur travail au quotidien, une augmentation de la pauvreté et ne sont pas capables de répondre à toutes les demandes.

De fait, deux tendances émergent. Pour certains, les nouveaux projets sont assimilés à une revalorisation du quartier et suscitent l'engouement car cette revalorisation s'apparente à une réfection des aménagements urbains attendue et souhaitée pour pallier au sentiment d'abandon, aux problèmes de sécurité et de salubrité publique et ainsi redonner une fierté aux habitants. Dès lors les nouveaux projets sont ressentis comme une opportunité à condition qu'ils s'accompagnent de la construction d'infrastructures publiques adaptées

aux besoins de la population actuelle et future. Cependant, nombreux sont ceux qui craignent que les nouveaux projets ne dessinent les contours de nouvelles *gated communities*, matérialisant dans l'espace public les craintes liées à la cohabitation entre classes précaires et aisées et accentuant des frontières urbaines exclusives déjà observables, notamment, selon certains, entre le clos des vétérinaire (loft spacieux aux loyer élevés) et le reste du quartier.

Bien-être et dimension inclusive : paradoxe

Comme nous l'avions soulevé lors de l'état des lieux du quartier, de nombreux aspects de Cureghem, considérés partiellement comme des freins au bien-être des habitants, garantissent paradoxalement sa dimension inclusive. Dès lors, la réfection de l'espace public, qui pourrait pallier au sentiment d'abandon, à l'insécurité ou offrir des infrastructures plus adaptées aux besoins des habitants (espaces verts, infrastructures sportives, places agréables, etc.) pourrait également entraîner une hausse de loyers et du coût de la vie. Dans cet ordre d'idées, le remplacement des activités industrielles par du résidentiel semble répondre à une crise du logement (sans évoquer la dimension exclusive des nouveaux loyers) mais vient aggraver l'accès au marché du travail de la population du quartier en menaçant les *emplois tremplins*, définis comme des emplois disponibles selon des critères favorables aux profils des habitants du quartier, à savoir soit des commerces tenus par des membres du quartier favorisant une embauche solidaire envers certaines communautés, soit une économie informelle, soit un bassin d'emploi demandeur d'une main-d'œuvre non qualifiée ou maîtrisant peu le français. Ainsi, les garages du quartier Heyvaert devraient déménager, notamment avec la mise en œuvre du Contrat de Rénovation Urbaine Heyvaert. Les industries le long du canal sont également progressivement remplacées par du logement ou des activités tertiaires : « il n'y aura plus tellement de logements abordables (...) ». « En plus, beaucoup d'emplois liés au commerce de voiture qui sont très importants pour ce genre de personnes qui arrivent vont aussi disparaître » (Participants ateliers).

L'effet combiné d'une réfection des espaces publics, soit un embellissement supposé, et de la venue d'un public aisé, a été assimilé majoritairement (et de façon récurrente dans tous les groupes) à une dynamique de gentrification. La notion fut utilisée à la fois pour qualifier la nature des changements, ses effets et la politique de la Région bruxelloise. A cet égard il apparaît dès lors que le principal motif d'inquiétude des participants lié au changement concerne la juste répartition de ses bénéfices. En d'autres termes : la gentrification pourquoi pas (quand elle s'apparente à une amélioration des infrastructures et un embellissement des espaces publics), mais pour qui (quand la gentrification rime avec remplacement de population et exclusion) et dans quelles conditions (quelle cohabitation, quelle mixité) ? : « Il faut que la mixité soit au profit et pas aux dépens des populations locales ». « Il faut faire en sorte que les changements profitent aux habitants qui sont déjà là et leur permettent de rester » (participants ateliers).

Sortir du paradoxe : une troisième voie ?

Comment concilier un développement de Cureghem positif pour tous (réfection des espaces publics, développement des infrastructures publiques, etc.) en terme de bien-être sans perdre sa dimension inclusive (bassin d'emploi inclusif, loyer modéré, cohabitation apaisée, etc.) garantie par des facteurs pointés, justement, comme nuisible au bien-être ? Pour les participants, il apparaît clairement que pour répondre à ce défi, une vision de la ville définie en terme exclusif d'attractivité économique paraît bien insuffisante.

Comment faire face aux changements ? Les idées des participants

Après les ateliers cartographiques en groupes distincts, un temps de partage et de discussion libre était organisé. Cette mise en commun des acquis a généré des préoccupations communes chez les participants et la prise de conscience d'une nécessité de résistance ou, du moins, d'accompagnement du changement. Au fil des discussions, les participants ont insisté sur le besoin d'anticiper et préparer ces transformations, que ce soit au niveau de la cohésion sociale du quartier ou concernant leurs pratiques professionnelles. A cet égard la discussion libre a permis de dégager des pistes et des enjeux préalables à la mise en place d'actions en commun pour rendre le changement bénéfique pour le quartier et tous ses habitants.

Informier et impliquer

La complexité des processus des transformations urbaines ainsi que le manque d'informations sont identifiés comme des freins à la mobilisation collective. Une participante pointe le paradoxe entre les différents plans de cohésion sociale, le soutien aux comités de quartiers et le manque de transparence du processus de développement urbain. De nombreux participants suggèrent d'informer les autres associations qui ne sont pas au courant, ainsi que les habitants, « pour qu'ils se préparent, aient leurs mots à dire ». Ainsi, les participants, ayant pris, pour la plupart, conscience des changements au cours de l'atelier, émettent l'idée de rejouer ce processus pour impliquer la part de populations (associations et habitants) qu'ils considèrent « dans leur camp », à savoir les usagers qui défendent une idée de la ville comme devant être inclusive et hospitalière (associations, milieu médical) et les habitants qu'ils considèrent victimes d'une vision de la ville en termes exclusivement économiques. Les associations travaillant dans le secteur de l'éducation, dans le social et dans le médical pensent qu'en plus d'informer leurs collègues, ils ont aussi un rôle d'information à destination des niveaux de pouvoir supérieurs propres à leur secteur, pour pouvoir anticiper la venue d'un si grand nombre de personnes en termes d'aménagement du territoire (espaces publics, transports, infrastructures scolaires, médicales...), mais aussi en termes d'investissement humain (médecins, assistants sociaux, ...). Enfin, la discussion

s'est principalement centrée sur la question de l'implication des habitants précaires considérés comme les principales victimes potentielles des processus en cours. Nombreux sont les participants à pointer la difficulté de mobiliser dans des projets sociaux ceux qui, selon-eux, sont les premiers concernés et devraient être les principaux bénéficiaires.

Favoriser la cohésion sociale

De nombreux acteurs ont également insisté sur l'importance de préparer la cohabitation/ la rencontre entre les différentes populations, par le discours ainsi que par les occasions de se rencontrer. Le marché des abattoirs est par exemple considéré comme une belle opportunité, et est déjà un lieu de mélange qui attire plusieurs publics. Il existe aussi plusieurs activités/lieux : *foodmet*, *cookmet*, ... Les discours que l'on tient par rapport aux transformations et par rapport au terme de gentrification sont importants. Certaines personnes de publics plus aisés veulent s'intégrer au quartier. Il faut bien sur construire à côté assez de logements sociaux. Porter plutôt une réflexion sur comment mélanger. Plusieurs participants ont aussi pointé la possibilité de jouer un rôle dans la rencontre des différents publics et évoqué l'idée de multiplier les collaborations entre associations.

Négocier, collaborer

Certains participants ont souhaité la mise en place de collaborations et de négociations plus étroites avec les acteurs du développement urbain afin que les transformations deviennent plus des opportunités pour les habitants du quartier. Par exemple, sur base du constat que certains habitants de Cureghem ont les capacités financières d'accéder aux logements conventionnés de Citydev, mais ne sont souvent pas au courant ou sont effrayés par les démarches administratives, il a été proposé par une association de jouer un rôle de promotion et d'accompagnement, afin que ces personnes bénéficient aussi de ces avantages proposés par la Région de Bruxelles-Capitale. Cependant, même si des propositions ont émergé, certains enjeux sont restés à l'état d'interrogation et pourraient faire l'objet d'une recherche plus approfondie. En particulier, les participants aux ateliers ont souligné l'importance

- de créer de nouveaux emplois dans les activités productives pour pallier la perte dans la nouvelle ZEMU ;
- de prévoir une mission d'intégration pour les grands projets car les acteurs de terrain présents n'ont pas les capacités pour s'occuper de tous les nouveaux arrivants ;
- d'améliorer la voirie, la propreté, les trottoirs ;
- d'une mixité qui soit au profit et pas aux dépens des populations locales. Il faut faire en sorte que les changements profitent aux habitants qui sont déjà là et leur permettent de rester ;
- de trouver le moyen pour que les personnes habitant à Cureghem et qui trouvent du travail ne quittent pas le quartier, souvent à cause de problèmes de propreté et de sécurité ;
- de défendre une politique volontariste de régulation des loyers.

Conclure et continuer

Pour conclure et ouvrir des perspectives d'actions, replaçons notre démarche dans son champ d'étude et d'action. Tant la vision défendue par Médecins du Monde que notre démarche de recherche ont été guidées par la notion *d'action communautaire* :

L'action communautaire désigne toute initiative, issue de personnes, de groupes communautaires, d'une communauté (géographique, locale, régionale, nationale, d'intérêts ; d'identités) visant à apporter une solution collective et solidaire à un problème social ou à un besoin commun. L'action communautaire s'actualise sur des pratiques multiples et diversifiées (création de ressources et de services, transformations sociales, éducation populaire, etc.) qui poursuivent des objectifs de justice sociale, de solidarité, de démocratie, de répartition plus juste des richesses, d'égalité entre les hommes et les femmes ainsi qu'entre les peuples. Ces actions sont menées avec un souci d'éducation et de fonctionnement démocratique afin de favoriser l'autonomie des personnes et des communautés (empowerment) (Lamoureux, Lavoie, 2008).

Comme le soulignent les auteurs du dossier « Action communautaire en santé : un outil pour la pratique » (Bantuelle et al., 2013) la première étape d'une action communautaire passe par l'identification des éléments qui donneront sens à la conscience collective et dessineront le territoire d'intervention. C'est dans cette perspective que se sont déroulés nos ateliers. La mise en commun des informations de chacun a permis de recenser un nombre important de projets urbains et d'effectuer un diagnostic territorial. L'immersion dans la carte à travers l'expérience vécue ainsi que la conscience de l'épreuve imminente du changement généré par le dispositif nous ont permis de cartographier et révéler les ressources attribuées par les participants au territoire, que ce soit en termes de ressources existantes, potentielles ou en termes de carences, tant sur les problématiques actuelles que sur les enjeux futurs. Ce faisant, les ateliers ont mis en évidence les potentielles inégalités d'accès aux bénéfices du changement.

En plaçant le territoire et le bien-être de ses habitants au centre, nous avons pu dessiner les contours de préoccupations communes en dépassant les clivages sans refuser ni la complexité ni les disparités individuelles des participants. Cet exercice pourrait constituer les prémisses d'une plateforme rassemblant une diversité d'acteurs – associations, pouvoirs publics communaux et régionaux, agences régionales, habitants, chercheurs, etc. -, reliant et soutenant ainsi une myriade d'initiatives autonomes, mais interdépendantes, capable de soutenir et de convertir en actions concrètes une valorisation du territoire inclusive tant pour les populations vulnérables de Cureghem que pour les futurs habitants.

Dans l'idée de faire entendre les inquiétudes et les besoins des associations, la prochaine étape de cette démarche exploratoire pourrait prendre la forme d'une discussion des résultats des ateliers avec les acteurs institutionnels. Car – sans perdre de vue ni l'interdépendance des différents acteurs, ni la nécessité de favoriser la solidarité et la coopération, ni leurs

rapports inégaux de domination- il s'agit bien d'ouvrir des espaces de possibles en changeant les relations de domination en relations de négociation et de réciprocité et de renverser les rapports de force, de restituer aux habitants une part de pouvoir sur différents aspects de leur vie.

Nous espérons que la méthodologie exposée ici, visant à générer une conscience du changement urbain en tant que phase préalable à une mobilisation et une action en commun, puisse être appropriable et exportable. Cependant, la possibilité de continuer à mener une recherche en vue d'une action communautaire approfondie dépendra de déterminants matériels (l'interdépendance, encore) hors de notre volonté. Néanmoins nous espérons que ce dossier permettra aux différents lecteurs de nourrir leur réflexion et ouvrira des pistes d'actions concrètes. En ce sens, nous vous proposons ci-dessous une vision plus générale de la problématique du développement urbain, à travers des imaginaires antagonistes mais interdépendants.

Des imaginaires pour la ville: conflits et interdépendance

Nous avons exploré la nature du partenariat entre Médecins du Monde et Citydev. Les deux acteurs urbains se sont donnés des moyens et des objectifs différents. Malgré tout, ils seront appelés à coexister et, dans une certaine mesure, à collaborer. Si cette divergence s'explique en partie de par leur nature (société publique de logement d'une part, ONG santé de l'autre), il semble que se dessinent aussi- au regard des dispositifs à mettre en place selon chacun pour favoriser le bien-être de ses habitants – deux imaginaires antagonistes de la ville.

La notion d'*imaginaire urbain* est empruntée à J.-L. Genard. Elle doit être comprise comme « une visée abstraite possédant une puissance performative susceptible d'orienter et de motiver l'action ». Il s'agit

de visions de ce que chacun entendait souhaiter pour Bruxelles, ses espaces publics, sa mobilité, ses inégalités, son économie, etc. (...) Ces visions de la ville (...) loin de se cantonner au monde des idées (...) se prolongent dans des décisions politiques, dans des matérialisations très concrètes (Genard et al., 2016).

Citydev, et à travers elle les autorités publiques de la Région bruxelloise, poursuit une politique volontariste dictée par des exigences économiques. L'un de ses objectifs consiste à maintenir et attirer les classes moyennes supérieures à l'intérieur de la Région bruxelloise en leur garantissant un accès à la propriété. La démarche vise à assurer des revenus fiscaux à la Région bruxelloise et aux communes. Ses projets s'adressent principalement à des entreprises et aux futurs habitants aux revenus imposables. Concernant le bien-être des habitants actuels du quartier, Citydev, en plaçant l'optimisation fiscale au centre de son raisonnement, table donc implicitement sur la croissance économique et la répartition institutionnelle des richesses (à travers l'aménagement du territoire, l'économie, l'éducation, la production de logements, ...).

L'ONG Médecins du Monde poursuit, à travers ses différents projets, l'objectif d'offrir à tous un accès aux soins de santé. Cette ONG, en poursuivant une politique inclusive, cible donc son action sur les populations les plus vulnérables. En ce sens, Médecins du Monde se préoccupe des habitants actuels de Cureghem et plus particulièrement de la population la plus fragilisée, soit la population la moins productive en termes économiques. La nature de leur projet est basée sur le constat selon lequel les structures traditionnelles de la santé ne suffisent pas à garantir des soins pour tous.

Ainsi se dessinent deux imaginaires pour la ville et ses habitants. D'une part une vision de la ville économiquement attractive portée par Citydev ; de l'autre, une vision de la ville inclusive et hospitalière défendue par Médecins du Monde. Jusqu'à quel point ces deux imaginaires sont-ils conciliables ? Au vu de ces divergences, le partenariat entre les deux organismes ressemble plutôt à un mariage de raison marqué par l'interdépendance des deux acteurs (économique dans le cas de Médecins du Monde, obligation d'intégrer des projets publics pour Citydev).

Si elle paraît raisonnable et complémentaire (chacun son domaine), la nature du partenariat apparaît conflictuelle et paradoxale lorsqu'on prend en compte l'impact des politiques économiques sur les déterminants de la santé et la nature inclusive de la ville. Bien que l'effet des futurs projets sur le quartier nécessiterait une étude prospective approfondie, nous pouvons constater que les projets régionaux portés par Citydev risquent d'accroître les processus d'exclusion urbaine combattus par Médecins du Monde. Comme le souligne M. Van Criekingen (2013), si les logements dits moyens proposés par Citydev proposent des prix de vente inférieurs aux standards du marché, la clientèle atteinte est principalement composée de ménages aux revenus certes plafonnés mais de fait nettement supérieurs aux revenus moyens des habitants en place dans les quartiers ciblés. Outre le fait de proposer des logements exclusifs, la Région, en faisant de la revitalisation son objectif prioritaire, entraîne volontairement une hausse des loyers susceptible de générer un processus d'exclusion au logement plus vaste.

Cependant, si dans l'absolu, comme nous venons de le voir, les objectifs de Médecins du Monde et de Citydev sont potentiellement conflictuels, prenons garde à ne pas polariser davantage la situation. D'une part, les projets, visant à amener des nouveaux résidents à revenus moyens dans des communautés fragiles pourraient, à terme, participer au financement des besoins actuels et soutenir des initiatives sociales futures. D'autre part, il ne s'agit pas d'exacerber la fracture entre différentes populations. La cohabitation entre différents types de public, si elle peut être une source de conflit, peut également être abordée comme la possibilité de nouvelles formes de solidarité et de coopération, à inventer.

Il ne s'agit pas non plus de masquer les rapports de dominations à l'œuvre. Au regard de la situation actuelle à Cureghem, si les politiques économiques ne s'accompagnent pas d'une répartition plus efficace des richesses au travers des différents aspects de la vie (logement, emploi, éducation, ...), ou d'une politique volontariste de régulation des loyers, compter

sur un hypothétique effet de ruissellement semble fortement compromis. Dès lors, envisager la ville en termes économiques comporte un réel danger d'exclusion pour les franges vulnérables de sa population. En ce sens, et en partant de ce constat, l'initiative « Cureghem en Perspective » propose de dégager les pistes de potentielles actions en commun capables de faire valoir un imaginaire pour la ville mettant l'inclusion et l'hospitalité au centre de ses préoccupations.

Bibliographie

Bantuelle, M., Mouyart, P., Prévost, M. (2013), *Action communautaire en santé*: un outil pour la pratique. Fédération des Maisons Médicales, SACOPAR (Santé, Communauté, Participation), CLPS de Charleroi-Thuin.
<https://www.clpsct.org/lu-et-vu/action-communautaire-en-sante-un-outil-pour-la-pratique/>

Genard, J-L., Berger, M. & Vanhellemont, L. (2016). L'architecture des débats, les imaginaires mobilisés. In *BSI-BCO Portfolio #1 : Cadrages / Ouvertures / Focus* (pp. 63-76). Bruxelles : BSI-BCO.
<https://bsi-bco.brussels/larchitecture-des-debats-les-imaginaires-mobilises/>

Lamoureux, H., Lavoie, J., Mayer, R., Panet-Raymond, J. (2008) *La pratique de l'action communautaire*, 2e ed. Presse de l'université du Québec.

Ranzato, M. & Vignes, M. (2023). Cureghem en perspective. In *Dialogues cartographiques interdisciplinaires, Metrolab logbook* (pp. 123-126). Metrolab Brussels.

Van Criecken, M. (2013) La gentrification mise en politiques, *Métropoles*, 13.
<http://journals.openedition.org/metropoles/4753>

Authors

Valérie Biot

valerie.biot@ulb.be
Senior researcher in political sciences at IGEAT/ULB, her researches focus on territorial development and governance of metropolitan areas at European level.

Valentina Bonello

valebonello@gmail.com
Urban anthropologist, PhD in Anthropology and History (University of Verona, IT). She was visiting student at the LAA-ENSA Paris La Villette, and at the faculté d’Architecture La Cambre-Horta-ULB. Her main research interest is the gap in knowledge and agency between experts and activists in the context of social production and the social construction of built environments.

Andrea Bortolotti

andrea.bortolotti@polimi.it
Department of Architecture and Urban Studies, Politecnico di Milano, Milano, Italy Architect (IUAV, 2011), Ph.D. in urbanism (ULB, 2019). Assistant professor at the Department of Architecture and Urban Studies of the Politecnico di Milano, Laboratorio di Simulazione Urbana Fausto Curti – LABSIMURB. His research focuses on urban metabolism, the circular economy and their relationship with urban planning, policies and practices, investigated through spatial and design approaches. Previously, he has conducted extensive research on waste governance and planning in Brussels (affiliated researcher at ULB/Laboratory on Urbanism, Infrastructures and Ecologies).

Claudia Faraone

Claudiafaraone@iuav.it
Architect, urban planner and holds a PhD in Territorial Policies and Local Project. With research, actions and audio-visual tools she deals with cultures and temporalities of space production and its practices of use in contexts of urban regeneration, reconstruction and innovation. She collaborates in research and teaching at the luav University of Venice. Co-founder of the urban research association ETICity Exploring Territories Imagining the City, she has been coordinator of the local unit in Venice since 2017.

Luca Nicoletto

Lnicoletto@iuav.it
PhD candidate in Urbanism at IUAV University of Venice. After graduating in architecture, he collaborated teaching in urban planning courses. His research and professional practice focus on urban design issues in the frame of urban regeneration as a complex process of transformation of space and society.

Giulio Pedrini

Giuliopedrini@unikore.it
Junior assistant professor in economic policy at the Kore University of Enna. Degree in economics (University of Genoa), master in Law and Economics (Erasmus University of Rotterdam), and Phd in Law and Economics (University of Bologna). He was adjunct professor at the University of Bologna, research fellow at the universities of Milan-Bicocca, Padua, and Bolzano, and visiting researcher at the Institute for Employment Research – University of Warwick, and at the Université Libre de Bruxelles. His primary areas of research are economics of education and training, and regional and urban economics.

Corentin Sanchez-Trenado

corentinsanchez@gmail.com
Master in Geography (ULB), PhD at the Institute for Environmental Management and Land-use Planning (IGEAT). His interests and research questions focus on urban and social transformations of city centres, and in particular on gentrification and urban renewal processes.

Mathieu Strale

Mathieu.strale@ulb.be
Postdoctoral researcher (ULB-IGEAT) in geography, Associate Metrolab member. He works in the Applied Geography and Geomarketing Unit (GAG) of the Department of Geosciences, Environment and Society (DGES) of Université Libre de Bruxelles. His researches focus on transport geography and related social, political and environmental issues.

Max Théréné

maxtherene@gmail.com
Master’s degree in Architecture and Urbanism at LOCI (UCLouvain, 2017). He initiated a cooperation project in Madagascar with fellow architects, while also founding his own practice, enabling him to run individual projects. After graduation, Max began working in HONHON_ architectures. He has always tried to translate knowledge into practice. After the MasterClass he became a member of ‘Cureghem en perspective’, thus continuing to pursue both research and architectural practice.

Francisco Thielemans

Paco.fth@gmail.com
Bachelor in History of Art and Archaeology at the Université Libre de Bruxelles (ULB), Master in History of Contemporary Art at the Université Catholique de Louvain (UCL). Driven by his interest in the perceptual phenomenon as a whole, he completed his studies with another Master in Sociology- Anthropology. Francisco Thielemans now continues his commitment by working with Médecins du Monde, and is also pursuing his studies to become a teacher in Brussels, where he lives.

Hélène Van Ngoc

helenevanngoc@gmail.com
Master’s degree in Architecture at Saint-Luc school of architecture (Liège), and urbanism and territory planning (LOCI, UCLouvain). After the MasterClass, she continued her collaboration with a part of the ‘Médecins du Monde’ group and two Metrolab researchers, on a project called ‘Cureghem en Perspective’.

Maguelone Vignes

Maguelone.vignes@brusano.be
Master in Political Science (Rennes, France) in 2001 and enrolled in a master in sociology of local development (Paris I-Panthéon Sorbonne) in 2002. She has worked in research-action organizations in Morocco and Indonesia on poverty issues, agriculture in rural and suburban areas. Her PhD in sociology (2015) addressed urban health pathways of people living with HIV. At Metrolab, she focuses on the city as a supportive environment for health. She is now in charge of scientific support in a Belgian health non-profit organization.

Valentina Bonello, Claudia Faraone, Luca Nicoletto, Giulio Pedrini (chapter 5) are part of the research team FSE Marghera, an interdisciplinary research group, funded by the Veneto Region (IT), European Social Fund, grant n.: 2122-18-2216-2016. The research project aimed at exploring planning policies and tools focused on economic reactivation, urban regeneration and social inclusion in deindustrialized areas of Venice inland (Marghera). As part of the research program the team spent a research period at Metrolab.brussels (January-March 2018):

Colophon

Auteurs

Editeurs scientifiques

Valérie Biot,
Corentin Sanchez-Trenado,
Mathieu Strale

Auteurs

Valérie Biot
Valentina Bonello
Andrea Bortolotti
Claudia Faraone
Luca Nicoletto
Giulio Pedrini
Corentin Sanchez-Trenado
Mathieu Strale
Max Théréné
Francisco Thielemans
Maguelone Vignes
Hélène Van Ngoc

Couverture

UrbIS

Relecteurs

Mathieu Berger
Benoît Moritz

Révision traduction anglaise

Dustin Langan

Conception graphique

Els Vande Kerckhove
Something Els

Remerciements

A tous les participants aux ateliers:
Médecins du Monde, Medikureghem,
Pissenlits, Douche Flux, BRAT,
Café Ludo, Comité du Bout
du Monde, Foyer anderlechtois,
Inter-environnement Bruxelles,
Maison médicale d’Anderlecht,
PCS Albert, Syndicat des locataires
d’Anderlecht, ULAC et Maison de la
participation d’Anderlecht, qui nous a
également accueilli.

Le FEDER (Fonds Européen de Développement Régional) est un outil politique régional qui vise à créer de nouvelles opportunités pour les citoyens européens et à réduire l'écart de niveau de vie entre régions. Entre 2007 et 2013, le programme FEDER, à travers l'intervention de la Région et de l'Europe, a ainsi investi 108 millions d'euros dans 32 projets de la Région de Bruxelles-Capitale. Ces projets concernent la garde d'enfants, des mesures de réinsertion professionnelle, des programmes de formation mais aussi le développement durable, le soutien aux activités économiques, et le renforcement de l'infrastructure et de la cohésion sociale dans la zone du canal. Le programme actuel (2014-2020) contient 46 projets portant sur l'accès à l'emploi, la recherche, l'économie circulaire, l'innovation et l'amélioration du cadre de vie. L'Europe et la Région investissent 200 millions d'euros dans ce nouveau programme. Cette publication et les activités de recherche ont été rendues possibles grâce au soutien financier du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) (2014-2020) de la Région Bruxelles-Capitale

© 2023

Université Catholique de Louvain
Université libre de Bruxelles

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou tout système de stockage et de récupération d'information, sans l'autorisation écrite des détenteurs des droits d'auteur. Toutes les déclarations contenues dans ce rapport de recherche sont la seule responsabilité de leurs auteurs. Les éditeurs ont fait tout leur possible pour retrouver les détenteurs de droits d'auteur, mais si certains ont été oubliés, nous nous ferons un plaisir de procéder aux accréditations nécessaires à la première occasion. Chaque élément de l'identité visuelle de Metrolab, y compris les marques, logos et tout élément graphique appartiennent exclusivement à Pam&Jenny et sont protégés par les lois sur la propriété intellectuelle. Informations bibliographiques publiées par la Bibliothèque Royale de Belgique.

Editor ID: 14.488
ISBN: 978-2-931189-04-7
Dépot: D/2023/14.488/02





La Région et l'Europe investissent dans votre avenir !
Het Gewest en Europa investeren in uw toekomst!

